

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

LA
RESPONSABILITÉ
DU PATRON

DANS LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

ET

LA LÉGISLATION FRANÇAISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Ès Sciences Juridiques.

PAR

Henry BIGALLET

Imprimerie A. MERCIER, St-Genix-d'Aoste (Savoie)

1899.

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

LA
RESPONSABILITÉ
DU PATRON

DANS LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

ET

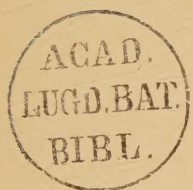
LA LÉGISLATION FRANÇAISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Ès Sciences Juridiques.

PAR

Henry BIGALLET

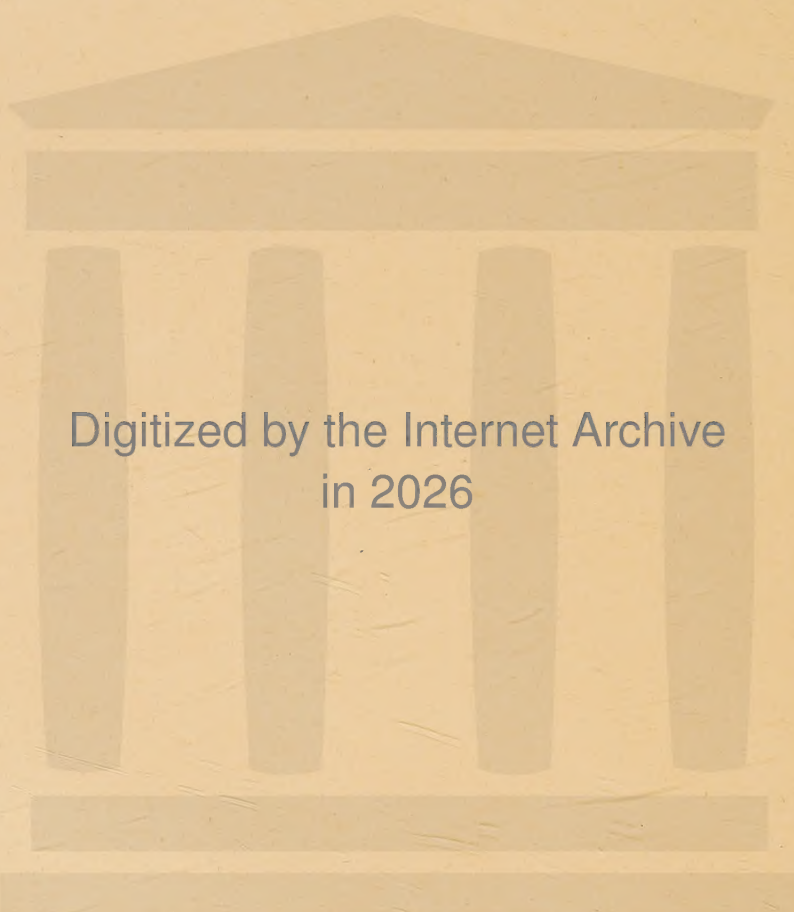


JURY DE LA THÈSE. — *Président*, M. CAILLEMER

Suffragants. { M. FLURER, professeur.
 M. JOSSERAND, agrégé.

Imprimerie A. MERCIER, St-Genix-d'Aoste (Savoie)

1899.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

- M. BELLOM Les lois d'assurances ouvrières à l'étranger.
BENZACAR Les accidents du travail manuel dans le louage de services (Thèse).
CHARDINY Commentaire de la loi du 9 Avril 1898.
CHAVEGRIN Note au Sirey 96. 2. 225.
CORNIL Du louage de services.
COULET Commentaire de la loi du 9 Avril 1898.
DALLOZ 1898. IV. 49.
DOUTRIAUX De la responsabilité dans les accidents du travail (Thèse).
ESMEIN Note Sirey 97. 1. 17.
EXNER La notion de la force majeure.
GABRIEL Responsabilité des patrons (Thèse).
HUBERT-VALLEROUX. Le Contrat de travail.
JOSSE RAND De la responsabilité du fait des choses inanimées.
LABBÉ Notes Sirey ; 1885. IV. 25 ; 1886. II. 97, III. 26 ; 1889. IV. I.
P. PIC Législation industrielle — Étude critique de la loi du 9 Avril 1898 (Extrait de la revue d'Écon. polit. 1898)
RENCKER De la non responsabilité conventionnelle (Thèse).
SAINCTELETTE De la Responsabilité et de la Garantie.
SALEILLES Les accidents du travail — Note Dalloz 97. 1. 433.
SAUVAIRE-JOURDAN . L'assurance obligatoire contre les accidents (Thèse).
TARBOURIECH La Responsabilité des accidents.

PÉRIODIQUES

Annales de Droit commercial. 1898 P. 59. — Bulletin des Accidents du travail 1890 — 1898.

REVUE D'ÉCONOMIE POLITIQUE :

PINON : La responsabilité des accidents 1898, P 827.

FRANCE JUDICIAIRE :

LABBÉ : De la Responsabilité contractuelle 1888. 1, 32.

ROUARD DE CARD : Responsabilité délictuelle et contractuelle 1891. 1. 96.

REVUE CRITIQUE DE LÉGISLATION

- BOUVIER L'Évolution de l'idée de responsabilité 1898 P 176.
CHESNEY Patrons et Ouvriers 1893 P 295.
M. GÉRARD Le louage de Services et la responsabilité des
patrons 1888, 426.
LEFEBVRE De la responsabilité délictuelle et contractuelle
1886, 435.
M. PLANIOL La responsabilité contractuelle 1888, 279.
SAUZET La responsabilité du patron vis à vis des ouvriers
1883, 596, 677.

REVUE GÉNÉRALE DU DROIT

- WILLEMS Étude sur la responsabilité édictée par les art.
1382. 1386. C.C. 1895. P. 110. 210. 296. 401. 505;
1896. P 18, 229. 385,

REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE

- BELLOM La question des accidents du travail 1894. I. 65.
Les accidents du travail en Angleterre 1898.
XV. 546.
CHEYSSON Le Congrès de Milan 1895 III 248, 415.
Y. GUYOT, Le Congrès de Milan 1894 II 281.
Les accidents du travail 1897 XIII 449.
JACQUEY A propos de la loi sur les accidents 1897 XIV 368.
P. PIC La question des accidents 1895 IV 502.

RÉFORME SOCIALE

- BLANCHET Étude d'une loi sur les accidents 1897 II 614, 663.
CHEYSSON Les assurances sociales en Allemagne 1896 I 302.
Les accidents du travail et la Garantie 1898 I 725.
SALEILLES Le risque professionnel dans le Code civil 1898 I 634.
-

INTRODUCTION

Lorsqu'un ouvrier, au cours du travail qu'il exécute, est victime d'un accident, quelle est la responsabilité du chef d'entreprise ?

Le Code civil, à peu près muet sur les rapports entre patrons et ouvriers, ne contenant aucun texte relatif à la question des accidents du travail, on se référa aux principes généraux du droit pour résoudre le problème. Quel était le droit commun ? Les interprètes ne furent pas d'accord, dans la recherche de la règle à introduire.

C'est ainsi que l'on rencontre trois théories sur le fondement de la responsabilité patronale : la première qui invoque l'article 1382 et exige une faute du maître ; la seconde qui voit la solution dans les dispositions relatives au contrat de louage d'ouvrage ; la troisième qui, rejetant la base délictuelle ou contractuelle des deux précédentes, applique l'article 1384 décidant que le patron est tenu des dommages causés par son industrie : le fondement est légal.

Le législateur français, le 9 Avril 1898, vient d'édicter une règle spéciale qui établit la responsabilité du patron de plein droit, en se basant sur des motifs utilitaires et sociaux plutôt que juridiques. C'est ce qu'on a appelé « le risque professionnel ».

Cette conception, nouvelle relativement, met à la charge de l'industrie la réparation des accidents du travail, causés par elle : c'est une partie des frais d'exploitation dont on doit tenir compte.

Le but de ce travail est d'exposer l'évolution suivie par la jurisprudence et la doctrine ; qui, partant de la responsabilité délictuelle, passa par la théorie contractuelle pour aboutir à la respon-

sabilité légale du maître, pleine d'avantages pour le travailleur qui est certain d'obtenir une indemnité. Le système du risque professionnel mérite une place à part, à côté, avec l'explication de son fondement, de ses raisons d'être et de sa valeur.

Cette étude en quatre chapitres répond à une première question très importante : « Quels sont les principes de la responsabilité du patron ? »

Ces principes, objet de la première partie, une fois posés, discutés théoriquement, se présente la deuxième question : « Comment la législation française les a-t-elle consacrés ? »

La seconde partie de cette thèse contient l'étude générale, en évitant la forme du commentaire, de la loi du 9 Avril 1898, qui a introduit le système du Risque professionnel en France.

Le législateur pouvait créer la responsabilité du patron et s'en tenir là ; le droit commun dans les questions de procédure, d'indemnité, de prescription, de garantie, aurait continué à s'appliquer. Il a estimé que ce n'était pas suffisant ; un régime de faveur exceptionnel est accordé à l'ouvrier victime d'un accident. La procédure est simplifiée, les indemnités sont fixes et non arbitraires comme autrefois, et des mesures sont prises pour assurer dans tous les cas le paiement de la réparation pécuniaire : que le débiteur soit solvable ou non, la victime touchera son indemnité.

C'est l'exposition de ce droit nouveau, avec comparaison des législations étrangères, qui remplit la seconde partie plus longue et plus importante.

Les dispositions relatives aux contestations et aux garanties ont donné lieu à de vives discussions économiques et sociales ; elles seront seulement indiquées et non approfondies. Le côté économique, dans la question des accidents du travail, est de premier ordre ; mais il est trop important pour le traiter superficiellement et, le caractère juridique des problèmes étant ici la principale préoccupation, il est préférable d'abandonner le premier point de vue.

Depuis un demi-siècle les accidents se multipliaient considérablement, grâce à l'extension du mécanisme industriel et au déve-

loppement de la production. Le législateur, dans une loi du 12 juin 1893, avait déjà édicté des règles sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs. Mais ces mesures préventives n'étaient pas suffisantes, et il a voulu non seulement éviter les malheurs mais les réparer.

Nous verrons si la loi nouvelle parvient à protéger l'ouvrier sans écraser le patron, si l'avenir sera moins terrible à ceux qui peinent : avant de porter aucun jugement, il est nécessaire de connaître les principes fondamentaux et l'application qu'en a faite le législateur ; c'est le but que je me propose.



PREMIÈRE PARTIE

FONDEMENT DE LA RESPONSABILITÉ DU PATRON

CHAPITRE I

THÉORIE DE LA RESPONSABILITÉ DÉLICTEUELLE

En l'absence de textes formels, relatifs à la question des accidents du travail, le droit commun doit s'appliquer. Et ce droit réside dans les articles 1382, 1383, 1384.

« Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. Et chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence, ou par son imprudence, ou par le fait des personnes dont il doit répondre ou des choses qu'il a sous sa garde. »

La Responsabilité du patron est donc *délictuelle* ; quand un accident survient, la victime qui prétend à une indemnité doit fonder son action sur le délit ou le quasi-délit du maître.

Que ces dispositions légales s'appliquent à la matière, il est permis d'en douter ; car elles semblent supposer, entre la victime et l'auteur du dommage, l'inexistence de tout lien juridique antérieur. Or, la situation est ici différente ; un contrat existe. La Jurisprudence ne s'est point arrêtée à cette objection ; d'une façon presque unanime, elle a toujours affirmé le fondement délictuel

de la responsabilité patronale et les arrêts les plus récents n'ont pas dévié de la route suivie, depuis trois quarts de siècle. « La règle de l'article 1382 est générale et absolue et s'applique dans tous les cas, que le dommage ait été causé au cours d'un contrat ou non ; l'obligation naît exclusivement d'un fait personnel » (1).

« Attendu, dit la Cour Suprême dans un arrêt du 15 juillet 1896 (2), que la responsabilité du patron envers l'ouvrier, victime d'un accident, est déterminée par les articles 1382 et suivants, que le demandeur ne peut faire peser la responsabilité sur X qu'à la charge d'établir une imprudence ou une négligence qui lui soit imputable. »

Cette faute délictuelle est à la fois nécessaire et suffisante, si légère soit-elle, pour engendrer la responsabilité.

Le patron sera engagé, par son propre fait et par la faute de ses préposés ; le plus souvent ce sera une imprudence ou une négligence.

Si les tribunaux sont unanimes à proclamer le triomphe de l'article 1382, ils apportent des tempéraments, des adoucissements qui en diminuent la portée d'une façon très sensible. Les rapports qui unissent le patron à ses ouvriers, doivent faire apprécier plus rigoureusement les fautes qui lui sont imputables envers eux, que celles dont il se rendrait coupable au préjudice d'une personne étrangère ; et nous verrons plus loin comment la Jurisprudence s'est ingéniée à édicter des fautes patronales, afin de pouvoir accorder une indemnité à la victime.

De l'application des principes résultant des articles 1382 et suivants, il découle plusieurs conséquences importantes, admises dans la pratique.

1° L'ouvrier doit prouver la faute du patron.

2° Il est responsable de sa propre faute, des cas fortuits et de force majeure.

3° Les clauses d'irresponsabilité sont prohibées.

(1) Rennes, 20 Mars 1893, S. 94, 2, 36 ; D 93, 2, 526 ; Bordeaux 9 Nov. 1892 S. 93, 2, 148. — (2) Pandectes, 1897, I. 513 ; D. 98, 1, 141.

I^o DE LA DÉVOLUTION DE LA PREUVE

La présomption de faute n'existe pas en principe. L'ouvrier victime sera chargé de prouver la faute du patron, pour obtenir indemnité. Il est demandeur au procès ; à lui donc de réunir les éléments de la preuve des faits qu'il invoque, de prouver le fait générateur de son droit, la cause qui lui a donné naissance. La Jurisprudence est constante (1).

« Attendu que l'existence d'une faute, légalement imputable, constitue l'une des conditions essentielles de l'action en responsabilité ; que celui qui se prétend lésé par un délit ou un quasi-délit est en conséquence, en sa qualité de demandeur, tenu d'en justifier ; que faute par lui d'en rapporter la preuve, sa demande n'est pas établie et doit être rejetée, sans que le défendeur ait à prouver le fait sur lequel il fonde une exception de libération » (2).

C'est l'application du principe général, contenu dans l'article 1315 C. civ. : celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver.

En conséquence, si la victime ne parvient pas à établir le bien fondé de sa demande, elle supportera seule les suites de l'accident qui l'a frappée.

C'est une obligation très lourde pour l'ouvrier et c'est une des raisons qui ont poussé la doctrine à édifier la thèse contractuelle, admettant le renversement de la preuve.

II^o L'OUVRIER RÉPOND DE SA PROPRE FAUTE ET DES CAS FORTUITS

Le patron ne saurait être déclaré responsable d'un fait qu'on ne peut lui imputer et auquel il est resté absolument étranger, tel que l'accident résultant de l'imprudence de la victime. Il n'est pas dû réparation à celui qui a éprouvé un dommage, par suite de sa propre faute. Les auteurs et les arrêts sont unanimes à le recon-

(1) Moulins, 8 janv. 1887, S. 87, 2. 173 ; Cass., 9 août 1892, Pand 93, 1, 23. Dijon, 22 fév. 1894 ; Orléans, 27 fév. ; Douai, 21 fév. ; Pand, 94, 2, 140, 212.
— (2) Cass. 19 juil. 1870, S, 71, 1, 9,

naître ; c'est une question de fait de savoir si tel acte constitue une faute de la victime ou non (1).

Pour la disparition totale de la responsabilité patronale il est nécessaire que l'imprudence de la victime soit la seule cause de l'accident ; si l'imprudence est mixte, c'est-à-dire si l'événement malheureux a été produit par la réunion de la faute du patron et de la victime, la Jurisprudence condamne le patron, sauf à modérer le chiffre de l'indemnité dans la mesure de l'imprudence du travailleur (2).

L'imputabilité fait aussi défaut quand le fait dommageable est arrivé par suite de cas fortuit, de force majeure ou de cause inconnue, puisque ces trois éléments sont également exclusifs de la faute ; les tribunaux affranchissent le patron de toute responsabilité, lorsque l'accident est le résultat de ces circonstances diverses.

Ces cas fortuits sont très nombreux dans l'industrie ; l'ouvrier a du peser leur importance en embrassant sa profession, et c'est volontairement qu'il paraît s'en être chargé seul. Lorsque la prudence des patrons et des ouvriers n'est pas incriminée, les accidents restent à la charge de ceux qui en sont victimes.

Qu'est-ce qu'un cas fortuit ? Il est difficile d'en donner une définition bien précise et compréhensive. Les tribunaux ne le définissent jamais eux-mêmes ; ils constatent que l'accident a été produit par une force inconnue, en dehors de toute faute, et ils déclarent cet accident dû à un cas fortuit.

Il a été jugé que la chute d'une goutte de lait de chaux dans l'œil d'un badigeonneur (3), que l'inflammation de la poudre dans un trou de mine sous l'influence de la compression de l'air, sont des cas fortuits (4).

La Jurisprudence est bien établie dans le sens qui exonère le maître de toute indemnité. La Cour suprême, le 30 Mars 1897,

(1) Cass. 16 oct., 17 nov. 1886, S 87, 1. 16 et 227 ; Aix, 7 déc. 1891, D. 92. 2. 299 ; Bourgoïn 6 juillet 1894, Moniteur de Lyon, 15 Sep, 94 ; Lyon, 29 Mars 1897, Moniteur 21 oct. 97. — (2) Lyon 24 fév. 1897, Moniteur 23 Aout 97 ; Cass. S 85. 1. 129. — (3) Lyon 16 fev. 1897, Moniteur, 15 Oct. 97. — (4) Cass. 26 nov. 1877, S. 73, 1. 148.

(S 98. 1. 71.) déclare « le propriétaire d'une machine à vapeur à bon droit non responsable des suites d'un accident, survenu à un ouvrier, par suite de l'explosion, alors qu'il résulte des mesures d'instruction que la machine était construite conformément aux règles de l'art, en bon état d'entretien, et qu'il est impossible de déterminer les causes de l'explosion qui doit rentrer dans les cas fortuits déjouant toute prévision. »

Ainsi il doit exister, entre la faute du patron et l'accident, une certaine relation de cause à effet pour entraîner sa responsabilité ; sinon il est indemne comme dans l'hypothèse de la faute de la victime ou du cas fortuit.

III^o PROHIBITION DES CLAUSES D'IRRESPONSABILITÉ

N'est-il pas à craindre qu'au moment de la formation du contrat le chef d'industrie ne stipule qu'il ne répondra pas des accidents dont l'ouvrier pourra être victime au cours du travail ? Si cette stipulation est insérée, quelle sera son influence sur l'action en indemnité du travailleur ?

La Jurisprudence, fidèle à sa théorie de la faute délictuelle, déclare une pareille clause radicalement nulle ; il n'est pas permis de déroger, par des conventions particulières, aux articles 1382 et 1383 qui sont d'ordre public.

« Attendu que la disposition des articles 1382 et 1383 C. civ. est d'ordre public et qu'il n'est permis à personne de se soustraire d'avance à leur application ; que reconnaître la validité de la convention alléguée serait à la fois contraire à la liberté des contrats, puisque l'ouvrier qui sollicite du travail n'a ni le temps, ni les moyens de savoir à quoi il s'expose, et à la sécurité publique, puisque, n'étant plus retenus par la crainte de leur responsabilité, les maîtres négligeraient dans une pensée de lucre les précautions les plus nécessaires » (1).

Dès lors, le maître ne peut s'affranchir par avance des conséquences de sa faute ou de celle de ses préposés et les parties ne

(1) Cass. 15 Mars 1876, S, 76, 1, 337 ; id. 19 Août 1878. S 79, 1, 422.

pourront non plus déterminer le caractère de gravité de la faute engendrant responsabilité, ni faire un règlement anticipé des dommages-intérêts qui pourront être dus (1) (article 2046 du C. civ.).

La Jurisprudence a toujours rejeté des clauses semblables, sans hésitation (2).

Les décisions jurisprudentielles ne distinguent pas entre la faute lourde et la faute légère, relativement à l'exonération, et appliquent le même sort à toutes deux.

Telles sont les trois conséquences principales qui découlent fatalement de l'affirmation de la faute délictuelle du patron.

ADOUCCISSEMENT DE LA JURISPRUDENCE

Les Tribunaux les ont toujours appliquées avec impartialité ; mais ils n'ont pu échapper à des idées humanitaires et à des nécessités sociales et ils en sont arrivés à interpréter la loi d'une façon de plus en plus avantageuse pour l'ouvrier.

Comme il est nécessaire qu'une faute soit constatée, les arrêts créent des « cas fautifs » sur lesquels ils baseront la condamnation du maître, où l'on ne devrait voir que des cas fortuits ou de force majeure. On restreint ces cas fortuits le plus possible, soit par l'extension de textes tel que l'article 1386 aux machines, soit par l'affirmation que tel fait constitue une imprudence du patron.

Il est intéressant d'étudier cette évolution de la Jurisprudence dans la recherche des fautes. On peut les classer sous 3 chefs.

A. Faute dans l'emploi d'une partie du personnel.

B. Exécution du travail dans des conditions dangereuses, résultant soit de l'insuffisance des moyens de protection ou de la négligence à employer les précautions les plus minutieuses, soit de l'imprudence même des victimes.

C. Extension de l'article 1386.

A. FAUTE CONSISTANT DANS L'EMPLOI DU PERSONNEL

a. *Inobservation des règlements.*

b. *Travail confié à des ouvriers inexpérimentés.*

(1) S. 75, 2, 73. — (2) Nîmes, 24 Juillet 1895, Loi 17 janv. 1896 ; Conseil d'État 11 Mars 1881, S 82, 3, 53.

a. *Inobservation des règlements.* — Quand il existe des règlements, édictés dans l'intérêt des ouvriers, le patron qui les transgresse est en faute. La loi du 12 juin 1893 et le décret du 10 Mars 1894 sont venus aggraver cette responsabilité en ordonnant des mesures, dont le défaut d'adoption peut entraîner la condamnation du chef d'industrie, mais pas nécessairement. Un arrêt de la Cour Suprême; 15 Juillet 1896, déclare en effet que « si en principe une contravention aux règlements peut constituer une présomption de faute, qui rende le contrevenant passible des conséquences d'un accident, encore faut-il que celui qui allègue le dommage établisse une corrélation directe entre la contravention et le préjudice » (1).

Il a été jugé que le patron est responsable de l'accident, survenu à un jeune imprimeur travaillant en dehors des heures réglementaires, malgré que l'imprudence de la victime ait été seule en cause; car de la part du patron « il y a faute qui est en relation nécessaire avec l'accident. » Si l'ouvrier n'eût pas été retenu à l'atelier il était matériellement impossible qu'il se fût blessé (2).

b. *Travail confié à des ouvriers inexpérimentés ou épuisés.* — Le patron est en faute quand il a négligé de prendre, dans l'intérêt de son ouvrier, les précautions que commandent à la fois l'inexpérience professionnelle de celui-ci et la nature délicate du travail, imposé en dehors de ses attributions habituelles. Un cantonnier qui avait été chargé de l'abattage de pierres résistantes fut blessé; il obtint une indemnité (3).

La Cour de Lyon condamna le patron d'un ouvrier qui s'était blessé en conduisant une scie mécanique, sous prétexte que ce travail est dangereux et réclame un spécialiste et non un simple manœuvre (4).

Même décision à l'égard d'ouvriers déjà fatigués.

« En retenant ses ouvriers plus de 12 heures de suite au travail, dit un arrêt de la Cour de Cassation du 24 fév. 1897, le patron

(1) Cass. Pand 97, 1, 513. — Voir Nancy 29 juin 1895, S. 96, 2, 207. — (2) Cass. 7 août 1895, D 96. 1. 81. — (3) Cass. 7 mars 1893, S 93. 1. 292. — (4) Lyon 12 juillet 1893, Loi 16 janv. 1894.

commet une faute initiale qui le rend en partie responsable des accidents, dont ces ouvriers peuvent être victimes même par leur imprudence, pendant cette indue prolongation » (1).

B. EXÉCUTION DU TRAVAIL DANS DES CONDITIONS DANGEREUSES

a. *Insuffisance des moyens de protection.*

b. *Imprudence de la victime.*

a. *Insuffisance des moyens de protection.*

Le patron ne doit livrer à ses ouvriers que des instruments en parfait état et bien appropriés à la besogne. Les engrenages doivent être couverts, les courroies fermées, les appareils dangereux le moins possible à la portée commune. Les Compagnies de mines sont tenues d'aérer les galeries et plusieurs ont été condamnées pour les maladies contractées par les mineurs, par suite d'un séjour dans un air vicié. Il arrive fréquemment que l'usage courant tolère une installation ou un outillage peu perfectionné ; la Jurisprudence passe outre et condamne, malgré les protestations des patrons qui invoquent les excessives dépenses qu'entraînerait l'installation d'un système plus nouveau ou un surcroît de précautions.

Il y a faute par cela seul que l'accident eût pu être évité, quelque coûteuses et inusitées qu'on suppose les mesures pour atteindre ce résultat (2).

L'accident produit par une scie circulaire qui n'a pas d'appareil protecteur dit « chapeau » engage la responsabilité du patron car l'appareil est défectueux (3).

Une ouvrière est blessée à l'œil par l'échappement d'une navette, alors que le métier à tisser ne possédait ni filet ni grillage pour éviter les accidents. De pareils métiers n'étaient pas en usage : « on aurait du s'inspirer, dit le jugement de Grenoble, d'autres industries similaires où un perfectionnement semblable avait été introduit » (4).

(1) Revue de Droit industriel 1898, P 65. — (2) S. 77. 2. 336. — (3) Paris 11 fév. 1897. Le Droit industriel 1897, P 241. — (4) Trib. Grenoble 25 janvier 1894. D 95. 2. 394.

Ailleurs, on reconnaît que le patron a pris toutes les précautions usuelles, mais on lui reproche de n'en avoir pas pris d'extraordinaires et d'exceptionnelles (1).

Il faut citer l'arrêt de la Cour de Dijon du 27 avril 1877 (S. 78. 1. 413), pour se rendre compte de l'exigence des tribunaux.

Le Tribunal d'Autun avait rejeté la demande d'un ouvrier qui réclamait, à la Compagnie du Creusot, une indemnité pour la perte d'un œil survenue par le jet d'une étincelle. « Attendu que, dans l'état actuel de la science et de l'industrie, il n'existe aucun moyen d'empêcher les étincelles de jaillir, au moment de la coulée, que c'est là un cas de force majeure... » La Cour de Dijon infirme : « Considérant, qu'il est *inadmissible que cet organe ne puisse être protégé* contre des explosions qui sont bien inhérentes au fonctionnement des hauts fournaux mais contre les conséquences desquelles les ouvriers peuvent et doivent être défendus » (2). La Compagnie du Creusot est condamnée pour n'avoir pas encore découvert un moyen de protection : ce n'était pas une omission puisque le masque n'est jamais utilisé.

b. *Imprudence de la victime tenant au défaut de surveillance.* — Lorsque la victime est un enfant, les tribunaux n'hésitent pas à condamner le patron. Celui-ci doit le garantir même contre son imprudence et contre l'inattention spéciale à son âge. L'enfant n'a ni la connaissance du danger ni la prudence ou l'expérience suffisante pour s'y soustraire et le chef d'industrie le sait très bien quand il l'embauche. Retirant un sérieux bénéfice à le prendre à son service, il est naturel que les risques du travail restent à sa charge.

Un jeune apprenti, qui avait eu la main écrasée, s'était vu débouter de sa demande parce qu'on ne pouvait rien reprocher au patron ; au contraire l'accident était dû à l'imprudence de l'enfant. La Cour de Paris infirma le jugement, en affirmant que le patron doit être astreint à des devoirs plus sévères de protection vis-à-vis

(1) Grenoble 6 fév. 1894, D 94. 2. 304. — (2) S. 78. 1. 413.

des enfants, qui sont forcés à un travail périlleux pour gagner leur vie (1).

On déclare qu'il y a faute du patron de laisser travailler un enfant sans surveillance dans le voisinage d'une courroie de transmission, même si le travail de l'enfant n'offre aucun danger (2), de laisser après l'heure du travail des instruments dangereux à la disposition des jeunes ouvriers (3).

Le patron, *en prévision* d'un danger et de l'imprudence de l'enfant, doit prendre les mesures propres, en donnant *une protection telle* qu'un accident ne soit pas matériellement possible. Un enfant était occupé au triage du charbon ; un morceau resta accroché entre les toiles du crible. Le jeune ouvrier voulut le faire tomber avec la main qui fut écrasée par un bloc. Le règlement ordonne d'accomplir ce travail avec la pioche et non avec la main. La Cour de Lyon infirma un jugement du tribunal de St-Etienne qui acquittait la Compagnie en prétendant que, si une barrière avait été installée, l'enfant eût été dans l'impossibilité de se pencher et de tendre la main et dans la nécessité de se servir de la pioche. La Compagnie devait savoir que l'enfant serait imprudent (4).

En ce qui concerne les enfants l'accord est parfait.

Et pour les adultes ? l'employeur doit-il aussi les garantir contre leur propre imprudence ? Les décisions ne sont plus unanimes ; les unes, s'appuyant sur la connaissance des risques par l'ouvrier majeur et maître de lui, décident qu'il a accepté les dangers possibles du travail ; les autres répondent : oui, le patron est responsable car il ne saurait aller trop loin quand il s'agit de protéger la vie et la santé humaine.

Les monuments de jurisprudence en faveur de cette opinion sont très abondants. Arrêt de Besançon du 30 mai 1874 : « Attendu que la Compagnie de chemins de fer, abstraction faite des règlements généraux, doit assurer la sécurité de ses employés... qu'elle doit même chercher à les préserver contre leur propre mala-

(1) Paris 29 avril 1875 D 76. 2. 96. — (2) Paris 12 Déc. 1881, S. 82. 2. 136. —

(3) Bordeaux 15 Août 1878, S. 79. 2. 13. — (4) Lyon 18 Mars 1897. Moniteur 1^{er} Oct. 1897.

dresse et autres manquements personnels » (1). La Cour de Cassation, si fidèle à la théorie délictuelle, abonde dans ce sens. Une locomotive manœuvrait sans tender, c'est-à-dire sans freins. La plate-forme où se tenait le mécanicien était dès lors très étroite et il tomba, par suite d'un mouvement, sous les roues de la machine.

La Compagnie devait prévoir que l'ouvrier pouvait faire un pas en arrière. « Attendu qu'il n'existe aucun appareil pour le préserver contre *une chute possible* ; que le patron doit assurer la sécurité de son employé et le prévenir contre les accidents et même contre *ses propres défaillances* » (2). Un directeur d'usine doit prévoir les défaillances dans l'habitude ou l'attention de ses ouvriers et les prémunir « contre les conséquences possibles de l'imperfection inhérente à la nature humaine » (3).

Il faut vouloir condamner à tout prix le patron pour baser une décision sur de semblables motifs.

C. Extension de l'article 1386.

La Jurisprudence, qui s'ingénie à diminuer les difficultés de l'ouvrier demandeur à faire triompher son action, a recours à l'article 1386 pour le favoriser encore.

Cet article est ainsi conçu : « Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par une suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction. »

Il est admis que cette disposition déroge au droit commun de l'article 1382, en ce sens qu'elle ne réclame que la preuve du défaut d'entretien, c'est-à-dire qu'elle est étrangère à l'idée de faute. Le propriétaire ne peut se soustraire à l'action en prouvant qu'il n'a commis aucune imprudence. Quel avantage pour la victime !

Peut-on appliquer l'article 1386 aux machines ? non, à bien

(1) S. 75. 1. 204 ; Aix 10 janvier 1877. S. 77. 2. 336 ; Amiens 15 Nov. 1883. S. 84. 2. 6 ; Paris 7 Nov. 1895. Caen 24 Juin 1896, Revue droit industriel 1896, P. 317 et 289. — (2) Cass. 22 fév. 1897, D. 98. 1. 114. — (3) Grenoble 17 Mai 1892, D. 92. 2. 292.

regarder le texte. Il semble limitatif, exceptionnel. On a estimé que cette interprétation serait trop mesquine ; si le texte parle des bâtiments ce n'est qu'à titre d'exemple énonciatif, sa portée est plus vaste et, par analogie, on doit l'étendre aux choses inanimées.

La Cour de Paris le comprit ainsi ; elle applique la disposition à un accident causé par la chute d'un arbre, donc le tronc était pourri ; mais le propriétaire l'ignorait. Celui-ci fut condamné (1).

Dix ans plus tard, la Cour de cassation étendait le texte à un cas spécial à un accident, produit par une machine. Un volant s'était brisé, renversant un pan de mur qui tua un ouvrier. La rupture tenait à un vice de construction, ignoré de l'industriel. Le tribunal d'Avesnes et la Cour de Douai déboutèrent le demandeur qui ne prouvait pas la faute du chef d'industrie. La Cour de cassation invoqua simplement l'article 1386, décidant qu'il n'a pas un caractère limitatif et qu'il vise non seulement les bâtiments mais aussi « tout ce qui en dépend par incorporation » et notamment les machines fixées au sol (2).

La Cour de Paris, dans un arrêt du 19 mai 1893, affirme la même théorie ; la machine n'était plus fixée au sol ici, il s'agissait en effet de l'explosion d'un remorqueur.

La Cour suprême n'a pas adopté les mêmes motifs : son arrêt s'est appuyé sur des raisons plus hardies encore, comme nous le verrons ultérieurement (3).

En somme, les ouvriers sont favorisés par les tribunaux. M. Nadaud avouait qu'une Jurisprudence constante prouve que la règle de l'article 1382 est interprétée aussi favorablement que possible ; et M. Peulevey, dans la séance de la Chambre du 13 mai 1882, disait que : « la Jurisprudence en est arrivée à ce point, par des considérations que je n'ai pas à critiquer, de trouver toujours quelque chose de défectueux dans l'outillage, dans les précautions » ; « elle soulève la conscience et dépasse les limites de toutes les théories socialistes connues jusqu'à ce jour » ajoutait le même orateur le 8 mars 1885.

(1) S. 78. 2. 48. — (2) Cass, 19 Avril 1887. S 87. 1. 217. — (3) S. 97. 1. 17.

L'idée de faute ne disparaît pas ; mais ce n'est plus une faute personnelle que l'on recherche. Les arrêts s'en tiennent à une faute extérieure, impliquée dans la matérialité du fait. On s'attache aux caractères extérieurs du fait et l'on en déduit la responsabilité du maître, sans s'inquiéter si, en réalité, il a commis une imprudence, s'il aurait pu connaître la cause génératrice de l'accident et l'empêcher, sans rechercher si ce fait extérieur a un rapport à l'accident et si celui-ci eût été évité, à supposer prises les précautions omises. Cette transformation de l'idée de faute, d'une faute qui s'objective, qui s'incarne dans un fait extérieur, se découvre nettement dans les décisions rapportées ci-dessus.

On n'analyse plus la volonté du patron ; c'est une responsabilité objective qui est créée. Dès lors la preuve pour l'ouvrier est rendue plus facile, car il s'agit de prouver un fait fautif et non une faute, un fait contraire aux usages, que la Jurisprudence considère comme devant s'imposer à l'industrie moderne, sans avoir à établir le rapport entre l'accident et une faute subjective.(1).

Le principe de la faute délictuelle est toujours debout, mais on cherche autant que possible à refouler l'article 1382 pour permettre aux victimes de triompher plus facilement. La Jurisprudence sentait elle-même l'infériorité de son système qu'elle abandonnait progressivement, tout en paraissant s'y tenir avec énergie : c'était la force des choses qui l'entraînait et, malgré elle, elle devait obéir aux nécessités sociales nouvelles qui se sont implantées dans nos mœurs.



(1) Voir Saleilles : Les Accidents du travail P. 9 et 11.

CHAPITRE II

THÉORIE DE LA RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE

La Jurisprudence aboutit en fait à un résultat satisfaisant ; les fautes du patron abondent et sa responsabilité est souvent encourue. La doctrine s'est attaquée à ce fondement délictuel donné à la responsabilité du chef d'industrie et l'a cherché ailleurs.

Les articles 1382 et suivants, a-t-on dit, sont afférents aux engagements qui se forment sans convention, vis-à-vis d'un tiers injustement lésé. De tels principes ne doivent trouver leur application qu'en l'absence de toute convention, intervenue entre les intéressés.

Il a toujours été admis que ces dispositions sont étrangères à la responsabilité contractuelle. Quand un débiteur n'accomplit pas la prestation qu'il s'est engagé conventionnellement à fournir, son créancier n'invoque pas un délit ou un quasi-délit de son co-contractant, car la source de son obligation n'est pas dans un délit mais dans l'inexécution même du contrat. Il prouve l'existence du contrat et son inexécution par le débiteur, et c'est assez ; le défendeur de son côté doit, pour être relaxé de la demande, prouver que cette inexécution n'est point son fait mais le produit d'une force majeure ou qu'elle résulte de la faute du créancier. — Article 1147 du Code civil.

La théorie jurisprudentielle ne tient aucun compte des liens contractuels, unissant le patron et l'ouvrier ; elle traite celui-ci comme un tiers, totalement étranger, alors qu'il ne l'est pas. Blessé par une machine, au cours de son travail, il aurait un grand avantage à pouvoir baser sa demande sur le contrat de

louage de services; il n'aurait qu'à démontrer que le préjudice dont il souffre découle de l'inexécution du contrat.

Pendant très longtemps, cette conception de faire de la faute du maître une faute contractuelle ne fut même pas soupçonnée. On ne pouvait découvrir un rapport assez étroit entre le dommage et le contrat : celui-là n'était point la conséquence de l'inexécution de celui-ci. Pour l'admettre il faut que l'employeur se soit engagé à assurer la sécurité du travailleur. Faisant cette promesse il y aurait bien inexécution d'une convention ; la responsabilité contractuelle serait née, entraînant l'application de l'article 1147. Mais que le patron se soit chargé d'une pareille obligation, l'idée n'en venait pas à l'esprit ; dès lors pas de faute contractuelle et maintien de l'article 1382.

M. Vavasseur fut le premier, dans un article du journal *Le Droit* 20 mai 1880, à jeter quelque doute sur l'application des articles 1382 et suivants à la matière des accidents du travail. Il faisait remarquer que la rubrique du Titre IV, du Livre III du Code civil « Des engagements qui se forment sans convention » indiquait que de toute nécessité on devait, dans un contrat, apprécier les fautes à l'aide d'autres principes.

Trois ans plus tard, MM. Sainctelette (1), en Belgique, et Marc Sauzet, en France (2), jetaient brillamment les bases de la thèse contractuelle. Une fois exposée, elle fut acceptée plus ou moins totalement par des maîtres tels que MM. Labbé, Lyon-Caen, Glasson, Planiol, Huc, Esmein, et consacrée dans quelques arrêts, sans pouvoir s'implanter réellement.

MM. Sauzet et Sainctelette s'appuient sur des raisons et des arguments analogues pour édifier leur théorie.

La situation précaire de l'ouvrier blessé ne réclame pas une rénovation de la législation ; un simple changement dans la Doctrine et la Jurisprudence peut modifier les résultats désavantageux ; il suffit d'intervertir la preuve en la mettant à la charge du patron.

« La cause de l'obligation du patron n'est pas dans le délit de

(1) Sainctelette : De la Responsabilité et de la Garantie. — (2) M. Sauzet : De la Responsabilité du patron vis-à-vis des ouvriers (*Revue critique* 1883).

l'article 1382... elle est dans la convention même qui le lie à l'ouvrier, dans le contrat de louage d'ouvrage ». Dans tous les contrats, autour de l'obligation principale gravitent des obligations secondaires ; de même le contrat de louage ne contient pas seulement un troc de services et d'argent mais des obligations accessoires qui viennent en assurer l'exécution loyale.

Le chef d'industrie « doit veiller à la sécurité de l'ouvrier, c'est-à-dire qu'il doit le conserver sain et sauf, au cours de l'exécution d'un travail dangereux qu'il lui confie et qu'il dirige ; *il doit, à chaque instant, pouvoir le restituer, le rendre à lui-même valide, comme il l'a reçu*. Si l'ouvrier est blessé ou tué c'est que le patron n'a pas exécuté son obligation et c'est à lui à justifier du fait qui l'a libéré » (1).

Ce renversement de preuve est la raison d'être de ce système qui du reste s'appelle parfois « Système du renversement de la preuve. » C'est la conséquence et le grand intérêt de cette doctrine, d'après l'opinion de ses créateurs.

Cependant ce point de vue a été fortement attaqué même par les partisans de la nouvelle doctrine. MM. Glasson et Planiol soutiennent que charger le maître du fardeau de la preuve c'est faire peser sur lui une présomption de faute qui est injuste et contraire au droit commun. Ces auteurs admettent que, en vertu du contrat de travail, le patron est obligé de prendre toutes les mesures propres à garantir ses ouvriers, contre les dangers inhérents à la profession ; mais de ce qu'un accident survient, il ne s'ensuit pas nécessairement que le patron n'a point rempli son obligation. « C'est là tout au contraire l'objet du litige, écrit M. Glasson ; l'ouvrier a été blessé par un éclat de machine, le patron affirme qu'elle était en bon état, au moment où il l'a livrée à l'ouvrier, et celui-ci soutient le contraire. Entre ces deux affirmations laquelle préférer ? » (2). Et l'éminent professeur conclut que, la faute ne se présumant pas, c'est à l'ouvrier à prouver que son maître l'a commise. M. Glasson distingue entre l'obligation de donner ou de

(1) M. Sauzet, *Revue critique*, page 616. — (2) Glasson : *Le Code civil et la question ouvrière*.

faire et celle de soigner ou d'agir avec diligence ; à la première le droit commun s'applique, pour l'autre la faute ne se présume pas.

Ce raisonnement est spécieux et peu convaincant. Si l'on admet que la responsabilité est contractuelle il faut reconnaître que le renversement de la preuve est une conséquence logique de la théorie.

Mais, en somme, sur quoi s'appuie-t-on pour soutenir que le patron doit la garantie de sécurité au travailleur qu'il emploie ?

C'est le contrat de travail industriel qui réclame cette règle qu'on étaye sur l'interprétation de la volonté des parties et sur des textes du Code civil visant des cas analogues.

La présomption de faute résulte de la situation même des contractants. Le patron dirige le travail, tandis que l'ouvrier n'a qu'un rôle secondaire et tout passif ; il n'est qu'une partie du grand outillage, occupant une place qu'on lui impose et qu'il n'a pas le droit de choisir lui-même. Il s'arrête, se meut au vouloir du maître, sans être autre chose qu'un instrument aux mains de ce chef qui commande et ordonne. Il ne possède aucune influence personnelle sur l'ouvrage ; toute initiative lui est interdite. « C'est un soldat, que dis-je ? presque un automate ; sa fonction est surtout d'obéissance » (1). Tout ce qui survient ne peut arriver que par l'ordre ou la volonté du patron. On peut bien lui demander compte des événements et lui dire : « l'accident arrive par votre fait, indemnisez-moi. Vous prétendez être libéré, car l'accident est survenu en dehors de votre direction, de votre ordre et n'est imputable ni à vous ni à vos préposés ni à votre outillage : prouvez-le ». Article 1315 C. c. « le débiteur qui se prétend libéré doit prouver ou le paiement ou le fait qui a produit sa libération ».

La volonté des parties contractantes est dans le sens de l'obligation de sécurité due par le patron. Quelle a été cette commune intention des parties ?

L'article 1710 doit être complété par les articles 1134 et 1135.

Est-il une règle plus naturelle et plus conforme à l'équité, à l'usage, à la raison, que celle qui oblige le patron à prendre toutes

(1) Saintelette : Responsabilité et Garantie, P. 121.

les mesures nécessaires à la sécurité du travailleur ? Quand l'ouvrier loue son travail, il est légitimement fondé à croire que le patron agira de la sorte et il accepte, le patron de son côté sent bien qu'il s'engage à une pareille obligation : « ce n'est qu'une présomption soit ; mais c'est une présomption qui a pour elle la vraisemblance et l'équité » (1). L'ouvrier a du se faire un raisonnement semblable et le patron n'a pas pu croire qu'il laissait la santé de l'ouvrier en dehors des prévisions.

Enfin les inventeurs de la théorie contractuelle l'appuyaient juridiquement sur des textes, règlementant des cas analogues, où la faute contractuelle est admise.

Article 1733 : « Le preneur répond de l'incendie des lieux loués, à moins qu'il ne prouve : que l'incendie est arrivé par cas fortuit ou force majeure, ou par vice de construction, ou que le feu a été communiqué par une maison voisine ». Le locataire est chargé ici du fardeau de la preuve : le bailleur réclamant des dommages-intérêts se base sur l'inexécution du contrat.

Articles 1952 et 1954. Les aubergistes ou hôteliers sont responsables, comme dépositaires, des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux, sauf dans les cas de force majeure.

Le principal argument est tiré des principes qui régissent le contrat de transport. D'après l'article 1784 « les voituriers sont responsables de la perte et des avaries des choses qui leur sont confiées, à moins qu'ils ne prouvent qu'elles ont été perdues et avariées par cas fortuit ou force majeure ». Cet article ne parle bien que des choses, dit-on, mais il n'y a aucune raison sérieuse pour ne pas l'appliquer aux personnes. Et une telle règle étant donnée au transport des voyageurs, qui n'est qu'une variation du louage de services, pourquoi ne pas l'étendre au contrat de travail, qui est de même nature.

La difficulté, c'est que la généralisation de l'article 1784 est très risquée, puisqu'on discute même sur son application au transport des voyageurs.

(1) Marc Gérard, *Revue critique* 1888, P. 429.

Une doctrine importante, représentée par des auteurs considérables tels que MM. Chauveau (1), Baudry-Lacantinerie (2), Rouard de Card, (3) soutient l'extension de la responsabilité contractuelle; d'autres, au contraire, protestent avec indignation contre cette assimilation du voyageur au colis : « n'est-ce pas témoigner peu de considération pour la personnalité humaine que de la faire descendre au rang d'un simple ballot de marchandises. »

Si l'on veut invoquer des raisons de sentiment, ne peut-on pas dire, à l'inverse, que c'est peut-être aussi rabaisser l'homme lui-même que d'assurer une réparation certaine pour le dommage causé aux choses et d'établir une législation qui rendra plus difficile cette réparation pour les accidents survenus aux êtres animés et pensifs. N'est-il pas plus juridique de se demander, comme le tribunal consulaire de la Seine, quelle différence en fait existe entre un bagage et un voyageur enfermé dans un wagon; n'est-ce pas « un être passif, inhabile à détourner par lui-même les conséquences d'un fait qui se produit en dehors de sa faculté de penser, de prévoir et d'agir, et dont il n'a le plus souvent connaissance que dans le moment même où il en est victime » (4).

A des situations analogues des règles semblables, par conséquent application de l'article 1784 aux deux espèces de transport.

Cette discussion reste purement théorique car la Jurisprudence est nettement en sens contraire et l'on est obligé d'en tenir compte dans la pratique.

La Cour de cassation, dans un arrêt du 10 novembre 1884 (5), décide que l'article 1784 ne vise que le transport des choses. Le Tribunal de commerce de la Seine n'obéit pas à cette déclaration; il assignait invariablement à la responsabilité du voiturier une origine contractuelle, dans tous les cas. Sans s'inquiéter du sort de ses jugements devant les juridictions supérieures, il affirmait nettement la théorie nouvelle. De par la convention, le voyageur a droit à une sécurité absolue : il n'a qu'à prouver l'accident, ce qui n'est pas difficile. Les décisions du Tribunal n'arrivèrent pas à

(1) Pandectes 92. 2. 129; — (2) Précis Droit civil, 6^e Ed. II. n° 981. — (3) France judiciaire 1891. 1. 97. — (4) Le Droit, 29 janvier 1895. — (5) S. 85. 1. 129.

créer un mouvement favorable. La Cour d'appel de Paris était indécise : tandis que la première et la quatrième chambre soutenaient la théorie restrictive, la septième chambre inclinait dans le sens de la généralisation (1).

Le 13 mars 1895, la Cour suprême confirme sa jurisprudence traditionnelle (2); le Tribunal de commerce abandonna la partie et, le 27 mai 1895, il proclamait lui aussi la restriction de l'article 1784 en invoquant les arrêts précités (3).

Je ne vois pas la raison qui pousse la Jurisprudence à limiter ainsi une règle favorable; mais, en face de son obstination, il est difficile d'essayer d'appliquer au louage de services le régime contractuel. L'argument d'analogie, quelque spécieux qu'il soit, n'a aucune portée en pratique.

La doctrine contractuelle se heurte à une objection importante, tirée de la volonté des contractants.

Il semble impossible de poser en principe une obligation de garantie absolue, à la charge de l'industriel, contre les accidents. A défaut de clause formelle, peut-on supposer qu'il a entendu prendre un engagement tacite aussi étendu et aussi contraire à la réalité de la vie industrielle. La doctrine, sous sa forme absolue ajoute au contrat et en fausse l'esprit.

Cette exagération du système fut combattue et trois éminents auteurs MM. Labbé, Chavegrin, Esmein ont cherché à l'adoucir, afin de la rendre plus acceptable.

A. Opinion de M. Labbé. — Le célèbre arrêliste reconnaît que le maître, engageant un ouvrier, ne lui doit pas la sécurité : il doit prendre toutes les mesures propres à le préserver des dangers inhérents à l'industrie, il s'est chargé de cette obligation. « Nous ne dirons pas que le patron doit la sécurité à l'ouvrier : c'est trop absolu. Nous dirons que le patron doit, parce qu'il l'a implicitement promis, veiller au meilleur aménagement possible

(1) Arrêts 23 et 27 juillet 1894, D. 95. 2. 63; 30 janvier 1895, D. 95. 2. 496; 20 février 1895, Le Droit 15 avril 1895. — (2) S. 95. 1. 285. — (3) Le Droit 27 juin 1895; Voir Amiens 10 Novembre 1896, S. 97. 2. 274.

de l'atelier qu'il assigne, au bon état des instruments qu'il donne à manier à l'ouvrier » (1).

Toutes les fois qu'il existe une corrélation apparente entre un accident et le matériel fourni par le maître, celui-ci actionné en indemnité par l'ouvrier devra, pour repousser la demande, prouver qu'il a pris toutes les précautions nécessaires pour éviter le malheur, qu'il a rempli relativement à l'outillage toutes les obligations qui pèsent sur lui. « Le patron fournit des cordages, des instruments, des machines, tout un milieu artificiel. Les cordages cassent, les instruments fonctionnent mal, la machine éclate : une blessure en résulte. Au patron incombe la preuve que le cordage était en bon état, proportionné à son service, que les instruments étaient d'une bonne fabrication et bien entretenus et non d'une vétusté à faire craindre un malheur. Il doit prouver le cas fortuit, c'est-à-dire l'évènement qui défie la prudence humaine, sinon il est responsable » (2).

Ainsi M. Labbé, tout en maintenant la responsabilité contractuelle du chef d'industrie, en limite l'étendue. L'obligation de garantie n'est plus absolue ; il faut la relation apparente de cause à effet entre le dommage et le matériel et elle se résume dans ceci que le patron sera déclaré indemne, en démontrant qu'il s'est conformé aux précautions réclamées par la prudence et que, dans le cas particulier, il a pris toutes les mesures propres à assurer la sécurité du travailleur.

B. *Théorie de M. Chavegrin.* (3). — C'est à l'occasion du contrat de transport des personnes que le savant professeur a proposé son ingénieuse doctrine, qu'on peut très bien appliquer au contrat de travail. L'article 1784 ne s'applique qu'aux choses ; l'étendre aux personnes serait contraire à la volonté des parties. Cette rigoureuse responsabilité à la charge du voiturier se résume simplement dans son fait, puisque les choses étant inanimées sont étrangères à l'accident.

(1) Labbé : France judiciaire, 1888 P. 32. — (2) Labbé note au Sirey 1889. IV. 2 ; voir Sirey 1885. IV. 25. — (3) Voir note Sirey 96. 2. 225.

Le voyageur, doué de volonté et de mouvement, garde une certaine liberté pendant le transport. Et dans un accident, il se peut qu'une part de responsabilité lui revienne. Rendre le voiturier garant de sa sécurité d'une façon absolue c'est peut-être le faire répondre du fait de son co-contractant, qu'il serait dans l'obligation d'indemniser pour un dommage causé par son fait. Peut-on soutenir que par le contrat il ait assumé un risque pareil?

Quand le voyageur n'a qu'un rôle purement passif, qu'il est certain qu'il n'a nullement concouru à l'accident, comme dans les déraillements, les tamponnements, les catastrophes générales, il s'est comporté à la façon des choses et on le traitera comme un colis. Le voiturier sera responsable du dommage, sauf preuve contraire à sa charge : l'action en indemnité est alors sous la protection du contrat.

La solution est très séduisante. L'article 1382 reste le droit commun si l'accident est de telle sorte que le fait du voyageur a pu y jouer un rôle ; décider autrement ce serait grever le transporteur du fait d'autrui. Et quand l'imprudence et la volonté du voyageur sont nécessairement étrangères la responsabilité contractuelle entre en jeu.

On analyse ici l'intention des parties qui certainement ont du vouloir que les choses soient ainsi. La clause de garantie devra se présumer selon le genre d'industrie, l'initiative de l'ouvrier, le caractère plus ou moins mécanique du travail.

C. Doctrine de M. Esmein. (1) — D'après ce jurisconsulte promettre la sécurité c'est beaucoup trop ; promettre son fait c'est vague et insuffisant. Ce qui est plus juridique, c'est de voir dans l'employeur un locataire d'ouvrage, qui loue le service de ses ouvriers et s'engage à les garantir contre tous les risques provenant des machines, à supposer que l'accident soit dû à un vice de l'outillage ou de la machine.

Le contrat de louage de services, qui est de bonne foi, contient cette garantie des vices, même cachés ; ce n'est que le droit com-

(1) Voir note au Sirey 97. 1. 17.

mun dans tous les contrats où l'on livre et confie une chose à quelqu'un. Notre hypothèse doit être régie par l'article 1721 du Code civil.

Ici encore ce n'est pas une garantie absolue de sécurité, engageant la responsabilité sans autre preuve, mais une garantie pour vices cachés. Il faudra prouver le vice de la chose et le rapport de causalité entre l'accident et le vice. Un ouvrier est blessé par une machine ; il souffre par le fait d'une chose à lui remise en exécution d'un contrat de bonne foi : il aura l'action de ce contrat pour réclamer une indemnité. La responsabilité, article 1721, est engagée du moment que le vice est démontré, en dehors de toute question de surveillance et même en dépit de toutes les précautions prises.

Il ne sera peut-être pas plus commode d'établir un vice caché avec le rapport de causalité qu'un défaut de précaution, au sens large et général que lui donnent les arrêts dans l'interprétation de l'article 1382, et, dès lors, l'ouvrier retirera un mince avantage. Et l'article 1721 trouve-t-il bien son application ici ? Ce n'est pas la machine qui est louée, c'est le travail de l'ouvrier ; transporter la garantie des vices du louage des choses au louage d'ouvrage, où l'on ne garantit à personne la jouissance d'une chose dont se servira le locataire dans son intérêt, c'est étendre un texte au delà de son domaine naturel.

Au point de vue juridique la théorie de M. Chavegrin paraît supérieure, car elle ne suppose nullement une obligation présumée inexécutée, comme dans les autres conceptions. Les contrats synallagmatiques imposent des obligations réciproques : le patron doit veiller à la sécurité de l'ouvrier, celui-ci doit se conformer aux règlements, aux usages de fabrique, aux mesures de prudence.

L'accident peut engager la responsabilité des deux parties si l'une et l'autre ont contrevenu à leurs obligations : seulement on ne sait pas d'avance quel est des deux contractants le coupable. Cette doctrine ingénieuse n'établit précisément la contractualité que si la responsabilité de l'ouvrier n'est pas possible, n'est pas concevable, étant donnée la nature de l'accident.

Toutes ces théories, absolues ou mitigées, ont un point faible : en donnant le contrat pour fondement à la responsabilité patronale, celle-ci risque d'être écartée par une clause expresse. Quelle serait sa valeur ? Certains auteurs ont pensé qu'elle serait valable. D'autres, au contraire, lui refusent toute validité (1) : elle est nulle d'une nullité d'ordre public. Puisque toute négligence du patron doit être considérée comme une faute grave, à raison de ses conséquences possibles, la responsabilité du patron à raison des accidents des ouvriers doit rester hors du commerce et l'on ne doit reconnaître aucun effet utile aux clauses d'exonération. Ce raisonnement paraît juste, pourtant il est trop général. On peut très bien s'exonérer de sa faute contractuelle en principe, en réservant la question de savoir si tel fait constitue une faute délictuelle ; alors le patron reste toujours tenu de celle-ci. L'inexécution de l'obligation par un débiteur peut constituer non seulement une violation de la parole donnée mais en outre un manquement à la règle générale qu'on ne doit léser personne : cette faute sera à la fois délictuelle et contractuelle et l'exonération ne sera que partielle. La victime ne pourra pas se prévaloir de la seconde ; elle conservera toujours l'action qui naît de la première. Le contrat disparaissant, on voit reparaître l'obligation légale qu'il cachait sans l'absorber. La Cour de Cassation (2) et une imposante doctrine admettent que des clauses semblables sont possibles ; elles n'exonèrent point le stipulant de toute responsabilité — on ne peut s'exonérer de son délit — mais opèrent renversement de preuve au cas d'avarie ou d'accident. Les parties sont dans la même situation que si elles étaient juridiquement étrangères l'une à l'autre et le demandeur, ne pouvant pas s'appuyer sur le contrat en vertu de la clause, devra démontrer la faute de son adversaire.

On comprend ce qui fut arrivé si la thèse contractuelle avait triomphé dans la pratique : le patron, qui en somme fait la loi à l'ouvrier, n'eût pas manqué une seule fois de stipuler sa non-responsabilité et cette stipulation serait aujourd'hui clause de style dans tous les contrats de travail.

(1) Voir P. Pic : *Législation industrielle*, P. 366. — (2) S. 74. 1, 273.

La Jurisprudence, d'une façon générale, refuse de consacrer la thèse contractuelle, dans ses décisions sur les accidents du travail.

En Belgique, elle reçut d'abord un accueil favorable (1); son succès fut passager. La Cour de Cassation l'a condamnée formellement dans un arrêt du 29 mars 1889 (2).

Récemment la Cour de Paris, 19 mai 1893 (3), s'était rangée dans cette voie. « Considérant que les défendeurs, en traitant avec X, ont contracté envers lui l'obligation de lui confier une machine propre à remplir l'office auquel elle était destinée. . . . Que si dans l'espèce, une clause spéciale garantissant le mécanicien contre une explosion n'a pas été insérée, il y a lieu de faire application de l'art. 1160 et de suppléer dans le contrat la clause qui est d'usage et qui est ici de toute nécessité. » Le pourvoi fut rejeté mais sur des motifs différents (4).

Les arrêts les plus récents repoussent franchement la doctrine.

Ainsi Bordeaux, 9 novembre 1892 (5): « Attendu que le système juridique *le patron débiteur contractuel de la sécurité de l'ouvrier* ne saurait s'appuyer sur le texte de la loi, que le Code ne parle nulle part d'une garantie spéciale. »

La Cour de Rennes renchérit sur Bordeaux, en empruntant à la philosophie sociale des expressions assez nébuleuses: « Attendu que l'art. 1710 n'impose que le paiement du salaire; qu'à moins d'admettre qu'au moment de la promulgation du Code l'ouvrier ait été, comme l'était autrefois l'esclave, assimilé à une chose dont le patron serait le preneur. . . . que la règle de l'article 1382 est applicable dans tous les cas, que le dommage ait été causé au cours d'un contrat quelconque à l'un des contractants par son co-contractant, ou qu'il soit le fait d'un tiers juridiquement étranger à la personne lésée » (6).

La Cour de Rennes, emportée par son sujet, va trop loin quand elle dit « dans un contrat quelconque », car il faut bien admettre l'application des articles 1137, 1147, 1148, 1302.

(1) S. 85. IV. 25; 89. IV. 1; 86. IV. 25. — (2) S. 90. IV. 17. — (3) (4) Sirey, 97. 1. 17. — (5) S. 93. 2. 148. — (6) Rennes, 20 mars 1893, S. 94. 2. 36. D. 93. 2. 526.

La Cour Suprême, dans un arrêt récent, 15 juillet 1896 (1), rejette ouvertement la thèse contractuelle : « Attendu que la responsabilité du patron est déterminée par les articles 1382 et suivants et non par les articles 1710, 1135. . . »

Un grand nombre de monuments de Jurisprudence contiennent implicitement la doctrine nouvelle, quand ils affirment que le patron doit veiller à la sécurité de l'ouvrier. Sur quoi se base cette obligation sinon sur le contrat lui-même ?

Du reste, elle n'est pas à même d'apporter à l'ouvrier un très grand secours, puisqu'elle peut se fonder, grâce aux clauses de non responsabilité, dans la doctrine délictuelle avec ses conséquences du cas fortuit et de la dévolution de la preuve à la charge de la victime.

Cette inutilité a frappé certains auteurs contemporains qui ont essayé d'établir la théorie objective, dont les résultats favorables pour la victime sont certains et méritent d'être étudiés de près.



(1) D 98. 1. 141.

CHAPITRE III

THÉORIE DE LA RESPONSABILITÉ LÉGALE — DU SEUL FAIT DES CHOSES INANIMÉES

Cette théorie se formule dans ces termes :

« Lorsqu'un dommage est causé véritablement par notre chose, nous sommes toujours et nécessairement tenus de le réparer quand bien même on ne pourrait songer à nous reprocher aucun acte illicite, aucune omission coupable ; car notre responsabilité puise sa source, non pas dans une faute délictuelle ou contractuelle, mais bien dans la loi. Le demandeur en indemnité n'a donc qu'à administrer une preuve généralement toute faite, celle d'un rapport de cause à effet entre notre chose et le préjudice souffert : c'est la théorie *objective* substituée à la théorie *subjective*... (1).

Responsabilité de plein droit du maître de la machine qui blesse l'ouvrier, responsabilité en dehors de toute faute active ou négligence, tel est le grand principe qui est écrit dans l'article 1384 1^o : « On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des choses que l'on a sous sa garde. »

Les cas fortuits, qui restent toujours à la charge de la victime dans les deux systèmes, étudiés précédemment, passent au compte du maître ici ; car ces accidents, dont il est impossible de déterminer la cause, sont bien produits « par le fait des choses », selon l'expression du texte. Dans la doctrine subjective il y a deux idées

(1) Jossierand : Responsabilité du fait des choses, P. 53.

fondamentales : 1° il n'y a pas de responsabilité sans faute ; 2° là où n'existe pas la faute il ne peut être question que de risques ou cas fortuits. Or, dans les dommages du patrimoine, les risques sont pour le propriétaire, et pour la personne, là où il s'agit d'un accident ou d'une blessure survenue à la personne. Ici, de pareilles idées n'ont pas cours : les événements à cause inconnue n'écraseront plus la victime qui s'abrite derrière le texte large et compréhensif.

On comprend facilement l'importance d'une semblable doctrine établissant un tel régime de faveur : plus de preuve délicate d'un fait volontaire, toujours difficile à démontrer, et certitude pour l'ouvrier de toucher une indemnité, dans les hypothèses où la responsabilité du patron ne semblerait pas engagée, puisque aucune faute ne lui est reprochée.

L'idée de faire rentrer la responsabilité, en matière d'accidents du travail, dans la responsabilité du fait des choses, d'en faire une obligation légale, n'est pas très nouvelle. Le jurisconsulte Laurent était de cet avis. « Il faut maintenir l'article 1384 comme règle générale... » dit-il. Cette interprétation est en harmonie avec l'équité et avec les faits. Les accidents causés par les machines sont journaliers ; ils ne peuvent guère que provenir de l'imperfection de la machine ou d'une négligence de l'ouvrier ; donc, le législateur a pu présumer la faute. Il est vrai que l'imperfection de la machine peut venir de l'imperfection de la science, laquelle n'est pas imputable au propriétaire ; mais alors... n'est-il pas juste que le propriétaire de la machine supporte le dommage plutôt que celui qui en est la victime. » (1)

Cette opinion n'entraîna pas d'autres auteurs de marque jusqu'en 1889 où M. Saintelette, le promoteur de la théorie contractuelle, se rangea à la nouvelle théorie dans le mémoire qu'il écrivit pour M^{me} Desitter.

M. Labbé, qui l'avait combattue dans une note jurisprudentielle (S. 71. 1. 9), revenait, lui aussi, sur son appréciation et

(1) Laurent : Droit Civil, T. XX. n° 639 in fine.

l'adopta. « Après une réflexion plus profonde, une étude plus attentive de la loi, nous changeons de sentiment et nous accordons, en équité, notre adhésion à ce principe que celui qui perçoit les émoluments procurés par une machine, doit s'attendre à réparer les préjudices causés par elle. » (1)

La thèse nouvelle vient d'être solidement établie dans deux livres, différents d'allure, parus à quelques jours d'intervalle, où les auteurs, MM. Saleilles et Josserand — comme autrefois MM. Sainctelette et Sauzet qui avaient écrit sur le même sujet, sans le savoir — soutiennent un système identique et aboutissent à des conclusions semblables. M. Saleilles, dans la critique d'une thèse sur « la non-responsabilité conventionnelle », avait déjà jeté clairement les bases du système : « Il n'y aurait plus à parler ni de responsabilité contractuelle, ni d'obligation délictuelle, mais d'obligation légale. » (2)

L'avantage du système objectif sur les deux autres théories est évident. La théorie contractuelle arrive, en effet, à des résultats contraires à l'équité. Elle suppose un contrat intervenu entre le propriétaire de la chose et la victime : elle ne s'étend pas au-delà du domaine contractuel, restant étrangère aux dommages causés entre personnes qui ne sont unies par aucun lien juridique. On arrive alors à distinguer deux sortes de victimes : celles qui ont contracté avec le propriétaire et celles qui lui sont étrangères. Les premières sont presque certaines de toucher une indemnité car, l'incertitude sur la cause de l'accident étant en leur faveur, le patron sera condamné comme ne pouvant absolument pas démontrer son irresponsabilité absolue ; les secondes, tenues d'établir la faute, seront déboutées. Cette différence de traitement ne peut se justifier par aucune raison équitable. Avec la responsabilité objective, rien de pareil ; l'obligation a son fondement rationnel dans la notion du risque créé et toute victime sera indemnisée.

Une responsabilité née du seul fait de l'accident et sans autre preuve, cela ne peut avoir qu'un seul nom et qu'un seul caractère :

(1) Labbé, S. 90. 4. 17. — (2) Revue Bourguignonne de l'enseignement supérieur, 1894. P. 662.

c'est une obligation légale. Elle dérive de la loi, est imposée par la loi. Quelle base, en effet, pourrait-on lui donner?

Telle n'est point l'opinion générale. Une solution semblable paraît contestable ; il n'est pas possible, dit-on, de l'adapter aux conceptions du droit français.

La proclamation de la responsabilité, en dehors de toute idée de faute, soulève des critiques d'autant plus fortes, qu'elles s'appuient sur une interprétation traditionnelle de plus de trois quarts de siècle. Quelle est leur valeur ?

Les objections portent :

- 1° sur la portée d'application de l'article 1384 ;
- 2° sur le caractère de la responsabilité qu'il édicte.

1° Portée d'application :

A. L'article 1384 ne déroge pas au droit commun.

B. Les dispositions de l'alinéa 1^{er} sont énonciatives et ne créent pas un droit nouveau ; elles ne visent pas l'hypothèse.

A. — Une obligation légale résultant de l'accident paraît si exorbitante, qu'on n'a vu dans ces dispositions qu'une application du droit commun. Pour l'appliquer il faut produire les conditions normales de l'article 1382 :

a. La responsabilité du maître d'une chose est inséparable de l'idée de faute.

b. La faute doit être prouvée par le demandeur en indemnité.

Cette conception est courante ; elle était enseignée par Demolombe (1), par M. Labbé qui l'abandonna ensuite (2) et consacrée par la Jurisprudence (3) qui, en France du moins, tend aujourd'hui à suivre une autre voie (4).

Mais alors à quoi sert l'article 1384 ? C'est une simple répétition. L'article 1382 est assez large pour prévoir l'hypothèse d'un acci-

(1) Demolombe, XXXI, 399 ; Voir Rencker, N° 239. — (2) S. 71. 1. 9. — (3) Cass. 19 Juillet 1870, S. 71. 1. 9 ; Bruxelles, 16 Avril 1894, S. 95, 4. 20 ; Orléans, 20 Déc. 1888, S. 90. 2. 14. — (4) S. 97. 1. 17.

dent né du fait des choses, l'article 1384 est inutile. Comment croire qu'un législateur se répète aussi brutalement à deux lignes de distance.

Il n'est plus question de « la faute » ; l'expression est absente.

Si la responsabilité des père et mère, maîtres et commettants, instituteurs et artisans était celle du droit commun, la victime aurait à démontrer la faute de celui qui a autorité. Or cette preuve, le demandeur n'est pas tenu de la faire ; c'est donc qu'un principe nouveau est contenu dans l'article 1384 puisqu'il déroge au droit commun. La responsabilité existe de plein droit ; la victime n'a qu'à démontrer l'existence du dommage, injustement causé par les personnes visées dans le texte, et ce sera au défendeur à prouver qu'aucune négligence ne lui est imputable, s'il veut échapper à la poursuite.

Si l'on admet une telle règle, quand le demandeur invoque la responsabilité dérivant du fait d'autrui, pourquoi devra-t-il agir différemment et prouver la faute du défendeur, quand il invoque la responsabilité du fait des choses ? C'est dans un seul et même alinéa qu'est posé le principe de ces deux responsabilités analogues et l'on veut les traiter d'une façon variée ? Pourquoi vraiment ? Il n'est pas possible de refuser une assimilation de traitement favorable à des hypothèses absolument semblables, traitées par le législateur dans un même article, comprises dans une même formule.

De deux choses l'une : ou bien tout l'article 1384 se réfère au droit commun, et l'on ne peut le soutenir avec le dernier alinéa, ou bien tout entier il est soumis à un principe dérogatoire de l'article 1382. Il n'est pas possible de le scinder pour les besoins de la cause. Le législateur a réuni deux situations, indiquant bien nettement sa volonté qu'elles ne fussent pas séparées.

L'article 1384 ne se réfère pas au droit commun ; il crée un principe nouveau.

B. — Le législateur dans l'article 1384 n'a pas songé à la question de la réparation du dommage causé par les choses inanimées (1) ;

(1) Esmein Note. S. 97: 1. 17.

il a posé une simple déclaration de principe, une disposition de renvoi, annonçant deux nouveaux cas d'extension de l'article 1382. Il aurait voulu dire qu'il pourrait exister une responsabilité du fait d'autrui et une responsabilité du fait des choses.

L'article 1384 ne fait donc qu'annoncer l'article 1385.

Les expressions du texte démontrent du reste qu'il ne peut viser que des choses animées, les animaux.

En parlant du dommage, causé par les personnes et les choses, la loi indique clairement que le fait, dont il s'agit, doit être un mouvement, le produit d'une activité, qui ne peut pas émaner d'une chose inerte.

Pourquoi l'expression « fait » implique-t-elle nécessairement l'idée d'un acte, d'un mouvement? « Elle semble au contraire très heureusement choisie, à raison de son vague même, pour désigner l'action d'une force, d'une chose quelconque, d'un objet inanimé aussi bien que d'un homme ou d'un animal; elle est compréhensive et flottante au point d'échapper à toute définition; elle convenait donc merveilleusement à la situation très générale dont s'occupait le législateur » (1).

Et qu'importe le rapprochement, si complet soit-il, des deux espèces de responsabilité? L'article est très général; il prévoit des hypothèses à points de contact nombreux, différentes seulement dans leurs détails, et ce n'est pas parce que l'auteur du dommage est vivant dans un cas et inanimé dans l'autre qu'un principe commun ne puisse leur être applicable.

Mais, ajoute-t-on, l'expression « les choses que l'on a sous sa garde », suivant immédiatement le rapprochement des deux responsabilités, n'indique-t-elle pas aussi qu'il ne s'agit que d'êtres animés. On tire un argument de la coupure du texte et, quand on en réunit ensuite les deux parties, l'idée semble plus sûre encore. La garde implique la surveillance: la surveillance ne s'applique qu'aux êtres vivants.

La largeur de l'expression condamne cette objection.

(1) Jossierand : Op. cit. P. 79.

Du reste, nous avons l'article 1386 qui parle des bâtiments et suppose la surveillance, car le défaut d'entretien est un manque de surveillance.

Si la responsabilité s'applique, d'une part, aux êtres doués de vie, comme les animaux, d'autre part, aux immeubles, à plus forte raison doit-elle s'appliquer aux machines qui réunissent le caractère des deux : elles sont à la fois des choses inertes et des choses en mouvement. La logique réclame à leur égard.

Le mot « garde » a une ampleur spéciale et une autre portée qu'au point de vue technique. Au sens élevé et large du mot, la garde, c'est la direction industrielle et économique d'une chose, le fait d'en diriger le fonctionnement et peut-être d'en profiter. « Ce que l'on a sous sa garde, c'est ce dont on a la maîtrise extérieure, tout ce que l'on revendique comme objet d'appropriation, en le défendant contre les tiers, en le couvrant sous sa mainmise, ce que l'on manie directement, dont on se sert et dont on profite, source de bénéfices d'abord et par suite de risques corrélatifs. Ce sera donc avant tout l'outillage mécanique de la grande industrie » (1).

Dès lors, partout où l'ouvrier n'aura pas la complète direction de son outil, là où il sera comme un rouage dans un machinisme compliqué et organisé en dehors de lui, il faudra porter la responsabilité sur le compte du directeur de l'usine, de celui qui la fait fonctionner. Lors au contraire que le chef d'industrie remet au travailleur un outil isolé, qu'il actionne par lui-même, qu'il tient dans sa main, qu'il dirige à sa volonté, la garde est ici déplacée ; l'ouvrier manie l'outil à sa fantaisie, il n'est pas entraîné à lui obéir, c'est lui qui en a la direction. L'article 1384 n'a plus d'empire, tandis qu'il reprend son influence pour tout l'outillage où l'ouvrier n'a qu'un rôle, je ne puis pas dire secondaire, mais passif et mécanique.

Telle est bien, par les faits, la définition vraie de « la garde ».

La garde c'est la responsabilité, c'est le fait de diriger. N'a-t-on pas la garde d'une machine à vapeur, d'un automobile, d'une

(1) Saleilles. Op. cit. P. 25.

chaudière, aussi bien que celle d'un animal quelconque. Ne doit-on pas surveiller ces choses inanimées, qui sont susceptibles, par suite d'un moment d'oubli, d'entraîner les catastrophes les plus terribles ? Je ne sens rien de choquant dans un pareil langage.

La deuxième objection n'est pas triomphante. L'article 1384 reste debout avec ses termes, avec son principe spécial, avec ses données intactes ; il n'est nullement préparatoire des situations suivantes. Il a sa signification à lui-même : il crée la responsabilité du fait des choses, sous forme d'obligation légale.

II° Caractère de cette responsabilité.

Sans doute elle est légale, si l'on veut, comme l'obligation dérivant de l'article 1382 est légale aussi, simplement parce qu'elle est issue d'un texte législatif. — Non : l'obligation dérivant de l'article 1382 n'est point légale mais délictuelle. On est tenu de réparer le dommage qui provient d'une faute commise ; la loi n'édicte cette règle qu'à raison de la faute, elle ne crée pas l'obligation, elle la constate née des suites d'une faute. C'est donc une obligation fondée sur un délit et non dérivant de la loi qui la reconnaît, l'accepte, mais ne la crée pas. Tel est le sens de l'article 1382.

Au moins est-elle délictuelle en ce sens qu'elle s'appuie sur une faute présumée d'une façon absolue (1). La loi suppose que le maître a commis une négligence ou une imprudence, et c'est de cette présomption que dérive l'obligation. Le défendeur ne peut pas écarter cette présomption par la preuve contraire, sauf dans l'hypothèse de cas fortuit ou de faute du demandeur lui-même.

Ainsi, c'est toujours la doctrine délictuelle, adoucie, rendue plus souple par cette présomption invincible, mais qui garde son caractère dominant de subjectivité. La faute est fictive, si l'on veut, mais elle est la base de l'obligation.

(1) Baudry-Lacantinerie, 5^{me} Ed. II. P. 952, 954 ; Huc VIII, P. 582 ; Demolombe, XXXI P. 484.

Les arrêts, qui ont consacré la responsabilité du fait des choses, s'appuient sur cette conception, sauf cependant les décisions de la Cour de Cassation et du Conseil d'État.

Selon l'heureuse expression de M. Josserand, c'est « la théorie de la responsabilité à raison de la faute invinciblement présumée ».

En faveur de cette opinion, on invoque deux arguments :

A. *L'assimilation de la responsabilité du fait des choses à celle du fait d'autrui.*

B. *La place même de l'art. 1384 dans le chapitre des délits et quasi-délits.*

A. — La preuve de la présomption de faute, contenue dans les dispositions de l'article 1384, se découvre dans l'article lui-même, par l'assimilation de la responsabilité des choses à la responsabilité pour autrui.

Or, dit-on, celle-ci est établie sur une présomption de faute.

En effet, les parents, instituteurs, patrons peuvent échapper à la poursuite de la victime, s'ils prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait dommageable, commis par leurs enfants, élèves ou apprentis, tandis que les domestiques et préposés engagent la responsabilité de leurs maîtres et commettants, sans possibilité pour ces derniers de s'y soustraire. Art. 1384 5°.

Pourquoi cette différence de traitement entre les deux catégories ?

C'est que le maître a commis une faute, du moins une imprudence, en engageant à son service des préposés capables de commettre des délits. Il a fait un mauvais choix d'ouvrier : *c'est la culpa in eligendo*.

Il y a présomption de faute pour lui, comme il y a présomption pour le gardien des choses inanimées, car si un accident s'est produit c'est grâce au défaut de vigilance, comme c'est le mauvais choix de l'employé qui a causé le dommage.

Et sur quoi précisément se base-t-on, quand on affirme que la responsabilité des maîtres et commettants repose sur une présomption de faute dans le choix du préposé ? Il se peut très bien que l'auteur du dommage, au moment de son engagement au

service du maître, fût totalement incapable de commettre des actes illicites. Sa probité, son expérience étaient hors de doute pour toute personne ; les références sur lui étaient excellentes. L'ouvrier le plus habile ne peut donc pas, grâce à une fatigue excessive, arriver à commettre une légère faute, sans faire croire qu'il est un maladroit du dernier degré ? Et vous déciderez que le maître, en embauchant cet homme qui, pendant cinq, dix, quinze ans, a été un modèle dans tous les ateliers, par son assiduité, son travail, son talent, son habilité, est personnellement coupable d'avoir fait un choix semblable ! Il devait... tout prévoir : il devait donc se garder d'embaucher personne. Et pour ce fait, il lui est totalement interdit de prouver qu'il n'a commis aucune négligence, comme les autres personnes visées dans le dernier alinéa de l'article.

Il en est ainsi parce que la loi le décide, mais c'est sans raison.

Du reste, si c'est la faute dans le choix qui lui supprime la preuve contraire, pourquoi l'artisan jouit-il du bénéfice de l'alinéa 5 vis-à-vis de l'apprenti ?

Ce serait le cas de l'accuser de faute dans le choix. Ayant l'apprenti à son service, il a dû se rendre compte de sa maladresse, de son imprudence. Il le garde malgré cela ; voilà bien, j'imagine, la faute dans le choix.

L'apprenti s'est rendu coupable d'un dommage : que le maître en supporte les conséquences, sans pouvoir s'en décharger, il semble que ce serait justice ; eh bien, il en est autrement, grâce à l'article 1384. Donc, ce n'est pas la présomption de culpa in eligendo qui est envisagée dans l'hypothèse du commettant, puisque cette faute, établie au regard du patron par rapport à son apprenti, n'édicte pas une règle semblable.

Bien plus, la supposition même d'une faute dans le choix, fait par le commettant, disparaît dans certains cas, c'est quand il n'a pas choisi du tout. Ainsi, les communes et certains établissements publics ont parfois leurs préposés imposés par l'Administration centrale. Au cas de faute, commise dans l'exercice de leurs fonc-

tions, ces préposés engagent la responsabilité de la commune ou de l'établissement public, article 1384 3°. La faute, nous ne l'apercevons pas ici ; l'obligation qui existe n'a qu'un caractère vrai qu'il faut nommer : *elle est légale*. L'assimilation de la responsabilité du fait des choses à la responsabilité du fait d'autrui est non une preuve qu'elle a pour fondement une présomption de faute, mais un argument de plus qu'elle est légale.

La loi crée une obligation totale pour le maître qui embauche un ouvrier : il prend à son compte tous les fruits de son activité, bonne ou mauvaise. « C'est le service dont le maître profite qui a produit le mal, qu'on le condamne à le réparer. » (1)

Les autres personnes, sauf le patron de l'apprenti, ne sont que des simples surveillants, ne profitant pas nécessairement de l'activité de ceux dont elles répondent ; l'on comprend dès lors la règle de faveur de l'article 1384 5°.

L'assimilation de l'ouvrier et de la machine doit entraîner une indentité de traitement. Si le patron doit répondre du fait de son ouvrier, qui en somme jouit de l'intelligence, de la volonté, du mouvement, à plus forte raison doit-il être engagé quand il s'agit d'une activité mécanique. On répond des risques d'autrui travaillant pour soi, on répond des risques des machines produisant pour soi. C'est une obligation légale sans aucune présomption de faute de la part du maître.

B. — L'article 1384, par sa place dans le chapitre : « Des délits et des quasi-délits », ne doit-il pas être assimilé au quasi-délit, qui suppose une imprudence ou une négligence ?

Cette conclusion serait permise si le chapitre 2 ne contenait que des dispositions quasi-délictuelles. Il est loin d'en être ainsi.

Nous venons de voir les dispositions de l'article 1384 lui-même qui n'ont rien de quasi-délictuel. Les deux articles suivants ne nous accusent non plus aucune faute, aucune négligence, comme base de la responsabilité établie par eux. Voici une maison qui s'effondre ; la cause est dans un vice de construction. Le proprié-

(1) Bertrand de Greuille ; Fenet XIII P. 476.

taire l'a totalement ignoré, il ne pouvait même pas le découvrir ; le vice de construction peut très bien s'allier à l'absence de faute la plus complète. Le propriétaire supporte ce vice en tant que risque de la propriété.

Cette dernière objection n'a pas de portée ; elle est renversée par les arguments mêmes sur lesquels elle s'appuie.

Et nous sommes parvenus, après une discussion juridique exclusive, mais qui a surtout été défensive, à repousser toutes les critiques faites à la théorie de la responsabilité du fait des choses.

Elle est, ce que nous avons affirmé dès le début, une obligation légale, imposée par la loi et dérivant de la loi, abstraction faite de toute faute prouvée ou présumée.

Ce système proclame que les risques, le cas fortuit sont à la charge de celui qui a dirigé la force, cause du préjudice. Il est équitable que celui qui a déterminé ce cas fortuit, en recherchant son intérêt, le subisse plutôt que celui qui en a été atteint. Il faut choisir entre les deux.

La victime n'a qu'une preuve à faire : celle du rapport entre le dommage et la chose qui l'a produit.

De ce que l'obligation est *légale* il résulte :

1° Q'une clause d'irresponsabilité de la part du patron serait nulle, comme contraire à l'ordre public.

2° Que le dommage doit être causé par la chose elle-même.

La faute de l'ouvrier exonère le patron, car ce n'est plus la machine qui a engendré le préjudice mais l'ouvrier lui-même. Le cas fortuit rentre dans les dommages causés par la chose, mais pas le cas de force majeure. On a l'habitude de les confondre, d'employer indifféremment l'une ou l'autre expression. Or, il faut distinguer.

Les cas fortuits ont une cause inhérente à la chose ; les cas de force majeure proviennent d'un fait étranger, ils ont une origine extérieure à l'entreprise.

Dès lors, fruit d'une puissance externe, non causés par la chose,

ils ne doivent pas être supportés par le maître et resteront à la charge de la victime.

La distinction entre les cas fortuits et de force majeure sera souvent délicate et difficile à déterminer ; ceux-ci n'existent que lorsqu'ils sont produits par une force extérieure, sur laquelle le maître n'a pu exercer aucune influence.

Ainsi, l'éboulement produit par un ouragan, un cyclone, une inondation sera de la deuxième catégorie, tandis que l'éboulement causé par la crue normale et habituelle d'une rivière sera un cas engageant le patron. Le tonnerre, les tempêtes sont habituels, mais quand ils écrasent quelqu'un ou une maison c'est force majeure. La fumée d'un volcan est une chose ordinaire ; l'éruption n'est pas assimilable. Le vol, les attentats sont de tous les jours, on peut les empêcher ; quand ils sont perpétrés par des bandits à main armée c'est une hypothèse exceptionnelle.

De même enfin une C^{ie} serait responsable du dégât commis par des rats dans un dock ou une gare, il était possible de prévoir cet accident ; au contraire un nuage de sauterelles envahissant une contrée serait considéré comme cas de force majeure.

Le maître est irresponsable parce que le risque n'est pas créé par lui.

Cette théorie se base essentiellement sur l'équité : c'est à l'auteur du dommage plutôt qu'à la victime à le supporter.

LA JURISPRUDENCE

Les tribunaux français semblent définitivement entrés dans l'affirmation de la responsabilité objective.

La première décision, rendue en ce sens, remonte au 26 Avril 1888.

Le Tribunal de Gien, en l'absence de toute faute imputable à l'une des parties, se base sur l'article 1384, pour condamner le patron ; « c'est le cas de déclarer que c'est à celle des parties à qui incombait la preuve de succomber. » Le maître, présumé en faute, devait démontrer son innocence ou la faute de la victime, ce qu'il ne fit pas.

La Cour d'Orléans infirma le jugement, en revenant à la doctrine de la Cour de Cassation qui réclame de la victime la preuve de la faute du patron (1).

Le Tribunal invoquait ici la présomption de faute du chef d'industrie, comme le tribunal de Bourgoïn trois ans plus tard : « Attendu que, s'il est vrai que la responsabilité ne peut dériver que d'une faute, le législateur a édicté parfois, à l'encontre de certaines personnes, une présomption de faute dispensant le demandeur de faire la preuve. » La Cour de Grenoble confirma le jugement avec adoption des mêmes motifs (2).

On est sur la pente de l'adoption de la théorie, mais la Jurisprudence n'ose pas affirmer encore l'obligation légale : elle voile son intention.

L'impulsion était donnée ; les deux Cours suprêmes françaises, le Conseil d'État et la Cour de Cassation, laissèrent toute réticence et affirmèrent nettement le principe.

Un ouvrier d'arsenal, ayant reçu une blessure à la main, s'était vu attribuer, par le Ministre de la guerre, un secours pécuniaire insuffisant. Comme il n'était pas embrigadé dans « les ouvriers d'Etat », il n'avait pas droit à une pension. Il se pourvut devant le Conseil d'État pour faire annuler la décision ministérielle et se faire accorder une indemnité plus forte.

Avec la théorie jurisprudentielle ordinaire, l'ouvrier devait être débouté de sa demande, car aucune faute, aucune négligence, même la plus légère, n'était imputable à l'administration de l'État ; le travail avait été exécuté conformément aux règles de la prudence et d'après l'usage, et l'outillage était en très bon état. « Nous sommes bien en présence du fait de l'industrie, de l'accident anonyme, du risque professionnel résultant de l'emploi de machines dans des conditions normales ». Ainsi s'exprime M. le Commissaire du Gouvernement Romieu et il ajoute : « Nous sommes convaincus que rien dans le Code civil ne s'oppose à ce que le pa-

(1) Orléans, 20 Déc. 1888, S. '90. 2. 14. — (2) Grenoble 10 fév. 1892, S. 93. 2. 205.

tron soit déclaré responsable, vis-à-vis de l'ouvrier, des accidents auxquels ce dernier se trouve exposé, dans les conditions mêmes du fonctionnement de l'établissement industriel. Si, vis-à-vis des tiers, il faut prouver le fait de l'auteur du quasi-délit ; vis-à-vis de l'ouvrier, le fait du patron résulte directement de l'emploi même des machines. » (1)

Le Conseil d'État suivit l'opinion du Commissaire et accorda l'indemnité demandée.

C'était la première affirmation catégorique du principe de la responsabilité née du fait des choses, art. 1384.

La Cour de Dijon, le 26 déc. 1895, admit aussi l'application de l'article 1384 mais en imitant l'arrêt de Grenoble, en se basant sur une présomption de faute commise par le propriétaire. (2)

La Cour de Cassation, au contraire, ne fait aucune allusion à la présomption de faute quand elle invoque l'article 1384.

Voici l'hypothèse qui était soumise à la Cour. Un ouvrier avait été tué par l'explosion de la machine d'un remorqueur due à un vice de construction. Le Tribunal de Paris repoussa la demande de la veuve de la victime qui n'apportait aucune preuve de la faute du propriétaire ; celui-ci, en effet, ignorait totalement le vice de sa machine.

La Cour de Paris infirma le jugement et condamna le patron en basant son arrêt sur une convention de louage de services, obligeant l'employeur à une garantie de sécurité, et sur l'article 1386, dont nous avons constaté l'extension à plusieurs reprises par les tribunaux.

La Cour de Cassation rejeta le pourvoi, formé devant elle, mais en invoquant des motifs tout nouveaux ; elle se référa à la théorie de la responsabilité du fait de choses. « Attendu que l'arrêt attaqué constate souverainement que l'explosion de la machine... est due à un vice de construction : qu'aux termes de l'art. 1384, cette constatation, qui exclut le cas fortuit et la force majeure, établit, vis-à-vis de la victime de l'accident, la responsabilité du proprié-

(1) Conseil d'Etat 21 juin 1895. S. 97. 3. 33 ; D. 96. 3. 65. — (2) Dijon, S. 96. 2. 48.

taire du remorqueur, sans qu'il puisse s'y soustraire en prouvant soit la faute du constructeur de la machine, soit le caractère du vice incriminé... (1) »

La nouvelle conception est franchement consacrée : l'arrêt ne parle du vice de construction que pour écarter l'hypothèse du cas fortuit.

Il semblerait toutefois que la Chambre des Requêtes tendit à ne pas suivre la Chambre civile, puisque, le 30 Mars 1897, elle repoussait une demande absolument analogue. Il est vrai que, dans cette affaire, la cause de l'accident était restée totalement inconnue (2).

Une doctrine solidement établie, une Jurisprudence qui semble s'affirmer nettement, c'en est assez pour le triomphe de cette théorie.

C'est un fait d'une importance considérable que cette obligation légale proclamée ; car, la nouvelle loi sur les accidents du travail laissant en dehors certaines professions, les victimes d'accidents auront dans ces professions un traitement aussi favorable que les ouvriers bénéficiaires de la législation du 9 avril. Et bien plus, l'article 1384 couvre les tiers aussi bien que les personnes liées par un contrat au propriétaire, la généralité de ses termes ne laisse aucun doute.

Ce n'est pas un mince mérite pour MM. Saleilles et Josserand d'avoir bâti une théorie si savante et si juridique, en même temps que claire et bien ordonnée. Notre Code était plus compréhensif qu'on ne le croyait, ces deux auteurs l'ont démontré péremptoirement ; et c'est un honneur pour les rédacteurs du Code et pour les maîtres qui les ont réhabilités de l'accusation d'oubli qu'on portait contre eux.

Le Code civil, interprété aussi libéralement que possible, peut-il suffire dans le règlement des accidents survenus aux ouvriers ? M. Josserand répond affirmativement : « A supposer, dit-il, que la Jurisprudence persiste dans la voie où quelques juridictions se sont engagées, elle enlèvera toute importance aux propositions de

(1) Cass. 16 juin 1896, S. 97. 1. 17 ; D. 97. 1. 433. — (2) Cass. Req. 30 mars 1897, S. 98, 1. 71 ; D. 97. 1. 433.

loi, aux projets si nombreux, si variés, qui se disputent depuis nombre d'années les faveurs de nos deux Chambres... Pour assurer la réparation des accidents industriels, il ne sera pas nécessaire de faire aux ouvriers une situation de faveur, procédé toujours discutable ; il suffira de les placer sous le droit commun du risque créé. » (1).

L'auteur va trop loin, et, même avec sa théorie si large, si favorable, nous pensons qu'une législation spéciale pour l'ouvrier est nécessaire.

Dans la thèse du risque, fondée sur l'art. 1384, le patron ne répond pas des accidents provenant de la faute de l'ouvrier. « En pareil cas, la victime du dommage ne pourra pas obtenir d'indemnité, car le dommage a été causé non par la chose, mais par sa propre faute : les termes de l'art. 1384 ne sont donc pas satisfaits. Si l'ouvrier qui a été blessé par une machine a violé les règlements de l'usine, ou s'il a commis une imprudence manifeste, il est bien certain que la responsabilité du fait des choses ne pourra pas s'exercer en sa faveur : lui accorder en pareil cas une indemnité, ce serait rendre le patron responsable, non pas du fait des choses qui lui appartiennent mais de la faute de son ouvrier, vis-à-vis de cet ouvrier même ». (2).

Or, cette déduction, pour être rigoureusement logique, fait remarquer M. Pic (3), n'en est pas moins très regrettable. Nous verrons plus loin que l'ouvrier est souvent imprudent par nécessité : n'est-il pas injuste dès lors de le priver d'une indemnité, lorsque la faute légère qu'il a commise lui était commandée par la force même des choses ? Le patron, dans le plus grand nombre des cas, serait exempt de toute réparation, tandis que l'ouvrier, victime de sa rapidité et de son adresse, serait condamné à la misère.

Le cercle de l'article 1384 est donc trop étroit : il faut une règle plus humaine qui, si elle a une base moins juridique, soit plus conforme à l'équité. Elle découle de la théorie du risque professionnel.

(1) Josserand, P. 126. — (2) Josserand, P. 124. — (3) P. Pic : La Loi du 9 avril, P. 15.

CHAPITRE IV

THÉORIE DU RISQUE PROFESSIONNEL

Fondement.

Le principe de la responsabilité dans le risque professionnel est nouveau; pour bien le comprendre, l'étudier à fond, il est indispensable de faire abstraction de toutes les conceptions juridiques qui nous environnent. Sa source première réside, non dans une notion de droit mais dans des considérations d'équité. Ses partisans ont envisagé un but à atteindre pratiquement, beaucoup plus que le point de vue juridique. « C'est à ceux qui ne sont pas des spécialistes, disait M. Tolain, rapporteur de la loi, qui ne sont pas nourris du lait de la science juridique que je m'adresse. Messieurs les Juristes ne soyez pas implacables » (1).

La meilleure définition, qui en a été donnée, appartient à M. Cheysson, l'un de ses premiers promoteurs : « Le risque professionnel est le risque inhérent à une profession déterminée, indépendamment de la faute de l'ouvrier ou du patron » (2).

Avec cette définition, il n'est plus question, pour la victime d'un accident industriel, de démontrer la faute du patron : les cas fortuits, si nombreux, sont compris dans les termes énoncés.

(1) Tolain : Sénat 19 mars 1889. — (2) Journal des Économistes, mars 1888, P. 429.

Pourquoi dégager une notion nouvelle si contraire aux mœurs et aux usages ? Pourquoi proclamer un principe qui est le renversement de toute une législation ? C'est au nom de la justice et de l'équité, qui sont blessées par nos règles traditionnelles.

Dans les accidents, on distingue ceux qui ont leur cause dans la faute du maître, ceux qui ont leur cause dans la faute de la victime ; il en existe une troisième catégorie, dont le nombre tend à augmenter toujours : ce sont les accidents à cause inconnue. On aura beau édicter de sévères règlements, prendre des mesures de prudence minutieuse, prodiguer les conseils, on n'arrivera jamais à supprimer cette catégorie si importante.

Ils sont causés par les conditions mêmes du travail, et, à mesure que celui-ci a plus de danger, leur fréquence augmente. Avec de telles données, l'ouvrier, victime de la force des choses, ne sera pas condamné à la misère, assuré qu'il est d'obtenir une réparation. Ce droit à réparation résulte de l'industrie, de la profession elle-même qui engendre les risques.

Le travail a toujours eu des victimes ; dans les temps anciens, les catastrophes industrielles ont fait des malheureux. Si le « droit commun » suffisait à satisfaire aux exigences de ces temps là, pourquoi ne remplirait-il plus ce rôle de nos jours ? C'est que l'industrie précisément a totalement changé de face.

L'industrie moderne, surtout la grande industrie, a créé une part de chances malheureuses et tout un imprévu d'accidents inévitables, auxquels il est presque impossible d'échapper. Des formes nouvelles se sont créées : elles réclament un régime nouveau, de nouveaux principes.

L'homme n'est plus la force qui dirige l'outil ; c'est celui-ci qui l'asservit à son fonctionnement brutal et mécanique. L'ouvrier en subit les contre-coups, au lieu d'en être le maître ; il ne l'a plus dans la main, il lui obéit ; il est devenu un rouage humain surajouté à la machine qui le conduit et l'entraîne.

M. Tolain, qui présentait le rapport sur le projet de loi soumis au Sénat, fait siennes les paroles de M. Cheysson : « Quand le terrassier travaille avec sa bêche ou avec sa pioche, le bûcheron

avec sa hache, l'outil dans ses mains n'est que le prolongement de ses propres organes et l'on peut admettre à la rigueur qu'il soit responsable. Mais combien autre est son rôle vis-à-vis d'un haut-fourneau, d'une chaudière, d'un laminoir, de ces appareils formidables, de ces forces irrésistibles, dont le moindre attouchement est mortel? L'ouvrier n'a plus le choix des outils, il les subit; c'est au maître qu'incombe la responsabilité de la machine qui tue et blesse. » (1)

Nous n'avons certes pas à nous plaindre de cette transformation de l'industrie : les besoins indéfinis que nous nous créons tous les jours réclament une production rapide, peu coûteuse; pour réaliser ce résultat, il est nécessaire qu'un outillage perfectionné remplace les machines grossières d'autrefois.

Il est sans doute grandiose et émouvant, quand on pénètre dans une de nos grandes usines modèles, de voir les marteaux-pilons, les grues qui soulèvent des poids énormes, les machines d'une force et d'une puissance colossale, obéir docilement au moindre geste de leur gardien, au toucher d'un bouton électrique, ou à la légère pression d'un levier. Ces immenses engins « tenus en laisse par le génie de l'homme » nous frappent d'admiration et par leur grandeur et par les produits industriels qu'ils donnent, en déchargeant la créature humaine d'un travail pénible et souvent mortel. « Mais, comme s'ils étaient irrités de leur soumission ordinaire, ces outils ont leurs moments de révolte : tels les fauves qui se jettent sur leur dompteur. Voilà que tout à coup ces chaudières font explosion, ces laves se répandent, ces forces comprimées se détendent et prennent leur revanche, en semant, autour d'elles, les ruines et la mort; les bâtiments sont effondrés et sous leurs décombres s'entassent des victimes mutilées et méconnaissables. » (2)

L'accident contemporain diffère de celui de jadis; celui-ci était simple, clair, isolé; aujourd'hui il est mystérieux, obscur, collectif, anonyme.

(1) Cheysson. *Loc. cit.* P. 429. — (2) Cheysson, *Ref. soc.* 1898, P. 653.

Les grandes forces auxiliaires de l'industrie, l'électricité, la vapeur, font de l'atelier un endroit plein de danger, une perpétuelle menace pour le travailleur qui y demeure ; le moindre mouvement, la plus légère inattention peut être fatale et entraîner un désastre.

Il faut compter avec la rapidité du travail, avec l'habitude qui supprime lentement les précautions et conduit aux accidents souvent les plus faciles à éviter. C'est la rançon de l'industrie moderne, le triste et inévitable tribut du sang humain, payé en échange des merveilleuses découvertes que nous possédons. La concurrence, qui exige la production à bon marché, tend à faire baisser le salaire parfois et l'ouvrier se dépense en activité, en vitesse pour reconquérir ce qu'il a perdu, ou pour voir grossir encore sa solde.

Cette soumission à un effort perpétuel l'accable, et, la fatigue aidant, il est naturel que son esprit devienne moins apte à voir le danger et que lui-même soit moins agile à l'éviter. On ne peut reprocher à l'ouvrier cette lassitude qui est la conséquence forcée de son travail.

Que la fatigue soit une source très importante d'accidents il n'y a pas à le discuter, la statistique brutale nous l'enseigne. On a recherché en Allemagne quelles étaient les heures de la journée les plus fécondes en malheurs (1).

La liste dressée accuse que c'est entre dix et onze heures que le nombre est le plus élevé ; dès 11 heures quelques ateliers ferment : la dégression constatée devrait être plus forte, ce qui prouve bien que le nombre tend à augmenter, parce que les usines ouvertes sont moins nombreuses. Entre 4 et 5 un ralentissement se produit ; cela tient au repos accordé dans un grand nombre de manufactures. Mais de suite la progression reprend : c'est bien une preuve que le nombre des accidents s'élève à mesure que le travail se prolonge.

La fatigue saisit l'ouvrier, son attention faiblit malgré lui et la

(1) Voir Bellom : Assurances ouvrières, II. P, 635.

conséquence, c'est le malheur : ni l'ouvrier, ni le patron ne peuvent rien à cet état, l'industrie est la seule coupable.

« L'industrie est un champ de bataille qui fait de nombreuses victimes ; sous la poussée démocratique, il s'est produit un mouvement pour que la réparation du dommage soit acquise, dans tous les cas, au blessé ou à sa famille. De là l'idée du risque professionnel » (1).

En présence des transformations que nous venons de constater dans le caractère et la nature des accidents, les vieilles règles ne sont plus possibles. Le milieu a changé ; il faut adapter aux faits nouveaux une législation nouvelle. Et ce nouveau principe c'est le risque professionnel qui, entre le patron et l'ouvrier, crée de toutes pièces une entité abstraite, l'industrie, et met à sa charge la conséquence des accidents.

Tel est le fondement de cette théorie, fondement tout d'équité et de justice et non juridique. N'est-ce pas le meilleur de tous ! « Je ne demande pas si le risque professionnel trouve sa justification dans le contrat de louage ou dans les dispositions des articles 1382 — 3. Il me suffit qu'il soit équitable pour que je lui donne mon approbation entière, car après tout la racine du droit c'est l'équité » (2).

Ce nouveau principe, à peine formulé, a obtenu un succès sans précédent. Il a pénétré ou envahi et révolutionne les législations des pays industriels. L'Allemagne, l'Autriche en ont fait le pivot de leurs grandes lois d'assurances contre les accidents ; l'Angleterre l'a adopté le 6 août 1897 ; l'Italie vient de le consacrer ; le législateur français l'a proclamé le 9 avril 1898. En un mot, « le risque professionnel a vaincu ou va achever de vaincre tous les obstacles qui voulaient arrêter son essor foudroyant, tant il répond à un besoin général, universellement ressenti, et comme à une sommation de la conscience humaine. » (3).

(1) Revue polit. et parl. 1895, I. P. 260. — (2) Trarieux : Sénat, 22 mars 1889.

(3) Rev. pol. parl. 1895, III 261.

La théorie du risque professionnel une fois formulée, on rencontre de suite deux difficultés :

- 1° Qui doit supporter les charges du risque professionnel,
- 2° Quelle sera son étendue et son application.

1° Qui supportera les charges du risque ?

Du moment que l'industrie entraîne des risques inévitables, l'ouvrier ne peut ni ne doit les supporter, aujourd'hui moins que jamais, en présence de l'outillage moderne et des forces qui l'actionnent. L'accident fait partie intégrante de l'industrie. Nous concevons, sans doute idéalement, que l'accident n'est pas un risque irréductible [et qu'une exploitation peut se présenter sans ces accrocs terribles ; mais l'idéal n'a rien à faire ici : nous devons considérer les faits de tous les jours qui nous montrent une triste réalité. En législation faisons abstraction de l'idéal ; une pareille conception tendrait à nous empêcher toujours de nous décider dans un sens ou dans l'autre.

Puisque l'accident fait partie de l'industrie, sa réparation en constitue une charge ; « c'est l'industrie qui tue et blesse, c'est elle qui fait le mal, c'est elle aussi qui doit le réparer. »

Mais l'industrie, c'est la réunion du patron et de l'ouvrier ? Toute profession comprend ces deux facteurs qui concourent au même but par des rôles différents. L'un ne peut se passer de l'autre ; tous deux retirant des avantages de leur profession doivent en partager les charges, c'est dire que le patron et l'ouvrier contribueront au dommage créé par le risque professionnel.

Un pareil système ne me paraît pas pleinement juste. Patron et ouvrier ne sont point réunis en association, pour exercer une profession. Si l'on veut que l'ouvrier contribue à la charge résultant du risque industriel, il est impossible de ne pas exiger de lui une part dans les autres charges : usure des machines, amortissement de l'outillage. Il profite du machinisme de l'atelier pour gagner sa vie ; au nom de la logique, il faut dire qu'il contribuera aux char-

ges de leur entretien ou de leur renouvellement. Il n'en est pas ainsi dans la réalité des choses.

Le travailleur loue ses bras, en échange d'un prix, d'un salaire, qui le fera vivre lui et les siens ; le patron au contraire exploite l'industrie pour opérer un véritable gain. La réparation doit rentrer dans les frais généraux de l'industrie ; or l'industrie n'est pas la réunion du patron et de l'ouvrier, mais une entité entre l'un et l'autre. Pour s'exercer, elle donne un salaire à l'ouvrier qui produit, au maître qui surveille et qui produit aussi par sa surveillance, soit en évitant des malfaçons, soit en excitant le travail par sa présence ; et l'industrie travaille, fabrique, achète, vend et retire des bénéfices. Pour qui ? pour l'ouvrier ? non, c'est le patron qui vient recevoir. Il n'était séparé de l'industrie que théoriquement et maintenant qu'il s'agit de régler l'exercice, c'est lui qui paraît.

Pour opérer un gain, l'industrie doit arriver à vendre plus cher qu'elle n'achète ou plus cher que le prix de revient de l'objet. C'est un problème économique très délicat, dans une grande usine, de se rendre un compte exact du prix de revient de chaque objet. Il comprend le salaire du patron et de l'ouvrier, la patente, l'usure, l'intérêt des capitaux, l'amortissement, l'assurance contre l'incendie, les pertes possibles. Eh bien ! qu'on ajoute à cette liste, peut-être incomplète, l'usure du capital humain, se traduisant par un accident qui tue ou blesse l'ouvrier. Dans la séance de la Chambre du 25 juin 1888, on rappelait l'heureuse formule de Cobden : « l'industriel doit faire entrer en ligne de compte, dans son bilan annuel, l'usure de ses constructions, de ses machines... ; à plus forte raison, doit-il agir de même en ce qui concerne les auxiliaires vivants de son industrie et opérer, dans leur intérêt, des prélèvements réguliers sur son revenu, afin de parer à l'usure de la force et aux accidents qui peuvent les atteindre. »

En somme, l'industrie c'est le patron ; car le machinisme industriel, l'outil, tout cela rentre dans la fonction du capital qui a créé l'usine, qui l'entretient et qui en retire les bénéfices. Et cette fonction est surtout celle du patron. C'est lui qui décide souverainement l'installation, l'aménagement, le fonctionnement de

l'exploitation, les transformations, l'introduction des moteurs dangereux, c'est lui qui dirige. Il a toutes les bonnes chances de l'entreprise, il doit prendre la part des mauvaises.

M. Pic donnait récemment une formule nette du risque dans toute sa compréhension : « la production industrielle exposant le travailleur à certains risques, c'est à celui qui recueille le profit de cette production, c'est-à-dire au patron, que doit incomber l'obligation d'indemniser la victime en cas de réalisation du risque, abstraction faite du point de savoir si le patron a commis une faute susceptible d'engager sa responsabilité ; en d'autres termes, la réparation de tous les accidents dont les ouvriers sont victimes doit rentrer dans les frais généraux de l'entreprise et par conséquent être supportée par le chef d'industrie ». (1)

Et l'on entend des protestations indignées s'élever contre cette comparaison de l'ouvrier au matériel inanimé. M. Morisseaux trouve « que c'est ravalier le travailleur ; c'est en faire un mineur à vie, un être inconscient, livré, pieds et poings liés, à la destinée et à son patron. On fait de l'ouvrier une sorte d'automate, de jouet, et comme le patron casse quelquefois ce jouet dont il est le maître absolu, le législateur lui dit le prix qu'il coûte et le lui fait payer » (2). « L'ouvrier machine ! une telle comparaison est injurieuse » (3). « L'ouvrier ne peut être assimilé à une chose, parce qu'il a la liberté, qui est l'apanage de l'homme, et la responsabilité, en même temps qu'elle est une condition de la dignité humaine ». (4)

Personne n'a jamais eu l'idée de nier la dignité humaine ; mais franchement laisser mourir des hommes de faim, pour respecter leur liberté et leur dignité, me semble un raisonnement singulièrement étrange. On donne indemnité au propriétaire, pour le dommage survenu à sa chose animée ou non, et on la refuse à l'homme quand c'est sa personne qui est atteinte : de quel côté se rencontre la négation de la justice et de la dignité ? Le travailleur ne se trouve et ne se trouvera jamais rabaissé par les dispositions

(1) Pic, Rev. pol. et parl. 1895, IV., P. 506. — (2) Congrès de Paris, II, P. 244. — (3) Ch. 9 mai 1883, J. O. P. 522. — (4) Sénat 9 mai 1889, J. O. P. 217,

d'une loi qui défend de le laisser victime d'un accident, causé par l'outillage, en décidant que l'industriel sera tenu de l'indemniser : il ne s'agit pas ici d'assistance mais « de justice réparative », selon l'expression de M. Fouillée.

II° Limite du risque professionnel.

Trois hypothèses se présentent de suite à l'esprit :

- A. *Le cas fortuit.*
- B. *La faute légère.*
- C. *La faute lourde.*

Dans cette partie purement théorique il ne peut être question que des fautes de l'ouvrier, celles du patron sont comprises dans le risque sans discussion. Quant à décider si elles doivent être traitées d'une façon spéciale, c'est affaire de pratique et de législation.

A. *Cas fortuits.* — De par définition même du risque professionnel les cas fortuits sont compris. L'indemnité à donner aux ouvriers victimes d'accidents de cette nature est la raison d'être de la réforme.

Nous parlons, en ce moment, des malheurs qui se rattachent intimement à l'exécution du travail et constituent un risque en rapport avec la profession exercée, ce qui exclut naturellement les cas de force majeure.

Les cas fortuits et de force majeure se distinguent, comme nous l'avons remarqué dans le chapitre précédent ; ce dernier n'appartenant nullement au fait de l'industrie, il n'est pas possible de réclamer d'elle une indemnité, pour un événement qui lui est totalement étranger.

Voici un tremblement de terre qui cause l'effondrement d'une usine : le patron sera indemne. Au contraire, une machine éclate, renverse un pan de mur qui écrase un ouvrier : ici le malheur est un résultat direct de l'industrie et le patron devra indemnité. Un cyclone déracine un arbre qui, en tombant, enfonce la toiture de la fabrique et blesse des ouvriers : aucune responsabilité. Si un

tuyau d'adduction d'eau ou un canal souterrain, pour l'échappement des gaz ou matières, avait miné lentement les fondations de la maison, ou le socle d'une machine puissante qui s'écroulent en entraînant le travailleur, nul doute qu'il aurait droit à une réparation.

Pour cette hypothèse l'accord s'établit facilement.

B. *La faute légère.* — Les auteurs sont moins unanimes ici ; le fait personnel jouant un rôle, ne serait-il pas équitable de laisser l'accident à la charge de celui qui l'a provoqué ? Dans les discussions de la loi nouvelle on l'a demandé à plusieurs reprises. Or, cette admission serait injuste : la faute légère de l'ouvrier rentre presque nécessairement dans le risque professionnel.

Une imprudence est chose forcée, presque inévitable, dans l'industrie moderne. La répétition des mêmes mouvements, des mêmes manœuvres, la surveillance des mêmes engins, entraîne un relâchement dans les précautions, que le travailleur prend les premiers temps du travail. La familiarisation avec le danger fait oublier les recommandations les plus simples, les plus élémentaires ; dans notre existence quotidienne nous n'agissons pas autrement.

Il est nécessaire de graisser un engrenage, l'arbre de transmission : faut-il arrêter la machine et laisser, pendant quelques instants, l'usine sans travailler ? la courroie est tombée, faut-il arrêter le volant pour la remonter ? un ouvrier est dans la nécessité de se rendre de sa machine vers un contre-maitre ou près d'un collègue : voulez-vous l'obliger à faire un contour et à passer par un chemin de service ? Et le voilà qui graisse sa machine en marche, qui remonte sa courroie sans arrêt, qui passe entre des machines très rapprochées, pour écourter son chemin. Coûte que coûte il faut gagner du temps ; il agit par entraînement, avec rapidité, sans réflexion. Vingt fois, cent fois il a réussi dans sa manœuvre, pourquoi serait-elle plus dangereuse cette fois ? Le succès est à l'activité, et l'activité n'obéit pas toujours aux règles de la prudence. On a

pu dire que, « parmi les ouvriers, les plus précautionneux ne sont pas les meilleurs » (1).

Le moindre mouvement, inhabilement conduit, opéré sans une précision assurée, est très souvent l'origine de la catastrophe. Est-ce une faute? Oui, dans le sens strict du mot; non, si l'on tient compte de la nature des choses et de la réalité.

Toutes ces inattentions, ces manquements aux règles ne sont réellement que des cas fortuits; c'est la nature du travail qui les engendre : l'industrie les supportera.

C. La faute lourde. — Les discussions sont très vives. Son exclusion du risque est soutenue par un parti très important et le Sénat français s'est refusé, pendant longtemps, à l'admettre. La Chambre qui l'adoptait finit par l'emporter.

Les arguments en faveur du rejet de la faute lourde sont nombreux et portent. L'accident ne se base plus sur le fait de l'industrie, pourquoi dès lors l'en charger?

Est-ce logique, est-ce équitable? Comment, un ouvrier, qui est blessé par sa faute grossière, viendrait réclamer indemnité au patron totalement étranger au fait? Voici un mécanicien qui s'endort près de sa chaudière, la machine éclate et le brûle grièvement; un mineur qui se permet de faire braquer une allumette, ou d'ouvrir sa lampe secrète pour allumer sa pipe et cause une explosion de grisou : l'un et l'autre pourront être imprudents à leur aise, sans crainte d'endurer la faim plus tard?

Et qui plus est, la faute du travailleur peut causer une catastrophe générale, entraînant la mort d'un grand nombre d'ouvriers, par exemple à la suite d'une explosion de grisou, dans une mine, ou d'une chaudière, dans une usine. L'auteur du malheur n'est que grièvement blessé; en sortant du puits ou de l'usine dévastée on le jettera sur les bancs de la correctionnelle, pour recevoir son châtiment justement mérité et il viendra ensuite réclamer au chef d'entreprise une pension pour l'aider à vivre? « Condamné et pen-

(1) Sénat, 19 mars 1889, J. O., P. 286.

sionné quelle anomalie » ! La raison se refuse à de pareilles situations et la raison doit être le fond du droit.

D'autre part, cette extension tendrait nécessairement à détruire tout sentiment de la responsabilité. A quoi sert d'être précautionneux puisque la loi nous couvre dans toutes les circonstances ? diront les ouvriers. De nos jours ils sont déjà d'une négligence, disons d'une inconscience si grande, alors qu'ils supportent les fruits de leur faute, que sera-ce demain, demain qu'ils n'auront aucune crainte de mourir de faim, une fois l'accident survenu. La conséquence directe sera une augmentation, une multiplication certaine dans le nombre des accidents. Une loi qui tend à des résultats pareils n'est-elle pas jugée par elle-même d'avance ?

Arguments du système adverse. — Il ne faut pas croire que la certitude de toucher une indemnité cause un accroissement dans le nombre des accidents, car la crainte de la souffrance, la peur de la mort seront toujours là pour arrêter l'ouvrier. Au reste, sait-il d'avance si l'accident, duquel il ne cherche pas assez à s'éloigner par tous les moyens, sera mortel ou non. Il ne pourra pas arrêter la courroie ou l'engrenage qui l'emportent juste à temps pour n'être que blessé.

Les accidents ne tendent pas à augmenter en Allemagne, où la faute lourde est garantie. L'augmentation accusée par la statistique a une origine spéciale : elle est plus apparente que réelle.

Si les chiffres absolus augmentent, cela tient à l'accroissement du nombre des ouvriers en Allemagne et au fait qu'aujourd'hui les plus insignifiants accidents sont déclarés. La répartition des accidents par catégorie est au contraire l'indice d'une situation en voie de s'améliorer. Ainsi le chiffre des accidents mortels reste stationnaire, alors que l'industrie se développe : c'est bien une preuve de leur diminution ; si l'augmentation était réelle, il ne pourrait pas se faire qu'elle porte exclusivement sur des accidents non mortels ; l'imprudence des victimes devrait quelquefois leur coûter la vie, ce qui n'est pas.

Il est donc permis d'affirmer que la réparation de la faute lourde

n'entraîne pas l'irréflexion et ne cause pas une progression des malheurs (1).

La faute lourde ne se confondra jamais avec la faute intentionnelle qui ne peut pas donner lieu à réparation : ce serait une monstruosité juridique.

Comment d'ailleurs distinguer la faute lourde ?

Par une définition ? M. Thévenet, dernier rapporteur de la loi au Sénat, s'avoue dans l'impossibilité même de la tenter. « Il est fort difficile de définir ce qu'il faut entendre par faute inexcusable. Qu'est-ce que la faute inexcusable ? C'est la faute lourde. Mais qu'est-ce que la faute lourde ? Nous reculerions d'expression en expression, sans arriver jamais à une définition absolument nette, précise, comme celle qui doit être contenue dans la loi. » (2)

Le caractère de l'industrie contemporaine exclut à peu près totalement la possibilité de constater la faute lourde. On a voulu la faire consister dans la violation d'un règlement approuvé. De tous les modes de détermination proposés, c'est bien le plus spécieux et le moins arbitraire ; et pourtant il n'échappe pas à de graves reproches. Ce règlement aura ses défauts ; tantôt il sera si complet, si minutieux que l'ouvrier côtoiera toujours la faute et ne pourra manquer d'y tomber ; tantôt le texte sera d'une concision si parfaite qu'il ne comprendra pas les infractions considérées comme les plus graves, parce qu'il ne les aura pas expressément énoncées.

Si l'on décidait que la violation du règlement entraîne une faute lourde et supprime la réparation, les industriels, ou du moins certains, rédigeront des règlements touffus, complexes, de telle sorte que, par quelque côté, la victime soit toujours coupable.

Le règlement fût-il bon, clair, précis, sera-ce une raison pour inculper l'ouvrier de sa transgression ? Un ouvrier, vraiment digne de ce nom, ne s'embarrasse pas d'un texte, quand il s'agit d'empêcher la perte d'une coulée, un éboulement de galerie, ou d'accélérer une manœuvre d'où dépend incontestablement le succès d'une opération.

(1) Voir P. Pic : La loi du 9 avril, P. 25. — (2) Sénat, 4 mars 1898.

M. Cheysson nous cite le cas qui se présenta lors de l'élévation de l'obélisque, sur la place du Vatican. Un grand nombre d'hommes tiraient la corde pour arriver à dresser le monolithe. Le règlement défendait toute parole : on manœuvrait en silence. Tout à coup un craquement se fit entendre ; les câbles chauffés allaient peut-être céder. « Mouillez les cordes » cria une voix ; on le fit et l'opération réussit. Le règlement avait été transgressé, aurait-on pu accuser l'ouvrier ?

« Il est très facile, quand on discute dogmatiquement... de trouver des fautes... Pourquoi cet ouvrier touchait-il cette barre rouge ? Pourquoi cet autre a-t-il sauté du train en marche ?... Pour répondre à ces questions, il faudrait se replacer dans la mêlée, au milieu même des circonstances du travail et de l'état mental qu'elle amène... Il est des moments où l'on est emporté au-dessus des conseils de prudence, où le soldat se fait casser la tête en montant à l'assaut. Il est alors un héros et on le décore, s'il survit. Il ne s'agit pas de réclamer la croix pour les ouvriers imprudents, mais au moins l'indulgence pour celles de leurs imprudences qui confinent à l'héroïsme sur le champ de bataille de l'industrie... Ne serait-ce pas une extrême rigueur, confinant à l'injustice, que de leur faire grief de leur dévouement professionnel et de le transformer en faute lourde, pour leur refuser une indemnité, quand ils sont mutilés et désormais incapables de tout travail ! En réalité, il est impossible de dire où commence et où finit la faute lourde, *la responsabilité se gradue par teintes insensibles*, comme l'aube et le crépuscule lors du passage du jour à la nuit... » (1).

L'équité réclame de ne point laisser sans indemnité les ouvriers coupables et de ne pas risquer d'abandonner à la misère eux et leurs familles ; le principe du risque professionnel, étant surtout un principe d'équité, ne répugne nullement à cette extension. Ce n'est pas grever l'industrie d'une trop lourde charge, puisque les statistiques moyennes nous donnent un taux de 2 à 5 % d'accidents dûs à la faute lourde.

Enfin, l'exclusion de cette faute serait une source inépuisable

(1) Cheysson, Réf. soc. 1898. I. 634. s.

de procès. Le patron aurait une tendance à voir des imprudences grossières de ses ouvriers partout ; ceux-ci au contraire invoqueraient le cas fortuit. Et comme on ne pourra s'entendre il faudra de toute nécessité recourir au tribunal.

Quelle détestable influence sur la paix sociale ! Le principe même du risque réclame cette paix entre patrons et ouvriers et voilà qu'il aboutirait à un résultat opposé. D'autant plus que le maître est souvent remplacé par une Compagnie d'assurances, qui cherche tous les moyens de ne pas payer d'indemnité ; elle s'empressera de plaider contre le travailleur, pour peu qu'il y ait possibilité de faire prononcer cette déchéance par suite de la faute lourde.

Tous ces arguments me paraissent suffisants pour décider que la faute lourde doit être comprise dans le risque professionnel, en principe du moins. Pour parer aux inconvénients que peut avoir une pareille décision, une loi, adoptant le risque, a divers moyens pratiques qu'elle emploiera ; nous verrons que notre législation semble en avoir trouvé un très simple et d'une portée certaine.

Critiques contre le risque professionnel.

Elles se rattachent à trois ordres de point de vue :

- A. *Point de vue juridique.*
- B. — *économique.*
- C. — *philosophique.*

A. *Critiques d'ordre juridique.* — Le système du risque professionnel, dit M. Hubert-Valleroux, (car pour lui c'est un système et non un principe) jouit bien d'une éclatante faveur, mais sa fortune prospère n'empêche pas qu'il repose sur une iniquité.

Une iniquité ! oui ; car le droit français ne reconnaît que deux causes d'obligations : les engagements que l'on a pris soit en contractant, soit en conduisant l'affaire d'autrui, ou bien le dommage qu'on a causé par sa faute ou par la faute de ceux que l'on dirige et dont on est responsable. Ce risque n'a rien à démêler avec le principe d'équité et de justice : ce n'est qu'un « expédient ».

Cette grande objection se trouve dans la bouche de tous les juristes qui s'élèvent contre toute idée nouvelle, sous prétexte qu'elle renverse les principes du Code civil. Nous renvoyons, pour la réfutation de cette critique générale, aux observations du précédent chapitre : nous avons vu qu'on peut très bien être engagé en dehors des causes d'obligations, citées par M. Hubert-Valleroux. L'article 1384 1^o crée une obligation légale : et ce n'est pas renverser le Code civil que de l'appliquer loyalement.

Et l'objection serait-elle exacte ? Un législateur a toujours le droit d'introduire des principes nouveaux, des règles impraticquées jadis, fussent-ils contraires à l'esprit antérieur d'une législation.

B. Critiques d'ordre économique. — Les objections faites à ce point de vue sont très importantes, seulement comme nous ne nous occupons que du côté juridique de la question, nous nous contentons de les indiquer. On prétend que grever l'industrie d'une charge nouvelle c'est attaquer le salaire indirectement et peut-être aussi ruiner l'industrie elle-même. Luttant avec peine contre la concurrence étrangère, le patron, pour maintenir les bas prix, diminuera le salaire et si cette diminution ne suffit pas, les charges augmentant, il sera dans la nécessité de fermer son usine.

Toutes ces théories d'incidence, purement économiques, sont trop complexes pour être traitées en quelques lignes ; pour les exposer et les juger à fond nous serions emportés trop loin de notre sujet. Qu'il nous suffise de constater que l'Allemagne et l'Autriche, qui pratiquent le système, ont une industrie très florissante et qu'en France un grand nombre de patrons sont assurés depuis longtemps, sans se ressentir mal de cette charge.

C. Critiques d'ordre philosophique général. — *a.* Comment est-il possible d'accuser l'industrie d'être une meurtrière ? On dit que l'emploi d'un mécanisme constitue une faute d'un nouveau genre ; eh quelle faute vraiment ? Un homme intelligent, animé d'une puissante volonté, va s'établir dans une contrée où le commerce est totalement inconnu. Il ouvre des galeries de mines pour

extraire le charbon, il creuse des puits pour chercher le minerai et les richesses enfouis : tout autour il bâtit une usine, une fonderie, des ateliers de construction. L'aléa est immense ; mais cet homme courageux bataille sans trêve et après un labeur opiniâtre il est victorieux. Grâce à lui, ce pays, jadis pauvre, est devenu riche ; l'argent circule en abondance ; une population laborieuse vit du travail importé et se multiplie.

Et l'industriel qui a fait cela est coupable de tous les accidents dont la cause reste inconnue ! On a cherché à faciliter le travail manuel, à le rendre moins fatigant, par l'invention de machines modèles ; les inventeurs sont des coupables !

Non ; il ne s'agit pas de voir une faute d'un nouveau genre. Jamais il n'est venu à l'idée de déclarer un chef d'industrie « coupable ». On le déclare responsable des accidents, produits par ses machines, au nom de l'équité qui préfère entre deux êtres, l'un blessé par la machine de l'autre, charger celui-ci d'indemniser le premier, que d'abandonner une victime ; c'est le machinisme qui tue et qui blesse, c'est lui qui doit supporter la réparation à donner. La vie est faite d'activité et l'activité de risques.

b. D'après la définition du risque professionnel et les motifs qui plaident en sa faveur, il ressort que l'on rend l'industrie responsable des accidents, sous le prétexte que le machinisme moderne les a développés. Or, les statistiques nous apprennent que les métiers les moins dangereux sont ceux qui ont été le plus modifiés par les inventions.

Les puisatiers, les couvreurs, les rouliers sont astreints par les C^{ies} aux plus fortes primes, tandis que les ouvriers des industries du fer, du tissage, tiennent le dernier rang dans l'élévation du chiffre réclamé. Les accidents dans les premières professions sont cinq et sept fois plus nombreux : il n'y a pas de moteurs mécaniques, pas d'outillage perfectionné ici. Le coefficient des accidents s'est sensiblement abaissé dans les industries modernes ; pourquoi séparer les deux catégories de professions, dans l'application du risque, et surtout y soumettre celles qui deviennent de moins en moins dangereuses ?

Les auteurs qui font cette objection reconnaissent cependant que le nombre absolu, le total des infortunes augmente. Le chiffre relatif diminue, quant à la population, mais ce n'est qu'une diminution relative, puisque le chiffre réel croît chaque année, en raison du développement des entreprises et de la multiplication du nombre des salaires. Or, c'est là précisément le point important (1).

Devant cet accroissement progressif des malheurs, engendrés par l'industrie, il faut édicter des mesures de protection réparatrices. Ce n'est pas une raison parce qu'il est impossible de soulager tous les malheureux de n'en soulager aucun.

Et quand M. Hubert-Valleroux nous prévient qu'un système semblable est dangereux dans une démocratie, parce qu'il n'est pas facile d'en limiter les effets ; qu'aujourd'hui on le restreint à tel ou tel, mais que demain il faudra l'étendre, si la masse électorale l'exige, elle qui ne se pique pas de jugement, je réponds que, dans un pays de suffrage universel, la masse est souveraine et que ce n'est pas en faisant miroiter à ses yeux tel ou tel principe qu'on la conduit. On constate des faits de cette nature, on les déplore ; il est impossible de les réformer.

c. Le principe du risque professionnel crée un privilège en faveur des ouvriers. Ce principe nouveau est donc rétrograde ; il constitue non un progrès mais un retour en arrière.

Invoquer un pareil argument c'est sentir la bataille perdue ; cependant, au Parlement, des hommes de premier ordre, tels que MM. Bérenger, Bardoux, Graux, l'ont utilisé.

Depuis 100 ans, nous vivons sous un régime d'égalité entre citoyens, devant la loi. Il n'y a plus de classes, plus de distinction entre employeurs et employés : tous sont égaux à tous et doivent obéir à une loi commune. Ces sentiments, éloquemment traduits dans une enceinte parlementaire, devaient produire un certain effet ; chaque fois que nous prononçons les mots sacrés « d'égalité, de liberté », nous éprouvons une joie intense de vivre à une époque où règnent ces grands principes.

(1) Dejeace, Congrès de Paris, I. 406.

Au fond, la liberté et l'égalité que nous pratiquons sont toutes factices. Nous croyons de bonne foi que nous sommes libres, égaux, c'est là, je crois, notre principale force ; et c'est déjà un grand mérite de croire posséder quelque chose que nous n'avons pas, le bonheur étant surtout dans l'idée.

Or, quand on affirme que les « classes » n'existent plus de nos jours, c'est se payer de mots. Ouvrons les yeux et voyons ce qui se passe ; notre avis changera de suite.

Les promoteurs du risque professionnel n'ont ni l'intention de faire la guerre aux grands principes, proclamés par la Révolution, ni la volonté d'établir des privilèges. Une loi d'exception constitue un privilège, quand elle accorde un avantage, sans raison d'être, aux puissants et aux forts ; ici la raison d'accorder un avantage aux ouvriers est réclamée par la force même des choses.

Il ne s'agit pas d'édicter une législation favorable à l'ouvrier et oppressive pour le patron, mais une législation qui rétablisse la juste répartition d'intérêts différents, l'harmonie et la concorde. Est-ce cela un privilège ?

Les vrais principes de 89 ne demandent-ils pas au contraire le triomphe de la justice entre tous ? C'est-à-dire qu'ils exigent que le travailleur ne supporte pas les conséquences dommageables produites par les choses du patron.

d. « Une loi spéciale sur la question du risque professionnel présenterait l'inconvénient redoutable de démontrer que l'idée de faute, comme base de la responsabilité, est exacte en général ; on en tirerait la preuve que, en dehors de l'ouvrier, il faut revenir à l'article 1382... Or le voyageur, par exemple, est au moins aussi intéressant que l'ouvrier... » (1)

Nous avons vu déjà que l'article 1384 était insuffisant pour garantir l'ouvrier, dans tous les cas, et qu'une législation exceptionnelle était indispensable ; mais cette dernière ne fera nullement supposer que, en dehors du contrat de travail, l'article 1382 soit la base de toute action en dommage, car l'article 1384 reste intact pour prévoir toutes les hypothèses possibles. La théorie

(1) Bouvier, *Revue critique* 1898, P. 181.

de la responsabilité légale est exclusive de toute idée de faute : le maître est tenu *ipso facto* par l'accident. L'objection est donc sans force.

Il existe une autre considération qui, à elle seule, suffirait à établir la légitimité d'une loi spéciale. La responsabilité des accidents devenant objective, les industriels doivent être à même de pouvoir calculer exactement l'importance des charges, que leur impose le risque dont ils sont tenus et qui fait partie des frais généraux de l'industrie. Une tarification légale des indemnités doit être substituée à l'arbitraire des tribunaux, pour avoir une base précise et sûre, nécessaire à l'assurance du patron. [Qui dit risque, dit assurance. Le maître devra, s'il ne veut être ruiné, s'assurer contre les accidents de son personnel ; et l'assurance, pour n'être pas trop lourde, doit être basée sur des risques connus et à peu près certains. L'indemnité forfaitaire, qui est d'une utilité de premier ordre, ne peut être établie que par le législateur.

Pour nous, l'admission du risque a pour corollaire l'assurance et, bien plus, l'assurance obligatoire : il faut bien reconnaître alors l'intervention du Parlement, puisque notre Code, même étendu libéralement, ne permet aucune de ces règles favorables.

Telle est exposée, dans son ensemble, la théorie du risque professionnel.

Ce principe vient d'être consacré en France ; nous allons voir comment la législation nouvelle l'a compris, quelles conséquences elle en a déduites et les applications pratiques qu'elle en a faites.

La loi sur les accidents du travail n'est pas le premier monument législatif sur la question. L'article 262 du Code de commerce et la loi du 8 juin 1895 sur la révision des procès criminels et correctionnels ont pour base un principe de risque professionnel. Seulement, quand l'art. 262 et la loi de 1895 ont été discutés, on n'a pas défini ce principe théoriquement, comme à l'occasion de la loi de 1898 ; on a voté des décisions que semblait réclamer la solidarité sociale, sans se préoccuper davantage de discussions oiseuses....

Et c'est toujours ce seul principe de justice, d'équité, de solidarité, qui devrait nous guider. Si une loi nouvelle, avec un fondement semblable, contredit l'ancienne législation, c'est que celle-ci n'est plus conforme aux intérêts et aux besoins nouveaux ; sans pitié on doit la renverser ou du moins ne pas hésiter à élever, à côté d'elle, une règle qui puisse satisfaire à l'idéal nouveau et aux mœurs contemporaines.



DEUXIÈME PARTIE

LE RISQUE PROFESSIONNEL DANS LA LÉGISLATION FRANÇAISE

(Loi du 9 Avril 1898)

Le 6 juillet 1884, l'Allemagne créait, la première en Europe, l'assurance obligatoire des ouvriers contre les accidents du travail. L'Autriche et la Norvège, quelques années après, suivaient la même voie, dans laquelle semblent entrées définitivement toutes les nations de notre continent.

L'Angleterre, le 9 août 1897, le Danemark, l'Italie, le 15 janvier et le 17 mars 1898, votèrent un système à peu près analogue, tandis que la Suisse, la Belgique sont à la veille de réformer leur Code sur cette question.

L'article 1, de la loi du 9 avril 1898, édicte la responsabilité patronale d'une façon formelle. « *Les accidents, survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail, aux ouvriers et employés, occupés dans l'industrie... donnent droit, au profit de la victime, à une indemnité à la charge du chef d'entreprise...* »

C'est un grand progrès sur la législation en vigueur, qui laisse les cas fortuits à la charge du malheureux travailleur blessé. Était-ce suffisant? Certains auteurs l'ont soutenu; cependant le législateur, en face de la situation misérable de la victime, qu'on traîne de tribunal en tribunal pendant des années entières avant de lui accorder une indemnité, grâce aux lenteurs traditionnelles de notre procédure ordinaire, et qui souvent, avec un jugement de condamnation, reste sans ressources, à cause de l'insolvabilité

du maître, le législateur, dis-je, a cru nécessaire et utile de créer un droit nouveau, spécial au règlement de ces accidents.

Il a voulu une procédure rapide, gratuite, une enquête prompte et éclairée, une garantie sérieuse qui assurât à la victime le paiement de son indemnité. Il décide que cette indemnité sera établie d'après des règles fixes et non abandonnée à l'arbitraire du juge, servie sous une forme déterminée et acquittée à telles époques, le tout dans l'intérêt de l'ouvrier.

C'est à l'étude de ces dispositions, « de ce droit nouveau », selon une juste expression, qu'est consacrée cette seconde partie.

CHAPITRE I

ÉTENDUE DU RISQUE PROFESSIONNEL

La responsabilité du patron n'est pas générale et absolue. Tout travail n'est pas soumis à la loi nouvelle ; les accidents ne sont pas tous compris, ni tous les ouvriers protégés. Le législateur réclame trois conditions essentielles pour l'application du régime de faveur.

La victime doit être :

- 1° Occupée dans une *industrie visée* ;
- 2° Être atteinte d'un *accident spécifié* ;
- 3° Être un *ouvrier déterminé*.

SECTION I. — Des industries soumises.

La rédaction de l'article premier a subi, dans le cours des discussions successives, une série de modifications. L'idée première du législateur était de protéger les professions, où le mécanisme

contemporain avait introduit des risques, jadis inconnus. On jugea ce champ d'application trop restreint et injuste ; car certains métiers, qui pratiquent toujours les mêmes procédés et sont très dangereux, resteraient sous la règle commune de la faute délictuelle.

Trois systèmes furent proposés pour la désignation des métiers à soumettre au risque professionnel.

A. Généralisation du principe à toutes les branches du travail.

B. Protection accordée aux travaux reconnus "dangereux."

C. Énumération des industries.

A. — Le 19 mai 1888, la Chambre votait un amendement de M. de Clercq ainsi conçu : « Tout accident survenu dans leur travail aux ouvriers ou employés... » M. Félix Faure, dans ses propositions de 1882 et 1886, disait : « Le chef de toute entreprise industrielle, commerciale et agricole est responsable... » Dans la séance du 25 juin 1888, M. le député Roret demandait de garantir les domestiques, comme les ouvriers, en prétendant « qu'une loi n'est ni juste ni démocratique quand elle ne s'applique pas à tout le monde. » Enfin, lors des derniers débats, M. le sénateur Girault, reprenant l'idée de Clercq, déposait un amendement qui simplifiait l'article premier par son radicalisme : « Les accidents survenus dans un travail quelconque... »

Ces essais de généralisation furent repoussés par le Parlement. Sans doute tous les métiers ont des risques, les accidents surviennent à toute occasion ; mais une réforme générale du droit demande plus de lenteur et moins de précipitation. Édicter un système qui engloberait tous les travailleurs n'est-ce pas trop réclamer une législation qui n'est point mûre encore et entraîner son avortement ? Les adversaires de la loi le comprenaient si bien, qu'eux mêmes étaient partisans de cette extension. « Il y a deux manières de combattre un projet de loi, disait M. Martéjouis rapporteur ; on peut attaquer nettement, ouvertement son principe, comme l'a fait M. Léon Say : c'est la manière directe ; on peut aussi accepter le principe et en forcer les conséquences, de façon

qu'il ne puisse être appliqué : c'est ce que fait M. Julien Goujon. Après avoir déclaré que la loi est inadmissible, qu'elle dépassait de beaucoup les revendications des ouvriers, il s'exalte tout d'un coup, nous accuse de modérantisme et déclare qu'elle n'est point suffisante. » (1)

Au point de vue logique, la généralisation de la loi n'est point contestable ; mais une déduction trop logique n'est pas la méthode parfaite d'un législateur qui doit se décider par tâtonnements plutôt que suivre une voie droite, éclairée seulement par la lumière du pur raisonnement.

L'essentiel était d'aboutir ; et voter de pareils amendements c'était le meilleur moyen de ne pas avancer. « En voulant, comme M. de Clercq, embrasser toutes les industries, nous rendons la loi inapplicable ; or, ce qui importe, c'est d'en faire une, applicable dans toutes les circonstances où elle est nécessaire » (2).

B. — On eut l'idée de ne comprendre que les travaux dangereux. On veut réparer les accidents industriels, dit-on ; si des accidents se produisent périodiquement dans une profession donnée, c'est qu'un danger imminent y est afférent : ce métier sera classé comme dangereux et les ouvriers protégés.

Ce système a trouvé, au Sénat surtout, des défenseurs éloquents dans MM. Trarieux, Blavier, Wallon, Béranger ; celui-ci le soutenait encore dans l'une des dernières discussions. Le projet, voté par notre Chambre haute en 1890, le consacrait.

La difficulté n'était qu'éloignée. Comment faire la distinction entre les travaux dangereux et ceux qui ne le sont pas ? Le tribunal appréciera dans chaque espèce, répondit-on ; alors ce serait se vouer à l'arbitraire d'une Jurisprudence et créer des injustices et des choquantes inégalités.

On eut l'idée de recourir au Conseil d'État qui, dans un règlement, déterminerait les industries dangereuses : c'était la conception du projet de 1890. Repoussé par la Chambre en 1893, combattu en 1895 et en 1896 au Sénat par le Ministre du commerce, ce système fut totalement rejeté.

(1) Ch. 3 juin 1893, J. O., P. 1592-3. — (2) Ricard, Ch. 22 mai 1888, P. 1466.

La distinction à faire est un peu subtile et la victime ne cherche pas à la comprendre.

Qu'importe à l'ouvrier, une fois blessé, que le danger change avec l'industrie ? Comment diviser les parties d'industries en dangereuses et non dangereuses ? Il faudrait sectionner le personnel en catégories, dont les unes seraient favorisées et les autres pas.

Le risque professionnel résulte moins du danger présenté par le travail que du milieu où vit l'ouvrier ; et ce milieu, c'est le travail lui-même et non tel travail spécialement déterminé.

Le Parlement préféra énumérer les industries protégées. En fait, cela revient à dire : il y a des industries dangereuses et non dangereuses ; cependant le principe n'est point si ouvertement proclamé. Ainsi la loi a pris un moyen terme entre le système restrictif, proposé au Sénat, et le système extensif, soutenu à la Chambre.

C. — Énumération des professions.

L'industrie du bâtiment. — Elle n'était pas comprise dans le projet de 1888 ; tous les textes postérieurs la mentionnaient.

Qu'est-ce que l'industrie du bâtiment ? M. Béranger, dans la séance du 13 juin 1895, se posait déjà la même question ; il craignait de voir, dans cette expression générale, englober des emplois non dangereux, par exemple ceux du menuisier, du tapissier, etc. Comme le système de M. Béranger a été repoussé, nous donnerons une interprétation large aux termes : tous les corps de métiers qui contribuent au bâtiment, dont le travail s'unit à l'immeuble pour en faire partie intégrante, seront compris : menuisiers, plombiers, vitriers, électriciens, lampistes, etc., etc.

Les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement.

Il faut qu'il s'agisse d'une véritable entreprise et non d'un ou plusieurs actes isolés. La victime n'a droit à indemnité que si elle travaille chez un entrepreneur ; un propriétaire, qui utilise ses chevaux et sa voiture pour transporter des marchandises, ne serait pas soumis aux prescriptions de la loi, pour un accident survenu à son domestique. Tous les modes de transport sont prévus ; que

ce soit par voies ferrées, routes, à dos d'hommes ou de bêtes.

La navigation intérieure par canaux, fleuves ou rivières, est seule comprise ; le transport maritime est exclu. La rédaction de l'article premier pourrait donner des doutes, grâce à la généralité de son expression ; une loi du 23 avril 1898, édictée en vue de réparer les accidents survenus dans ce genre d'entreprise, supprime toute hésitation. Laisser toute la responsabilité des accidents de mer aux patrons serait ruiner cette industrie, à cause de la fréquence des risques ; il n'est pas possible d'assimiler la pêche et le transport par mer aux industries terriennes. On créa un régime nouveau, exclusif pour eux. Les marins sont assurés obligatoirement contre les risques de leur profession par une Caisse nationale de prévoyance, alimentée par des cotisations perçues sur les participants et les patrons. Nous n'avons pas à juger ce monument législatif, nous constatons simplement qu'il exonère du droit commun de la loi du 9 avril les marins et pêcheurs, à la condition toutefois qu'ils soient *inscrits maritimes*. Les non inscrits sont régis par la première loi.

Les magasins publics, mines, minières carrières.

Les tribunaux auront très souvent à définir ce qu'il faut entendre par ces trois derniers termes ; ne nous arrêtons pas à les définir, notre but n'étant pas le commentaire exclusif de la loi.

L'article premier ne s'en tient pas à cette énumération ; par deux corps d'expressions, vagues mais générales, il prend une ampleur imprévue. C'est ainsi qu'il édicte le risque professionnel...

« Dans toute exploitation ou partie d'exploitation, dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosibles... ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme et des animaux... »

Le texte de 1893 différait sensiblement ; il disait « d'une machine à vapeur ou de toute autre machine mue par la force élémentaire ou par les animaux. » Or l'agriculture emploie des instruments mus par des animaux ; c'était donc l'attaquer indirectement. Voilà le motif qui nous a valu une rédaction nouvelle. Dans les cas où exceptionnellement il est fait usage, dans l'agri-

culture, de machines mues par une force naturelle, la loi reprend son empire ; alors elle s'appliquera seulement aux accidents produits par elles ou survenus à l'occasion de leur emploi.

Cette différence de traitement n'est rien moins que bizarre, cependant les choses se passeront ainsi.

Nombreuses sont les industries qui, sans présenter des dangers spéciaux, ont un outillage actionné par la vapeur ; grâce à ce fait elles sont comprises dans la loi. Comme de plus en plus on tend à substituer la force mécanique à la force humaine ou animale, les ouvriers en retireront un sérieux avantage pour l'avenir.

L'article premier se sert de trois expressions encore plus larges que les précédentes quand il dit : « (les accidents survenus dans) *les usines, manufactures, chantiers.* »

Il semble difficile de supposer une industrie contemporaine qui ne rentre pas dans l'un de ces trois termes. Le législateur ne définit pas ses expressions et il faut reconnaître qu'il lui était difficile de le faire ; nous sentons bien ce qu'on entend par usines, chantiers, sans pouvoir le définir. Les tribunaux combleront cette lacune forcée.

En somme presque toutes les industries sont protégées, sauf en règle générale l'agriculture et le commerce.

L'énumération nominative ou générale des professions soumises doit-elle être strictement restreinte aux cas déterminés ? Non. Lors de la dernière discussion à la Chambre, plusieurs orateurs, notamment M. Charpentier, au nom du groupe socialiste, déclarèrent qu'ils considéraient cette énumération comme énonciative plutôt que limitative ; M. le Ministre du commerce adopta leur conception. « Il importe, dit-il, de ne pas se méprendre et de ne pas limiter, au lieu de l'étendre, la portée de la loi par une énumération qui serait d'autant plus limitative qu'elle serait plus explicite. Les tribunaux appliqueront la loi dans l'acception la plus large » (1).

Ainsi on renverse la règle habituelle, que, en dehors du droit commun, l'interprétation doit être étroite ; ici elle sera large, parce qu'on considère la loi comme une étape vers un avenir où tous les

travailleurs seront protégés ; en élargissant son cadre progressivement, on habituera le peuple à la législation nouvelle qui deviendra plus utile, à mesure qu'elle sera mieux appliquée.

C'est ainsi qu'on a procédé dans deux nations étrangères, en Allemagne et en Autriche, où, dès le début, on n'a pas donné à l'assurance obligatoire son entière extension.

En Allemagne, la loi du 6 juillet 1884, créatrice du risque professionnel, s'applique aux ouvriers occupés dans les mines, salines, industries extractives, fabriques et forges, bâtisses et chantiers.

Des actes postérieurs l'étendent aux employés des postes et télégraphes, des chemins de fer, des administrations de la guerre et de la marine (loi 28 mars 1885). Une autre loi du 5 mai 1886 étend l'assurance aux ouvriers des exploitations agricoles et forestières qui donnent un nombre de plus de douze millions d'assurés ; puis les ouvriers occupés aux travaux de constructions, aux entreprises de travaux publics sont protégés par la loi du 11 juillet 1887 et les marins par celle du 13 juillet de la même année.

En Autriche, par les lois de 1887 et de 1894, il ne reste plus guère que les ouvriers agricoles qui ne soient pas assurés.

En Angleterre : les chemins de fer, les usines dans le sens le plus large, les mines, les carrières, les travaux du génie civil, ceux où l'on se sert d'engins, actionnés par la vapeur, par l'eau ou une force mécanique, les travaux de bâtiments effectués à une hauteur supérieure à 30 pieds, sont seuls soumis à la loi de 1897.

La législation italienne est à peu près semblable à la nôtre : elle énumère les industries visées ; seulement son énumération est si générale, si vaste, qu'elle englobe à peu près tous les travaux qui comportent un danger sérieux.

En résumé pour que l'ouvrier bénéficie des dispositions de la loi il faut, entre autres conditions, qu'il soit employé dans une industrie déterminée : son caractère de travailleur seul ne serait pas suffisant.

(1) Séance du 28 oct. 1897.

SECTION II. — Des accidents prévus.

Tous les troubles physiologiques, dont l'ouvrier est atteint, ne sont pas garantis par la loi. Pour que l'ouvrier réclame une indemnité et bénéficie des dispositions légales la réunion des conditions suivantes est nécessaire. Il faut :

- 1° Un accident ;
- 2° Que cet accident soit survenu par le fait du travail ou à l'occasion du travail ;
- 3° Qu'il entraîne une incapacité de travail de plus de quatre jours ;
- 4° Qu'il ne soit pas intentionnel.

1^{ère} CONDITION : Il faut *un accident*.

De violentes discussions s'élèveront certainement, dans la pratique, pour déterminer exactement la portée de chacune des expressions employées par la loi. Qu'est-ce qu'un accident ?

L'article 1 ne donne pas de définition. D'après M. Marestaing, « l'accident n'existe que lorsqu'il s'accuse sous forme de lésion, c'est-à-dire d'un traumatisme dû à une cause violente, fortuite et extérieure ». Quand il existe une relation immédiate de cause à effet entre la lésion et l'événement qui l'a produite, aucun doute ne subsiste ; par exemple, lorsque la mort ou toute autre incapacité de travail proviennent : « de l'action du feu, des jets de vapeur et de tout choc avec un corps compact, lorsque des asphyxies ou des empoisonnements subits sont provoqués par l'eau et les gaz délétères. »

L'hésitation est permise pour les affections qui surviennent progressivement, à solutions non immédiates, déterminées par le contact accidentel de l'eau, par le séjour prolongé dans les lieux humides et malsains, par les empoisonnements progressifs, provoqués par le plomb, le cuivre, le mercure, le phosphore, par les

lésions organiques dues à l'effet lent des poussières animales et végétales, par le maniement des substances délétères. On reconnaît généralement que ces affections ne constituent pas des accidents, mais *des maladies*.

Les causes sont ici prévues, escomptées, analysées, il n'y a plus une relation directe entre la lésion et le travail. La maladie est la conséquence d'une cause à laquelle le travailleur est exposé d'une façon continue, qui constitue pour ainsi dire un risque certain, l'accident résulte d'un événement imprévu auquel on ne peut se soustraire ; en résumé c'est une affection due à des causes violentes et extérieures, comme les blessures, contusions, plaies, fractures, entorses, foulures, etc.

M. Marestaing fait remarquer que les sociétés privées d'assurances ont fini par admettre l'existence d'affections qui confinent aux caractères de la maladie et de l'accident : les lombagos, tours de reins, ruptures musculaires, hernies, durillons, ampoules.

Cette manière de voir a été acceptée par tous les auteurs qui se sont occupés de la question des accidents. Elle est précise, autant que la précision est possible dans des matières aussi délicates.

Cette délimitation est très importante, car si le législateur ne définit ni l'accident, ni la maladie, il a formellement rejeté les maladies professionnelles du texte (1). A plusieurs reprises l'assimilation fut réclamée, notamment à la séance du 3 juin 1893 par M. le député Fairé qui proposa l'amendement suivant : « Il en est de même de l'incapacité de travail et du décès, causés par les maladies dites professionnelles. » Ne peut-on pas considérer comme un véritable accident la nécrose des allumettiers, qui consiste dans l'altération profonde des os de la face et des mâchoires, les coliques de plomb des peintres et plâtriers ? M. le docteur Desprez répondit à l'amendement par un long et technique discours, où il démontrait que seuls les individus prédisposés contractent la maladie professionnelle, alors que l'accident frappe toute personne ; que du reste

(1) Pour les marins et pêcheurs, les maladies tenant à un risque de la profession sont protégées tout aussi bien que les accidents et donnent lieu à indemnité. Article 5, loi du 23 Avril 1898.

certaines affections professionnelles telles que : la nécrose phosphorée; la phtisie des aigüiseurs de meules etc. peuvent être évitées, grâce à des précautions hygiéniques. Il convient, suivant M. Guieysse, de s'occuper d'elles dans les lois sur l'hygiène et de restreindre le risque professionnel aux accidents traumatiques. L'amendement de M. Fairé fut repoussé.

Souvent des ouvriers atteints d'une affection constitutionnelle (alcoolisme, diabète), ou d'infirmités apparentes ou internes sont victimes d'un traumatisme qui entraîne la mort. Un pareil dénouement ne se serait pas produit chez un homme sain. Que décider ?

Le rapporteur déclara qu'un événement semblable ne serait pas considéré de suite comme un accident; les médecins feront la part des choses et diront quelles suites normales aurait produites la lésion chez un sujet bien portant.

Le rôle de la Jurisprudence sera considérable dans ces matières : le patron prétendant qu'il y a maladie, l'ouvrier prétendant qu'il y a accident. En fait, c'est le Tribunal qui décidera souverainement.

2^e CONDITION. — Il faut un accident *survenu par le fait du travail ou à l'occasion du travail* (Art. 1).

Le texte de 1893 disait « dans le travail *et* à l'occasion du travail » ; la conjonction « *ou* » substituée rend la situation de l'ouvrier plus favorable.

Les dommages causés par des phénomènes purement naturels sont exclus par la formule même. Ainsi l'usine est détruite par un tremblement de terre, par la foudre, par un cyclone; cet événement n'est pas le résultat de l'industrie, c'est un fait du hasard, c'est l'acte de Dieu dont la victime doit supporter seule les conséquences. Il relève du risque de l'humanité, selon l'expression de M. Dejeace. Il est vrai que l'accident s'est produit à l'occasion du travail, la victime était dans l'usine au moment de la catastrophe; cependant nous ne trouvons aucun rapport entre le dommage et l'appareil industriel.

Dans certaines hypothèses, la responsabilité du patron pourra

être engagée, conformément aux règles du droit commun : par exemple la foudre a dévoré la maison, par suite d'une faute du chef d'entreprise, qui n'avait pas placé un paratonnerre à la grande cheminée de l'usine ; ou bien les fondations n'étaient pas faites assez solidement dans un terrain sablonneux, pour résister à un léger tremblement de terre.

Une blessure contractée à la suite d'une rixe, d'un jeu, d'une tentative d'assassinat ne constitue pas un accident du travail. De nombreuses questions de fait seront soumises aux tribunaux qui apprécieront le caractère de l'événement.

Les auteurs discutent sur la nature de l'accident survenu à un ouvrier qui se rend à son travail. La Jurisprudence allemande a rendu des décisions diverses ; elle décide qu'un bûcheron qui, la nuit dans son retour de la forêt, se casse la jambe, a droit à indemnité, « parce que l'inégalité du sol dans les chemins de forêt, l'obscurité accrue par les arbres constituent des dangers particuliers. » Dans des cas à peu près identiques elle a rendu des jugements différents. D'une façon générale, les allées et venues accomplies par l'ouvrier, de l'atelier à son domicile et vice versa, ne doivent pas être considérées comme faisant partie de l'exercice de la profession. L'ouvrier agit ici comme tout le monde, marche à une allure voulue, accélère ou ralentit son pas, choisit son chemin et n'est plus sous la direction ou la surveillance du patron. S'il se blesse, c'est un fait du hasard pur, lui seul doit en subir les conséquences.

Lorsque l'accident est une conséquence directe du travail, il est réparé, sans distinguer en principe s'il résulte d'un cas fortuit, d'une faute légère ou lourde de la victime.

3^e CONDITION. — *L'interruption du travail doit durer plus de quatre jours.*

Les législations étrangères admettent toutes une condition de cette nature. La caisse des accidents n'intervient en Allemagne qu'à partir de la 14^{me} semaine, et de la 5^{me} semaine en Autriche et en Norwège. Pendant ces 4 ou 13 premières semaines c'est la caisse

des maladies qui dédommage la victime. L'invalidité doit être de deux semaines en Angleterre et de dix jours en Italie.

4^e CONDITION. — L'accident *ne doit pas être intentionnel* (art. 20).

Une pareille règle est toute naturelle et relève de la justice élémentaire : ce n'est pas l'industrie ou le machinisme qui sont la cause du malheur. L'ouvrier lui-même s'est blessé, qu'il supporte les conséquences de son propre fait. Tous les projets, votés successivement par le Parlement, contenaient une disposition analogue.

La faute *volontaire* seule supprime toute indemnité ; les fautes les plus grossières de la victime sont comprises dans le risque professionnel et couvertes par la loi, sauf à donner lieu à des variations dans le taux de l'indemnité.

Le Sénat tenait à ne pas couvrir la faute lourde ; par deux fois il vota son exclusion, en 1890 et en 1896. Dans cette dernière rédaction il s'agit de la faute « inexcusable », le texte était changé mais l'idée était la même. Cependant, d'après le rapporteur, il semble que la faute inexcusable soit plus grossière que la simple faute lourde.

Les tribunaux caractériseront les fautes avec toute liberté en tenant compte de l'intelligence de la victime, de l'état des lieux, à l'aide des renseignements recueillis par l'enquête.

En somme, très large est l'étendue du risque professionnel quant aux accidents, puisque les intentionnels sont seuls rejetés. Les législations allemande, autrichienne, norvégienne sont assimilables. La loi anglaise rejette la faute lourde.

SECTION III. — Des ouvriers auxquels s'applique la loi

« Les accidents survenus *aux ouvriers et employés.* »

Il n'est pas possible de réclamer une expression plus large et plus compréhensive. Pour être protégé, il faut être « ouvrier ou employé », occupé dans la profession soumise. Cette condition est nécessaire et suffisante.

Peu importe l'âge, le sexe, la nationalité de la victime, le caractère public ou privé de l'entreprise. Tous les projets, votés jusqu'en 1896, déclaraient que cette disposition « est applicable aux ouvriers et employés des entreprises et exploitations analogues de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics. » La loi ne porte plus cette mention et malgré cela il est certain qu'elle s'applique à ces hypothèses. La commission du Sénat l'a formellement déclaré ; du reste les articles 13 et 32, qui contiennent certaines règles et exceptions relatives aux industries publiques, démontrent péremptoirement l'applicabilité générale de la loi.

L'étranger est couvert lui aussi ; il peut se produire des changements dans l'indemnité, mais le principe reste entier. Le rapporteur de 1893 déclare que les « travailleurs étrangers bénéficieront de la loi, alors même qu'un traitement analogue ne serait point accordé aux Français dans leur pays. » L'article 3 in fine refuse toute indemnité aux représentants de l'ouvrier étranger si, au moment de l'accident, leur résidence était hors de France ; ce n'est pas une preuve que la victime est sans protection, car si la mort n'est pas immédiate elle touchera les indemnités temporaires. L'article 7 de la rédaction de 1893 était moins sévère ; en effet, il accordait la pension aux ayants droit non résidents, si les Français non résidents dans leur nation jouissaient de cette faveur. C'était l'application des principes de l'article 11 du Code civil.

La qualité d'ouvrier ou employé, attaché à l'industrie, étant nécessaire, les personnes étrangères à l'établissement, qui s'y trouvent accidentellement pour leurs fonctions, magistrats, inspecteurs du travail, ingénieurs de l'État, sont exclues. M. le sénateur de Marcère, dans la séance du 3 mars 1898, a nettement indiqué cette limitation.

Une discussion s'élève au sujet des délégués mineurs. En cas d'accident, la loi s'étendra-t-elle à eux ? Oui, répondirent à la Chambre le Ministre du Commerce et M. Maruéjols rapporteur. (1)
Au Sénat, M. Thévenet rapporteur, interpellé sur le même sujet,

(1) Chambre 28 oct. 1897. Question de M. Basly.

fit la déclaration suivante : « La commission s'est adressée au Gouvernement qui lui a promis de prévoir le cas des délégués mineurs, dans la loi sur les caisses de secours qui est actuellement pendante devant la Chambre des députés ; on a même soumis à notre appréciation le texte d'une disposition qui serait proposée à la Chambre, dans la nouvelle loi sur les caisses de secours. C'est pour cela que l'article 1 ne s'appliquera pas aux délégués mineurs. Bien entendu si les délégués sont ouvriers dans la mine, la loi actuelle leur sera applicable ; nous ne parlons ici que des délégués qui seront d'anciens ouvriers de la mine. » (1)

En présence de cette contradiction il faut attendre la loi promise.

Deux catégories d'ouvriers restent en dehors de la loi.

Ces deux séries d'exceptions résultent de la loi elle-même, l'une est prévue par l'article 1 in fine, l'autre par l'article 32.

1^e EXCEPTION. — Article 1 « Les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire ne pourront être assujettis à la présente loi par le fait de la collaboration accidentelle d'un ou de plusieurs de leurs camarades. »

Si le patron n'est pas soumis au risque professionnel, les ouvriers-camarades employés par lui ne peuvent en bénéficier. Comment se feraient-ils payer leurs indemnités forfaitaires ? Le droit commun reste la règle ; il n'est pas possible de supposer que l'intention du législateur soit de mettre ces ouvriers à la charge du fonds de garantie créé par la loi, rien dans la discussion ne permet de prévoir une semblable décision. Le fonds n'intervient qu'à défaut du patron de payer l'indemnité ; or, comme le patron ne doit rien, la caisse des retraites refusera.

Ce paragraphe renverse l'économie de la loi. A la campagne, en effet, on ne connaît que l'ouvrier-patron ; tous les métiers dangereux prévus sont ainsi exclus. Le charpentier, le maçon, le couvreur, le puisatier, le zingueur, le carrier, travaillent seuls d'ordinaire. Ils demandent à un camarade de les aider quelques jours, un accident se produit, voilà ce malheureux condamné à la misère.

(1) Sénat 15 mars 1898, J. O. P. 298.

Au cas de faute du patron, l'article 1382 le couvrira ; s'il y a cas fortuit, ou si l'on démontre sa faute légère il est sans ressource.

Vraiment le législateur a-t-il songé à ces résultats monstrueux ?

On a voulu soustraire à la législation nouvelle cette classe d'employeurs si intéressante, je le comprends bien ; mais, sous prétexte de protéger le patron autonome, on abandonne l'ouvrier !

L'origine de cette disposition remonte à un amendement de M. le sénateur Blavier ainsi conçu : « Le principe posé ne sera pas applicable aux chantiers et ateliers dans lesquels le patron travaille lui-même avec l'aide de trois ouvriers au plus. » (1) Combattu par le rapporteur M. Bardoux, il fut repris par M. Poirrier et voté le 5 décembre 1895 : « Elle n'est pas applicable aux patrons qui, pendant la période de la plus grande activité de leur industrie, n'emploient pas plus de cinq ouvriers. »

Le projet de 1896 supprimant ce paragraphe, M. Baudens revint à la charge et fit adopter un amendement qui est devenu le texte actuel. Il est sans doute plus restrictif ; il s'agit ici d'un simple ouvrier travaillant seul d'ordinaire, tandis que la rédaction de 1895 exonère les patrons occupant habituellement deux ou trois ouvriers ; cependant cette règle me paraît inadmissible, car ce sont les travailleurs de la petite industrie qui méritent le plus de protection, à cause de l'insolvabilité de leurs maîtres. L'avenir nous réserve une quantité de procès : on discutera sur le point de savoir si la collaboration est accidentelle, si l'ouvrier travaille seul d'ordinaire ; les tribunaux seront souverains juges de ces questions extrêmement délicates.

2^{me} EXCEPTION. Article 32. — « Il n'est point dérogé aux lois, ordonnances et règlements, concernant les pensions des ouvriers, apprentis et journaliers appartenant aux ateliers de la marine, et celles des ouvriers immatriculés des manufactures d'armes, dépendant du ministère de la guerre. »

Ces ouvriers, jouissant d'une législation spéciale, ne sont donc pas soumis à des prescriptions générales.

Il en est de même pour les inscrits maritimes, qui échappent à la loi, comme je l'ai dit déjà.

(1) Sénat 27 mars 1890. J.-O., P. 354.

CHAPITRE II

DES INDEMNITÉS

Le principe du risque professionnel admis, c'est-à-dire que l'ouvrier victime d'un accident du travail doit obtenir réparation de son patron, se pose une très grave question : Comment fixer les indemnités ?

Sous le régime du Code civil, le tribunal possède la plus entière liberté d'appréciation : il fixe les dommages adéquats au préjudice causé. En fait, les décisions sont souvent influencées par des considérations étrangères : le préjudice moral, la fortune de la victime et du chef d'entreprise. On remarque la tendance accentuée de nos juridictions civiles à favoriser l'ouvrier au détriment des compagnies d'assurances.

Arbitraire dans l'évaluation de l'indemnité accordée ; arbitraire aussi dans la détermination des ayants-droit au cas de mort de l'ouvrier : est admise à réclamer toute personne qui justifie d'un préjudice causé par l'accident.

Ce système a été soutenu dans les deux Chambres par des défenseurs émérites, jusque dans ces dernières années. M. Bérenger le trouvait bien supérieur au forfait qui change le magistrat en machine, l'obligeant à appliquer la tarification, sans avoir le droit d'y rien changer. Le juge ne se demande plus quel est le dommage, mais seulement quel est l'article du tarif qu'il faut appliquer. Le jugement est rendu d'avance et à l'aveugle. (1)

(1) Sénat 28 janv. 1896.

Ces arguments n'ébranlèrent pas le Sénat qui admit la fixité ; elle constitue du reste une conséquence du risque professionnel.

Le patron, avec le régime de droit commun, ne peut ni calculer, ni prévoir les réparations auxquelles il sera soumis et comment s'assurera-t-il dès lors ?

La réparation ne doit pas être intégrale non plus ; tous les risques étant couverts, la faute de l'ouvrier et les cas fortuits, il est juste de laisser au patron une certaine marge comme compensation. Le forfait est une compensation à la fois pour le maître et le travailleur, chacun gagne d'un côté ce qu'il perd de l'autre.

Les deux Chambres admirent assez facilement le principe de l'indemnité réglée d'avance, la lutte s'engagea sur la base à donner au tarif. La Chambre, dans son texte de 1893, établissait pour chaque catégorie d'incapacité une fixité absolue, tandis que le Sénat, en 1896, laissait au juge une certaine liberté d'appréciation, limitée par un maximum et un minimum.

Sur l'insistance de la Chambre, le Sénat abandonna son propre système et adopta le premier.

La réparation en France, fixe absolument en principe du moins, est accordée sous forme de rente. La pension assure la vie quotidienne de la victime et de sa famille ; la plupart du temps le capital serait dissipé et le travailleur impotent tomberait dans la misère.

Outre la pension à évaluer, la loi « met à la charge du chef d'entreprise les frais médicaux et pharmaceutiques et les frais funéraires. Ces derniers sont évalués à la somme de 100 francs au maximum. Quant aux frais médicaux et pharmaceutiques, si la victime a fait choix elle-même de son médecin, le chef d'entreprise ne peut être tenu que jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge de paix du canton, conformément aux tarifs adoptés dans chaque département pour l'assistance médicale gratuite ». Les dispositions de cet article 4 sont assez précises, il est inutile d'insister.

L'indemnité proprement dite, qui consiste en prestations périodiques, s'établit en fonction du salaire. Les conséquences d'un

accident sont tarifées à un certain taux qu'il importe de connaître exactement d'abord. Ce coefficient une fois établi, il reste à opérer un simple calcul pour évaluer et liquider la pension afférente à tel cas déterminé; encore la loi indique-t-elle les règles à suivre en ces matières. Nous avons ainsi deux problèmes à résoudre : 1^o Détermination du taux des indemnités; 2^o Liquidation de l'indemnité.

SECTION I. — Taux des Indemnités

L'article 3 de la loi qui établit le tarif, base de toute indemnité, fait deux grandes divisions parmi les personnes ayant droit à une pension. Les bénéficiaires varient suivant les deux hypothèses suivantes :

- 1^o L'accident n'entraîne pas la mort de la victime.
- 2^o L'accident entraîne la mort.

§ 1^o — L'accident n'entraîne pas la mort.

La victime elle-même a droit à l'indemnité.

Trois situations différentes se présenteront prévues par les alinéas, 2, 3, 4.

- A. *Incapacité absolue et permanente de travail.*
- B. *Incapacité permanente et partielle.*
- C. *Incapacité temporaire.*

A. *Incapacité absolue et permanente.* — « L'ouvrier ou l'employé a droit à une rente égale *aux deux tiers* de son salaire annuel. » art. 3 § 2.

La loi ne donne pas une définition de ce genre d'incapacité. Certaines rédactions antérieures avaient essayé de combler cette lacune; c'est ainsi que nous lisons dans le texte de 1893 : « sont considérées comme incapacités permanentes absolues de travail, la cécité, la perte complète de l'usage de deux membres ou toute infirmité incurable mettant la victime hors d'état de travailler et de pourvoir à sa subsistance. » Une formule analogue était insérée dans l'ar-

ticle 2 de la rédaction de 1888 qui ajoutait : « ou toute infirmité incurable qui rend le travailleur impotent. »

Cette définition n'apporte aucune lumière au juge et le législateur, qui s'en est rendu compte, a préféré laisser à l'appréciation du tribunal, qui s'éclairera par les rapports médicaux, l'examen de chaque fait.

Il faut différencier l'incapacité absolue de *tout* travail et l'incapacité absolue *du* travail professionnel de l'ouvrier.

La première se rencontre assez rarement ; le travailleur garde souvent, malgré son infirmité, la possibilité de gagner quelque modeste salaire, en exerçant une autre profession. Il semble résulter des débats parlementaires que la pension des deux tiers n'est réservée qu'à l'ouvrier incapable *de tout* travail.

Avec quelle prudence le tribunal devra rendre sa décision, pour ne léser ni le patron ni l'ouvrier, lorsqu'il décidera si ce dernier peut exercer un autre métier ou s'il est dans une incapacité totale !

Le chiffre fixe des deux tiers n'a pas été admis sans discussion. Ainsi, les projets votés en 1888 et en 1896 consacrent le même taux comme maximum, en permettant au juge de descendre jusqu'au tiers du salaire, il choisit le tarif entre ces deux limites ; d'après le texte de 1888, l'indemnité dans aucun cas ne pouvait être moindre de 400 francs par an pour les hommes ni de 250 francs pour les femmes. Le Sénat en 1890 abaissait la pension à la moitié du salaire comme dans l'hypothèse d'incapacité temporaire ; en 1895 il avait adopté la règle actuelle qu'il reprit, sur l'avis du rapporteur.

La loi allemande admet aussi le taux des deux tiers, tandis qu'en Autriche on a baissé un peu le quantum : la rente est égale à 60 % du salaire. En Angleterre, la victime touche une allocation hebdomadaire égale à la moitié du salaire hebdomadaire, dont le maximum est fixé à une livre sterling. En Italie, l'indemnité est d'une somme égale à cinq fois le salaire annuel sans être inférieure à 3,000 francs.

B. *Incapacité permanente et partielle.*— « La rente est égale à la

moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire. »

Cette fixation de la pension, admise déjà en 1890 et 1895, a subi des changements multiples dans le cours des discussions. Ainsi en 1897, la Chambre proposait une rente égale aux deux tiers de la réduction ; en 1896, avec le système du maximum et du minimum, la rente ne pouvait dépasser la moitié, ni descendre au dessous du $\frac{1}{4}$ de la réduction. Les rédactions de 1888 et 1893 ne fixaient pas de taux : elles ordonnaient simplement de diminuer l'indemnité des deux tiers, prévue plus haut, dans la proportion de la capacité de travail conservée.

Le coefficient adopté par la loi est d'une juste appréciation à l'égard du patron et de l'ouvrier : toutefois la règle admise en 1893 me paraît préférable car elle permettrait au tribunal de statuer en toute équité.

Le calcul de la rente sera très facile quand on connaîtra la réduction subie. Voici un ouvrier qui gagne 2000 francs par an ; à la suite d'un accident son salaire n'atteint plus que 500 francs. L'indemnité qu'il recevra sera égale à la moitié de 1500 francs perdus, soit 750 francs ; en somme il gagnera 1250 francs annuellement, soit 750 francs de perte.

Ce genre d'incapacité est plus fréquent que le premier ; il atteint l'ouvrier, soit qu'il abandonne son ancien travail pour une autre profession moins lucrative, soit que, restant dans la même industrie, son infirmité ne lui permette plus de toucher un salaire aussi élevé qu'autrefois.

Le tribunal a toute liberté dans l'appréciation de l'incapacité partielle. On a maintes fois proposé l'établissement d'un tableau des infirmités ou mutilations rangées en catégories : chacune serait affectée d'un coefficient par rapport à l'incapacité totale et permanente, qui aurait le coefficient 100. Une proposition de ce genre, faite à la séance du Sénat du 25 mars 1890, par M. Félix Martin, fut repoussée.

Il est impossible, sans consacrer les plus monstrueuses injustices, d'établir un coefficient spécial à toute infirmité. L'étude de chaque industrie ne suffirait pas, il faudrait examiner tous les

genres de travaux dans chaque métier et peser l'importance de telle infirmité sur telle branche de travail. Quelle énorme entreprise ! Le Conseil d'État, pas mieux que le Parlement, ne parviendrait à la réaliser.

L'Office impérial allemand distingue 12 catégories d'accidents ; il prévoit la perte d'une jambe (coefficient 75), la perte d'un bras (68), la perte de l'index de la main droite (15).

Mais comment comparer la perte d'une jambe chez un tailleur et chez un camionneur, la perte du pouce droit chez un typographe et chez un manoeuvre, l'affaiblissement de la vue chez un ouvrier d'art et chez un menuisier, la prédisposition au vertige chez un charpentier et chez un charron ? L'intervention du juge serait toujours nécessaire pour les hypothèses non prévues ; n'est-il pas préférable, dès lors, d'étendre cette influence du tribunal à tous les cas, en décidant que lui seul appréciera la capacité de travail restant à l'ouvrier : c'est le système admis par la loi française et avec raison.

C. Incapacité temporaire. — « Indemnité journalière égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident, si l'incapacité a duré plus de quatre jours et à partir du cinquième jour ».

Cette situation est la plus fréquente et la plus ordinaire. Elle peut se prolonger assez longtemps ; cependant l'ouvrier recouvre toujours son état de santé antérieur, il redevient aussi robuste, aussi fort, aussi valide.

Tous les textes, votés précédemment, ont admis ce taux de moitié du salaire, sauf quelques dérogations. Ainsi en 1896 l'indemnité peut varier entre la $\frac{1}{2}$ et le $\frac{1}{4}$ du salaire ; en 1893 et 1895 elle ne peut dépasser 3 fr. 50 et 2 fr. 50 en 1888.

La rédaction de 1890 distinguait l'incapacité temporaire, suivant qu'elle est absolue ou partielle. Celle-ci donnait droit à une indemnité égale à la moitié de la réduction subie par le salaire. La mention de cette incapacité partielle fut attaquée par M. Félix Martin qui la trouvait totalement ridicule. « Ce sont des bobos, des piqûres, des entailles au doigt ; le contre-maître dit à l'ouvrier :

faites ce que vous pourrez, il travaille moins bien, plus lentement mais il touche son salaire intégral » (1). L'honorable sénateur affirmait qu'il n'avait pas rencontré un seul cas de cette espèce, dans sa carrière de médecin de compagnies d'assurances, et que cette catégorie ne figure plus ni dans les polices ou tableaux des sociétés privées, ni dans les statistiques officielles. Cette distinction ayant disparu du texte actuel, il faut en conclure que toute incapacité de ce genre sera indemnisée, sans rechercher si elle est totale ou partielle. (2)

Il est à remarquer que l'indemnité est journalière, c'est-à-dire payable même les jours de chômage. Elle se trouve ainsi majorée d'un sixième et se rapproche sensiblement du taux de la rente prévue au paragraphe précédent.

§ 2. — L'accident entraîne la mort.

Certains représentants de la victime sont appelés, en cas de décès, à recevoir une indemnité. Après des tâtonnements sans fin, les deux Chambres se mirent d'accord pour faire croître la pension proportionnellement au nombre d'enfants laissés.

Cette manière de voir souleva de nombreuses réclamations.

On demanda d'abord que la famille ne reçût rien, ensuite que le tarif progressif essentiellement injuste et dangereux disparût. La profession industrielle a causé la mort d'un père de famille : que cet homme laisse un ou plusieurs enfants, le tort causé est toujours le même, la perte du salaire. L'industrie ne gagne pas davantage à occuper des célibataires ou des hommes mariés. Que lui importe ? La production seule l'intéresse ; donc qu'on donne une indemnité fixe et non progressive selon certaines règles. Quelles charges écrasantes grèveraient l'industrie ! On répondit qu'à l'heure actuelle les tribunaux ont la tendance nettement accusée de donner des indemnités variant avec la situation des familles.

(1) Sénat 6 février, 25 mars 1890, 5 juillet 1895. — (2) La loi italienne mentionne les deux espèces d'incapacité temporaire.

C'est vrai ; seulement comme le principe est la faute délictuelle, dans un grand nombre de cas le patron est exempt, maintenant il devra payer dans tous les accidents. Malgré ces récriminations, les Chambres sans trop de lutte acceptèrent le principe forfaitaire et progressif. Et c'est justice ; l'industrie qui a privé la famille de son chef doit se charger des obligations qu'il avait à remplir envers elle. C'est bien l'application de ce principe qui est consacrée, puisque la totalité des rentes n'atteint jamais le taux des deux tiers, donné en cas d'incapacité permanente absolue. Cette dernière situation est très lourde pour la famille qui doit nourrir et soigner son chef devenu invalide.

La loi prévoit trois catégories de représentants :

A. *Le conjoint.* *

B. *Les enfants.*

C. *Les ascendants.*

A. Le Conjoint. — « Une rente viagère égale à 20 % du salaire est allouée au conjoint survivant, non divorcé ou séparé de corps, à la condition que le mariage ait été contracté avant l'accident. » (art. 3 § 6).

Le texte de 1893 n'excluait que l'époux contre lequel avait été prononcé le divorce ou la séparation. Cette disposition fut reprise à titre d'amendement, lors de la dernière discussion de la loi, mais repoussée (1).

La rente cesse, si le conjoint se remarie ; « il lui est alloué dans ce cas le triple de la rente à titre d'indemnité totale. »

Règle sage ; la veuve qui se remarie n'a plus besoin du secours qui correspondait au salaire de son premier mari ; il serait même bizarre de faire vivre le ménage d'une pension représentant le salaire du mari défunt.

Et qu'arriverait-il si la pension n'était pas retirée ?

Une veuve pensionnée se remarie avec un ouvrier ; son second mari tué, elle a droit à une nouvelle rente. Si le hasard permet que,

(1) Art. 6, loi du 23 avril : « La pension n'est jamais acquise à la femme divorcée ou contre laquelle a été prononcée la séparation ».

se remariant une troisième et une quatrième fois, elle ait successivement ses maris tués dans des accidents, elle cumulerait ainsi trois ou quatre pensions sans la disposition de l'article 3 § 7. Une pareille situation serait rare, je l'avoue, mais elle est possible.

L'article 6 de la loi du 23 avril 1898 contient des règles différentes : la femme remariée continue de toucher son indemnité. Si elle redevient veuve, elle ne peut prétendre, du chef de son second mari, à une nouvelle pension, à moins qu'elle ne renonce à celle dont elle jouissait déjà. Bien plus, la femme a droit aussi à une pension lorsque le mari est mort en possession de sa rente personnelle, tandis que, dans la loi du 9 avril, c'est en cas de mort de la victime, par suite de l'accident, que le droit à indemnité prend naissance sur la tête du conjoint. La pension donnée au mari n'est point continuée à l'époux survivant, sauf dans l'hypothèse de l'article 19.

Si la mort survient avant 3 ans, depuis le règlement de l'indemnité, on pourra considérer qu'elle a été entraînée par l'accident et pensionner l'époux ; mais alors la rente ressort de la mort et n'est point une continuation de celle du mari, comme dans la loi du 23 avril.

Les législations allemande et autrichienne appliquent les mêmes taux de 20 % du salaire à la veuve et du triple de la rente en cas de deuxième mariage.

B. Les Enfants. — Ici la rente accordée est *temporaire et viagère* ; elle cesse à partir de l'âge de seize ans. La loi assimile les enfants légitimes et naturels reconnus avant l'accident. Cette égalité très logique ne constitue nullement une contradiction avec les règles successorales relatives aux enfants naturels. La pension est moins une hérédité recueillie qu'une équivalence du salaire, gagné par le père de son vivant, et qui servait à nourrir tous les enfants sans distinction.

La quotité de l'allocation varie, suivant qu'on se trouve en face d'orphelins de père *ou* de mère, ou orphelins de père *et* de mère.

Pour les premiers « la rente est calculée sur le salaire annuel

de la victime, à raison de 15 % de ce salaire s'il n'y a qu'un enfant, de 25 % s'il y en a deux, de 35 % s'il y en a trois et de 40 % s'il y en a quatre ou un plus grand nombre. »

Pour les seconds « la rente est portée pour chacun d'eux à 20 % du salaire ». Si le nombre des ayant droit diminue par décès ou par la majorité de 16 ans il n'y a jamais lieu à réversibilité de leur part sur les autres. (1)

« L'ensemble de ces rentes ne peut, dans le premier cas, dépasser 40 % du salaire, ni 60 % dans le second. »

Il est difficile de concevoir une rédaction plus défectueuse. Nous savons déjà que le taux de 40 % est le chiffre maximum donné aux enfants de la première catégorie, qu'ils soient quatre ou un plus grand nombre.

Que faut-il entendre par enfants orphelins de père *et* de mère ? Un veuf avec enfants se remarie ; à sa mort, les enfants du premier lit sont-ils des orphelins complets ? Oui semble-t-il ; il n'existe aucun des auteurs de leurs jours. Cependant avec cette conception on obtient un résultat totalement contraire à l'esprit de la loi.

Le législateur veut que la pension accordée aux représentants de la victime ne dépasse jamais 60 % du salaire. La victime, atteinte d'incapacité totale permanente, touche une indemnité des deux tiers, soit 66 1/2 %. Si le maximum est de 66 1/2 % la victime étant vivante, on ne peut raisonnablement supposer que les ayant droit touchent une somme supérieure après la mort de leur auteur. C'est ce qui se produit par le calcul suivant :

Un veuf remarié laisse 4 enfants. Orphelins, d'après la définition donnée, de la seconde catégorie, leur rente s'élève jusqu'à 60 %. La deuxième femme de l'ouvrier touche 20 % ; $60 - \frac{1}{2} \times 20 = 80$ %. Le mari vivant incapable n'avait que 66 1/2 % ; lui disparu, ses ayant droit réalisent 80 %. Une telle solution est inadmissible.

Nécessité dès lors d'abaisser le quantum des orphelins à 40 % car le droit de la mère paraît intangible ; et nous faisons alors

(1) La réversibilité existe pour les pensions accordées aux enfants des marins (art. 17).

tomber ces enfants dans la première catégorie, cause de lésion pour eux.

La solution la plus sage serait de réduire proportionnellement la pension de la veuve et celle des enfants ; mais le texte n'en dit rien, alors qu'il ordonne cette réduction spécialement dans le paragraphe C. Je crois que l'idée de la loi est de sacrifier les enfants ; je tire cet argument de l'article 4 du projet voté en 1888 ainsi conçu : « L'ensemble des rentes, accordées aux enfants, ne pourra dans aucun cas dépasser 40 % du salaire moyen s'il y a une veuve, ni 50 % s'il n'y a que des enfants. » Le législateur de 1898 a dû consacrer cette disposition implicitement, après avoir adopté les mêmes coefficients d'indemnité.

La loi a voulu certainement la distinction suivante : ou bien l'ouvrier laisse un conjoint ou il n'en laisse pas. Au premier cas s'applique la disposition concernant les orphelins de père *ou* de mère ; au second celle relative aux orphelins de père *et* de mère.

Chaque enfant touche 15 % du salaire de son père, en Allemagne ; l'ensemble des rentes ne doit pas dépasser 60 % du salaire.

C. Les ascendants et descendants autres que les enfants. — « Si la victime n'a ni conjoint ni enfant dans les termes des paragraphes A et B, chacun des ascendants et des descendants qui était à sa charge recevra une rente viagère pour les ascendants et payable jusqu'à 16 ans pour les descendants. Cette rente sera égale à 10 % du salaire annuel, sans que le montant total des rentes allouées puisse dépasser 30 %. » (Art. 3 § C).

L'indemnité en principe est refusée à cette catégorie d'ayant droit. Pour qu'ils soient appelés, il faut la réunion de deux conditions :

1° Absence de conjoint ou présence d'un conjoint divorcé ou séparé de corps ; absence d'enfants légitimes ou naturels ou présence d'enfants âgés de 16 ans.

2° Les représentants doivent être à la charge de la victime au moment de la mort.

Le tribunal devra apprécier les hypothèses où l'on peut dire que

la victime « avait la charge de ses père et mère ». Les conditions d'indigence seront examinées par le juge qui statuera en pleine liberté.

Tout ayant droit jouit d'une rente égale à 10 % du salaire sans que le montant total dépasse 30 %; chacune des rentes prévues est réduite proportionnellement, le cas échéant.

Au cas de décès de la victime, les ayant droit en Angleterre et en Italie reçoivent une somme et non une rente. Elle est égale au montant du salaire des trois dernières années, sans être inférieure à 150 ni supérieure à 300 livres sterlings, d'après la législation britannique, et en Italie elle est de 5 fois le salaire.

SECTION II. — Liquidation des indemnités.

Le coefficient relatif à chaque incapacité étant connu, il faut procéder à l'évaluation de la rente due dans tel cas précis et à son paiement. Cette liquidation comprend :

- 1° La détermination du salaire de la victime ;
- 2° La constitution de la rente.

§ 1. — Détermination du salaire.

Il est indispensable de connaître d'une façon précise le salaire de la victime, puisque l'indemnité est établie par rapport à lui. La loi distingue le salaire annuel et le salaire quotidien, mais elle ne fournit des éléments de calcul que pour le premier.

Tous les projets votés, sauf celui de 1896, se sont occupés de cette délicate question. On suivit successivement trois procédés d'évaluation.

a. Calcul du salaire annuel d'après le salaire quotidien. Les propositions qui adoptaient cette manière d'agir avaient le grave défaut de ne contenir aucune règle établissant le gain journalier.

b. Système inverse ; le salaire quotidien est déduit du produit annuel.

c. Séparation des deux salaires, avec mode de calcul différent pour chacun.

L'article 10 ne prévoit que l'estimation du gain annuel. Il ne faut pas conclure que l'allocation journalière sera la 365^{me} partie du total obtenu ; certaine rédaction antérieure proposait cette opération arithmétique et si le législateur ne la mentionne pas c'est qu'il a voulu manifestement la rejeter. Le salaire « touché au moment de l'accident », qui servira de base à l'indemnité quotidienne, sera donc estimé par le juge en toute liberté.

La loi prévoit trois hypothèses bien distinctes qui semblent comprendre tous les cas.

1^o *L'ouvrier est depuis plus d'un an dans l'usine.*

2^o *L'ouvrier est dans l'usine depuis moins d'un an.*

3^o *Il s'agit d'un ouvrier occupé dans une industrie où le travail n'est pas continu.*

1^{re} *Hypothèse.* — « Le salaire servant de base à la fixation des rentes s'entend, pour l'ouvrier occupé dans l'entreprise pendant les douze mois écoulés avant l'accident, de la rémunération effective qui lui a été allouée pendant ce temps, soit en argent, soit en nature. » Article 10 § 1.

Tous les profits accessoires au gain, ordinairement fixe, du travailleur seront comptés : ainsi les jours et heures supplémentaires, payés plus cher en général, les primes accordées aux chauffeurs et aux ouvriers pour économie de charbon, d'huile et de matière première, les commissions sur ventes, en un mot, tous les surplus qui n'ont pas le caractère de gratifications volontaires du patron et sont donnés parce que le travailleur y a droit.

Pour la rémunération « en nature », comprenant fournitures d'habits, d'aliments, de charbon, etc., le juge appréciera la valeur moyenne de ces prestations et l'ajoutera à la somme totale d'argent reçue. Il devra s'assurer qu'il s'agit bien de prestations servant de salaire et non de simples cadeaux, accordés par le patron à ses employés.

2^e *Hypothèse.* — « Pour les ouvriers occupés pendant moins de

douze mois avant l'accident, (le salaire) doit s'entendre de la rémunération effective qu'ils ont reçue depuis leur entrée dans l'entreprise, augmentée de la rémunération moyenne qu'ont reçue, pendant la période nécessaire pour compléter les douze mois, les ouvriers de la même catégorie. »

M. Félix Martin a critiqué cette expression. « S'il y a cinq cents ou mille travailleurs de la même catégorie, vous prendrez une moyenne qui constituera une perte sèche pour les bons ouvriers et un avantage pour les mauvais. » (1) Mais qu'importe les petites injustices commises dans le détail ? La règle est pleine de bon sens. Puisqu'on se trouve dans la nécessité de créer un salaire fictif, il n'est pas de meilleur système. Le projet de 1888 disait « que le salaire annuel s'entendrait d'une somme égale à 300 fois le gain quotidien moyen des jours pendant lesquels l'ouvrier a travaillé » ; il ne tenait ainsi aucun compte des fluctuations du salaire suivant les époques de l'année et aurait consacré de criantes inégalités. Le procédé actuel était déjà consacré dans les textes de 1893, 1895 et 1897.

3^e Hypothèse. — Travail non continu. « Si le travail n'est pas continu, le salaire annuel est calculé tant d'après la rémunération reçue pendant la période d'activité que d'après le gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année. »

Le texte de 1897 disait « pour les industries dans lesquelles le travail n'est pas continu » ; la formule de la loi est plus générale quant à sa portée et comprend aussi bien les chômages exceptionnels de tout travail que les industries non continues régulièrement, visées exclusivement par la rédaction de 1897.

Est-ce tout ? La loi prévoit le cas où un accident atteint un apprenti ou un ouvrier âgé de moins de 16 ans. N'accordera-t-on aucune indemnité au premier qui n'a pas de salaire ? Ce serait injuste. Donnera-t-on au jeune ouvrier une pension calculée d'après la modique rémunération qu'il reçoit ? Elle serait dérisoire. Le législateur, en présence de ces situations, décide que le

(1) Sénat 28 octobre 1895. J.-O., P. 870.

salaire qui servira de base à la fixation de l'indemnité... ne sera pas inférieur au salaire le plus bas des ouvriers valides de la même catégorie occupés dans l'entreprise. (art. 8).

A la séance du 4 mars 1898, M. le sénateur de Marcère montra quel inconvénient pratique l'assimilation du jeune ouvrier à un ouvrier valide produirait, en matière d'indemnité temporaire. « Voici un enfant qui gagne 1 fr. ou 1 fr. 50. L'ouvrier sur lequel on va se baser gagne 4 francs. Comme la loi accorde 50 % du salaire pour allocation temporaire, l'enfant touchera 2 francs soit 0,50 ou 1 fr. de plus que son salaire. Un tel résultat n'encourait-il pas l'enfant à prolonger son incapacité temporaire ? » C'est à la suite de ces observations que fut inséré et voté le deuxième paragraphe de l'article 8 ainsi conçu : « dans le cas d'incapacité temporaire, l'indemnité de l'ouvrier âgé de moins de seize ans ne pourra pas dépasser le montant de son salaire. »

L'apprenti n'étant point nommé, il reste sous la règle favorable du premier paragraphe, assimilé à l'ouvrier valide ; alors qu'il n'a aucun salaire, il touchera une allocation supérieure à celle du jeune ouvrier. Cette différence de traitement est inexplicable, mais elle résulte des termes de la loi.

Le législateur pour l'éviter aurait du fixer pour l'apprenti un taux fixe d'allocation temporaire 1 fr. ou 1 fr. 50 ; et l'objection de M. le Ministre du commerce, faisant remarquer qu'on ne pouvait appliquer le paragraphe 2 à l'apprenti parce qu'il n'avait pas de salaire et dès lors ne toucherait rien, n'avait plus de valeur.

§ 2. — Du Mode de constitution des rentes.

« Le versement du capital représentatif des pensions allouées en vertu de la présente loi ne peut être exigé des débiteurs. » (Article 28 1°).

C'est une des plus importantes règles de la loi. Les textes de 1893 et 1897 ordonnaient la constitution du capital, tandis que celui de 1888 ne l'exigeait que sur la demande des intéressés.

Les projets de 1890 et 1896 par leur silence semblaient laisser

toute latitude au juge sur cette grave question. Quant à l'idée du législateur de 1895 elle est un peu confuse. De l'article 26, qui ordonne le paiement du capital dans certaines hypothèses, il résulte qu'en principe ce paiement n'était point ordonné.

La loi ne laisse plus d'hésitation possible par son texte catégorique et précis. Le Sénat a voté cet article 28, sous l'influence de sa commission qui dénonçait les graves inconvénients produits par le système de la capitalisation, l'entassement dans la caisse de l'État d'une masse énorme de capitaux improductifs. Le rapporteur calculait qu'en 10 ans la caisse entasserait 500 millions, 900 millions en 20 ans et qu'après 50 ans elle aurait une somme de 1700 millions.

Avec la formule citée, le tribunal ne pourrait pas ordonner le versement du capital : il violerait la loi et le jugement serait cassé.

Toute règle a ses exceptions et l'article 28 nous en donne lui-même une double série.

1^{re} Exception, alinéa 2. « Toutefois, les débiteurs qui désireront se libérer en une fois pourront verser le capital représentatif de ces pensions à la Caisse nationale des retraites, qui établira à cet effet, dans les six mois de la promulgation de la loi, un tarif tenant compte de la mortalité des victimes d'accidents et de leurs ayant droit. »

Il était vraiment inutile de voter ce paragraphe. Puisque l'exemption de la constitution du capital est une faveur, l'intéressé a toujours la faculté de la refuser, et si l'industriel consent à abandonner une somme assez forte, qu'on le laisse libre. Ainsi le versement aura lieu si le patron le veut : *il est facultatif*.

Dans la deuxième exception *le versement s'impose*.

Article 28 § 3 : « Lorsqu'un chef d'entreprise cesse son industrie, soit volontairement, soit par décès, liquidation judiciaire ou faillite, soit par cession d'établissement, le capital représentatif des pensions à sa charge devient exigible de plein droit, et sera versé à la Caisse nationale des retraites. Ce capital sera déterminé au jour de son exigibilité, d'après le tarif visé au paragraphe précédent. »

La Caisse produira à la faillite pour la somme indiquée et sera payée au marc le franc, comme les autres créances chirographaires, car cette créance n'est garantie par aucun privilège.

Au cas de cession d'établissement, ce sera souvent une cause de gêne considérable que la consignation de cette somme ; aussi la loi, dont le but est d'assurer le paiement de la pension en grevant le moins possible l'industrie, permet-elle d'exonérer le chef d'entreprise ou ses ayant droit de ce versement, s'ils fournissent des garanties qui sont déterminées par le décret du 28 février 1899. Cette dernière faveur donnera certaines facilités très appréciables à l'industrie, sans compromettre les intérêts des victimes ou de la caisse de garantie.

Le système allemand n'exige pas la constitution du capital ; la loi autrichienne au contraire l'a adoptée, ainsi que notre loi sur les accidents des marins (Art. 14).



CHAPITRE III

DÉROGATIONS AUX RÈGLES PRÉCÉDENTES

Des dispositions légales relatives à l'indemnité il résulte que cette indemnité est 1^o invariablement fixée dans chaque espèce, 2^o donnée sous forme d'allocations périodiques, 3^o non réversible de la tête du bénéficiaire sur la tête d'une autre personne, 4^o servie par le patron.

La loi, pour des motifs divers, a consacré elle-même des exceptions très importantes à ces quatre règles, qui constituent en somme le droit commun. C'est ainsi que le législateur admet des variations dans le taux de l'indemnité, le remplacement de la pension totale ou partielle par un capital, la réversion de la rente, l'exonération pour le patron de payer certains frais et allocations.

L'étude de chacune de ces dérogations fait l'objet d'une section.

SECTION I. — Variation du taux de l'indemnité

Elle a lieu dans trois cas ; à raison :

- A. *De la cause de l'accident ;*
- B. *De la nationalité de la victime ;*
- C. *De l'élévation du salaire.*

A. *Accident dû à une faute lourde.* — Le Sénat, à deux reprises, avait voté l'application du droit commun. Le projet de 1888, à l'imitation des législations allemande et autrichienne, ne disait

rien de la faute grossière ; elle était donc garantie comme la faute légère ou le cas fortuit.

La loi actuelle prend un moyen terme entre la protection totale de cette faute et le système du Sénat, en décidant que l'indemnité de l'article 3 sera diminuée ou augmentée, sans la supprimer entièrement ni la laisser dépasser un maximum.

« Le tribunal a le droit, s'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, de diminuer la pension fixée au titre premier de la loi. Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à la faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est substitués dans la direction, l'indemnité pourra être majorée, mais sans que la rente ou le total des rentes allouées puisse dépasser soit la réduction, soit le montant du salaire annuel. » (Art. 20).

Ce système est essentiellement injuste, car d'un côté le patron n'est pas tenu à l'infini, tandis que l'ouvrier peut n'obtenir aucune indemnité en fait. « Lorsque la faute vous paraîtra trop lourde, trop inexcusable, dit le rapporteur au Sénat, sans doute vous ne supprimerez pas toute l'indemnité mais vous pourrez la ramener au chiffre le plus bas possible, fût-ce un franc, vous ne prononcerez qu'un franc d'indemnité. » (1)

Vingt sous de rente par an, autant dire que l'ouvrier perd son droit ! Le chef d'industrie est moins tenu, puisqu'il pourra ne pas répondre de tout le dommage. Voici un ouvrier de 16 ans, victime d'un accident dû au patron ; impotent pour jamais, ce malheureux touchera, comme rente journalière, les 2 fr. 50 qu'il gagnait. C'est une perte pour lui, l'obtention entière de son salaire ne l'indemnise pas du préjudice subi ; à l'âge fort il aurait gagné six ou sept francs quotidiennement pendant 25 ans de suite ! Aussi proposa-t-on, lors de la dernière discussion, de conserver l'application de l'article 1382 à la faute personnelle du patron.

Un amendement, présenté en ce sens par M. Grivard, fut repoussé. M. Aucoin, dans le but de rétablir l'égalité entre le patron et le travailleur, traités différemment, demandait que la pension

(1) Séance du 4 mars 1898.

de l'ouvrier fautif fût toujours fixée au quart du tarif ordinaire, c'était un forfait évitant l'arbitraire du juge ; sa proposition fut rejetée, sur l'intervention du rapporteur.

L'expression de la loi « la faute du patron ou de ceux qu'il s'est substitués dans la direction » est à remarquer. La formule du texte de 1897 disant « ou de ses préposés » était trop large ; en effet, les ouvriers, les contre-maîtres sont des préposés : que leur imprudence retombe sur le patron ce serait vraiment excessif ; celui-ci, malgré une surveillance parfaite, doit laisser la liberté au travailleur et ne pas arrêter son activité. Les ouvriers entre eux seront plus prudents s'ils savent que le patron ne garantit pas le blessé contre la faute de son camarade.

Les « substitués dans la direction » ce sont des personnes qui jouissent d'une parcelle d'autorité, d'une certaine indépendance : les chefs d'industrie, l'ingénieur d'une mine, les chefs de gare.

Chargés de diriger un travail, une manœuvre, ils opèrent à leur guise sous leur responsabilité ; le patron exige moins de ces employés telle façon de procéder dans le travail que le succès final : affaire à eux d'agir, pourvu qu'ils aboutissent.

L'amendement de M. Grivard distinguait entre la faute de ces préposés et la faute personnelle du patron, appliquant à la première la disposition actuelle et réservant pour la seconde la réparation intégrale du droit commun. Cette distinction était très sensée ; si le législateur ne l'a pas consacrée, les juges en tiendront certainement compte dans les questions de fait qui leur seront soumises.

La loi dit « l'indemnité ne pourra dépasser », c'est-à-dire que le tribunal aura un champ d'appréciation assez vaste entre le quantum de l'article 3 et le maximum de l'article 20.

Pour l'incapacité partielle nous savons que la rente est égale à la moitié de la réduction ; elle pourra varier de la moitié à la totalité de cette réduction, en somme la victime retrouvera un gain équivalent à son salaire antérieur.

Dans l'incapacité totale, la pension qui est des deux tiers pourra atteindre les *trois tiers* du salaire.

En cas de décès, l'indemnité de la femme, au lieu d'être du $\frac{1}{5}$ du salaire, peut monter jusqu'à 100 %; mais elle n'obtiendra jamais pareille somme car elle aurait autant que son mari impotent qui doit nourrir et entretenir sa famille.

Pour les enfants, même taux de 100 % au lieu de 60 %. Au cas de concours d'un conjoint et d'enfants, la majoration profitera à chacun individuellement.

Dans l'incapacité temporaire, le blessé touchera son salaire entier; pour les soins médicaux, ils restent sous la règle générale.

B. *La victime est de nationalité étrangère.* — En principe l'ouvrier étranger, atteint d'un accident, est indemnisé de la même manière que le travailleur français. Cependant « s'il abandonne le territoire, il reçoit pour toute rémunération une somme égale à trois fois la rente qui lui avait été allouée. » (Art. 3, ali. 4). Le pensionné français peut résider où bon lui semble, en France ou dans une nation quelconque, sans être privé de sa rente. Cet abandon du territoire est assimilé au mariage du conjoint.

Les représentants du travailleur étranger, femme, enfants, ascendants, doivent, pour être indemnisés, résider en France au moment de l'accident, condition qui n'est point exigée quand il s'agit d'une victime de notre nationalité.

Supposons que certains ayant droit résident sur le territoire français et d'autres à l'étranger. Pour calculer la part qui revient aux premiers, devra-t-on tenir compte du nombre total des représentants? Un travailleur italien a quatre enfants dont un seul en France, ce privilégié touchera-t-il 15 % ou seulement 10 % du salaire? Il me semble qu'on devra lui accorder 10 %. L'article 3 paragraphe B. prévoit une situation analogue; quand il établit le taux relatif à chaque enfant il compte le nombre d'enfants, mineurs de 16 ans ou majeurs. Ici nous devons compter aussi le nombre d'enfants, ayant droit ou non, pour déterminer le taux qui sera établi: ils sont quatre, le quantum sera de 10 %. Les représentants qui abandonnent le territoire perdront leur pension moyennant l'obtention d'une somme triple.

C. Ouvriers et employés à salaires et traitements élevés. — « Les ouvriers et employés dont le salaire annuel dépasse 2400 francs ne bénéficient des dispositions de la loi que jusqu'à concurrence de cette somme. Pour le surplus, ils n'ont droit qu'au quart des rentes ou indemnités stipulées, à moins de conventions contraires quant au chiffre de la quotité » (Article 2).

D'après cette disposition, le gain doit être divisé intellectuellement en deux parts, chacune ayant son coefficient. En combinant les articles 2 et 3 nous obtenons le taux suivant :

a. Incapacité permanente totale : 2400 francs (première portion) taux des $\frac{2}{3}$, le surplus au taux de $\frac{1}{6}$ (c'est-à-dire le $\frac{1}{4}$ des $\frac{2}{3}$).

b. Incapacité partielle : 1^{re} part (2400) rente égale à la $\frac{1}{2}$ de la réduction, le surplus rente égale au $\frac{1}{8}$ de la réduction.

c. Indemnité temporaire : 1^{re} part 2400 $\frac{1}{2}$ du gain quotidien, 2^{me} part $\frac{1}{8}$ du gain.

Exemple : Un ouvrier gagne 5000 francs par an ; sa rente sera :

$$\begin{array}{rcl}
 a. \text{ 1}^{\text{re}} \text{ part :} & 2400 \text{ à } \frac{2}{3} & = 1600^{\text{fr.}} \text{ »} \\
 \text{2}^{\text{me}} \text{ part } (5000 - 2400) & 2600 \text{ à } \frac{1}{6} & = \underline{433 \text{ } 33} \\
 \text{TOTAL.} & & 2033^{\text{fr.}} 33
 \end{array}$$

b. Le salaire a subi une réduction de 4000 francs ; l'ouvrier ne gagne plus que 1000 francs.

Sa rente se calculera d'après le coefficient de $\frac{1}{2}$ sur 2400. $1200^{\text{fr.}}$
 et d'après le coefficient $\frac{1}{8}$ sur le surplus (4000—2400) $1600.$ $\underline{200}$
 TOTAL. $1400^{\text{fr.}}$

c. Le gain de l'ouvrier, à raison de 5000 francs, donne 20 francs par jour, tandis que le salaire journalier d'un ouvrier gagnant 2400 ne s'élève qu'à 8 francs.

L'allocation journalière à servir sera de la $\frac{1}{2}$ de 8 fr. $= 4^{\text{fr.}} \text{ »}$
 et du $\frac{1}{8}$ de la deuxième portion 12 fr. $= \underline{1 \text{ } 50}$
 TOTAL $5^{\text{fr.}} 50$

Ces calculs matériels prouvent que les ouvriers supérieurs sont sacrifiés. Le législateur apporte un remède à cet inconvénient en

déclarant valables les conventions contraires intervenues : les rentes pourront être majorées sur l'entente des parties, soit par l'extension du taux ordinaire au surplus de 2400 francs, soit par l'application à ce surplus d'un coefficient spécial. Au lieu du tarif des deux tiers, de la moitié, du sixième, du huitième, les intéressés décideront de taxer la deuxième portion du salaire d'un tarif des $\frac{4}{5}$ des $\frac{9}{10}$ ou des $\frac{2}{5}$.

Ce genre de convention ne sera point rare : les ouvriers à salaire élevé dictent au patron les conditions de l'embauchage plutôt qu'ils ne les supportent ; à leur entrée dans l'usine, ils auront soin de stipuler un régime de faveur par écrit, afin d'éviter toute discussion au moment de l'accident. Les employés à 200 francs par mois sont plus nombreux ; mais, leur occupation dans la fabrique ne les soumettant pas à la fréquence des accidents, le patron ne refusera pas de les engager avec le même régime de faveur. Du reste, il contractera une assurance de garantie à cet effet. Comme le risque est faible, la prime sera légère, et le chef d'industrie à ce prix n'hésitera jamais à garder un employé sérieux.

De ces trois hypothèses de variation dans le taux de l'indemnité, la première est la plus raisonnable. Le patron sera poussé à prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter les accidents, afin de ne point se voir poursuivre comme coupable ; l'ouvrier se tiendra sur ses gardes, dans la crainte de ne toucher qu'une faible indemnité, si l'on prouve son irréflexion ou sa trop grande légèreté : le nombre des malheurs n'augmentera pas.

Quant à la disposition favorisant dans certains cas le chef d'industrie, qui emploie des ouvriers étrangers, n'encouragera-t-elle pas l'embauchage de ces travailleurs qui viendront faire concurrence à nos nationaux ? L'avenir nous répondra.

SECTION II. — Paiement de l'indemnité en capital.

Le législateur a constitué l'indemnité sous forme de rente, dans l'intérêt de la victime et de l'industrie. Si cet intérêt réclame parfois le versement d'un capital, la loi s'y opposera-t-elle ? Non,

elle permet à l'industriel de racheter la rente, quand elle ne s'élève pas au dessus d'un certain chiffre, et à l'ouvrier de se faire allouer une partie de son indemnité sous forme de capital.

Le travailleur, à l'aide d'une somme à lui payée, peut fonder un petit commerce, acheter une petite propriété rurale qui lui augmentera ses moyens de subsistance. Jouissant d'un reste de validité, sans pouvoir continuer son métier, il pourra occuper ses loisirs, exercer son activité, au lieu de languir dans une oisiveté malsaine à la santé.

L'attribution d'un capital à la victime a été particulièrement discutée au Sénat. « J'estime qu'on nourrit, en France, d'étranges illusions sur la valeur et l'utilité de la rente viagère, dit M. Maze. Je pense qu'elle ne doit être qu'une étape dans le développement des institutions de prévoyance et qu'il y a quelque chose de très supérieur à elle : c'est la constitution, dans tous les cas où cela est possible, d'un petit pécule en faveur des humbles, en faveur de l'ouvrier et du modeste employé. » (1)

Le législateur a décidé en principe cette conversion de la rente en capital, mais partielle seulement, afin de conserver à l'ouvrier, qui dévorerait ce petit patrimoine, une pension suffisante pour qu'il ne tombe pas dans la misère.

Dans quelles conditions et suivant quel mode va se faire cette opération ? « Lors du règlement définitif de la rente viagère, après le délai de révision prévu par l'article 19, la victime peut demander que le quart au plus du capital nécessaire à l'établissement de cette rente, calculé d'après les tarifs dressés pour les victimes d'accidents par la Caisse des retraites pour la vieillesse, lui soit attribué en espèces. » (Art. 9).

La somme accordée ne dépassera jamais le quart du capital, elle sera inférieure ou égale. Le juge donnera le 1/4, le 1/8, le 1/6, selon le degré de capacité qu'il appréciera chez la victime.

La conversion est demandée, après l'expiration du délai de révision et non simplement lors du règlement de l'indemnité, comme

(1) Sénat, 12 Mai 1890, J. O. P. 409.

le disait la rédaction de 1897, c'est-à-dire trois ans plus tard. C'est pour éviter des discussions, au cas où l'indemnité serait diminuée ou augmentée ; le calcul est définitif une fois les trois ans écoulés et la conversion deviendra inattaquable.

La loi ne donne à la victime qu'une simple faveur : sa demande est obligatoirement soumise au tribunal qui, en Chambre du Conseil, statue en toute liberté. M. Waddington réclama le premier cette intervention forcée du juge qui, dès le début, était simplement possible. Le juge pèsera l'opportunité de cette faveur, en tenant compte de la valeur morale de la victime, de ses habitudes et de son intérêt.

La loi, dans l'article 21 § 2, permet en outre de racheter, par le paiement d'un capital, la pension de la femme et les rentes inférieures à 100 francs.

Ainsi nous avons trois hypothèses où l'indemnité peut être accordée sous forme de capital.

En thèse générale, « les parties peuvent toujours, après détermination du chiffre de l'indemnité due à la victime de l'accident, décider que le service de la pension sera suspendu et remplacé, tant que l'accord subsistera, par tout autre mode de réparation. »

Les intérêts de l'ouvrier et du patron ne craignent pas d'être compromis, puisque ce mode de réparation est toujours temporaire et révocable *ad nutum* : que l'un des intéressés refuse d'exécuter la convention et elle est annulée.

Il ne faut pas confondre le paiement de l'indemnité en capital et la consignation du capital nécessaire à la rente, prévue par l'article 28. Cet article est relatif au mode de liquidation de la pension, tandis que dans notre hypothèse il s'agit de l'indemnité elle-même qui est acquittée partie en capital, partie en arrérages fixes.

SECTION III. — Réversion de la rente.

La pension de la victime étant viagère, à son décès sa famille peut rester sans la moindre ressource. Si la mort est une suite de

l'accident et qu'elle survienne moins de trois ans après le règlement de l'indemnité, les représentants pourront obtenir une rente; très souvent la mort n'arrive que plusieurs années après l'événement et les ayant droit sont, dès lors, dépourvus de tout secours.

Le législateur a pensé qu'il était bon de permettre au titulaire de renoncer à une partie de sa pension, à condition qu'elle ne s'éteigne pas à son décès.

« La victime peut demander que le capital (nécessaire à l'établissement de la rente viagère) serve à constituer sur sa tête une rente viagère réversible, pour moitié au plus, sur la tête de son conjoint. Dans ce cas, la rente viagère sera diminuée de façon qu'il ne résulte de la réversibilité aucune augmentation de charges pour le chef d'entreprises » (Article 9 § 2).

La réversion n'est pas un droit pour la victime : le tribunal doit intervenir obligatoirement pour apprécier l'utilité de la demande et l'opportunité de la mesure. Elle ne porte que sur la moitié du capital où sur les 3/8, (c'est-à-dire sur la moitié du capital réduit du quart) lorsque la conversion est admise. Le chef d'entreprise ne sera jamais lésé puisque la loi ordonne qu'aucune augmentation de charges ne résulte pour lui. Le conjoint seul profite de cette faveur et non les ayant droit, comme dans le texte de 1890. J'ai déjà dit que la réversion est admise pour les enfants dans la loi du 23 avril 1898 ; ici elle n'existe qu'à titre d'exception unique et il ne serait point permis de l'étendre à des représentants de l'ouvrier autres que le conjoint.

SECTION IV. — Exonération pour le patron du paiement de certaines charges

La loi allemande, pendant les treize premières semaines d'incapacité, laisse l'indemnité à la charge des caisses de maladies. L'assurance de la maladie est, dans cette nation, le corollaire de l'assurance-accident : elles forment « un tout », une institution

complète. Comme les accidents de courte durée sont les plus nombreux, on redoutait d'écraser l'industrie ; il fut décidé que pendant 90 jours les chômages seraient garantis par les caisses de maladie, alimentées par le patron et les ouvriers.

En France, où le risque professionnel rencontrait déjà de si vives résistances, on ne songea pas à créer « l'assurance-maladie obligatoire » et on laissa la réparation des petits accidents sous la responsabilité du chef d'entreprise. Ne faut-il pas craindre alors de surcharger l'industrie, comme en Allemagne ? Il importait de soulager le patron, en lui donnant le moyen de s'exonérer des abus et des difficultés que cette situation entraînerait ; la fraude dans ce genre d'incapacité est courante, comment la prévenir ? Tous les projets, sauf celui de 1896, se sont occupés de cette intéressante question. Le législateur a cru trouver la solution dans le concours des sociétés de secours mutuels.

Une quantité d'ouvriers sont affiliés, en dehors de toute intervention du patron, à ces associations : en cas de maladie, elles paient les frais médicaux et accordent à l'associé une allocation journalière, pendant un laps de temps variable, un mois, trois mois et plus. Dans les mines, depuis la loi du 29 juin 1894, il existe des caisses analogues mais obligatoires, alimentées par le patron et les ouvriers. Actuellement que le patron répond des accidents, l'ouvrier cumulera-t-il l'indemnité de celui-ci et de la société ? Le travailleur ne renoncera-t-il pas à la société, puisque, le chômage par suite d'accident étant couvert par l'industriel, il n'est plus soumis qu'aux maladies ordinaires ?

Le problème consiste à combiner les dispositions de la loi nouvelle avec les règles établies par ces sociétés : le patron participera à la cotisation de l'ouvrier, il paiera une part représentant la garantie à donner pour les chômages-accidents, le chômage-maladie restant à la charge de l'ouvrier, qui obtiendra réparation par le solde du reste de la cotisation ; c'est la solution choisie par la loi. (Articles 5 et 6).

L'exonération pour le patron des frais de maladie et de l'indemnité temporaire pendant 90 jours au plus est possible à condition :

1° qu'il paie une quote-part de la cotisation de l'ouvrier affilié, qui ne sera pas inférieure au tiers, 2° que les sociétés assurent les soins médicaux et une indemnité journalière. Si cette allocation était inférieure à la moitié du salaire, le patron donnerait la différence.

Cette participation du patron dans les mines se produit sous forme de subvention annuelle approuvée par le Ministre des travaux publics. Les industriels qui fondéraient des caisses de secours analogues à celle des mines, seraient déchargés aussi par une subvention et non par le paiement d'une part de la cotisation. Le législateur désire étendre ces caisses d'assurance obligatoire ; toutefois il est peu probable que l'avenir leur soit réservé, à cause des interventions fréquentes de l'Administration auxquelles elles sont soumises. A défaut de sociétés de secours mutuels le patron aura tout intérêt d'en organiser une, en se conformant à des statuts-type qui seront donnés.

C'est l'hypothèse unique où le chef d'industrie peut se dire déchargé de l'indemnité. Ainsi il n'est pas d'office exonéré de la charge légale lorsqu'il contracte une assurance ou lorsqu'un tiers, cause de l'accident, a été condamné à des dommages et intérêts ; il reste seul débiteur envers l'ouvrier qui, au cas d'insolvabilité de la Compagnie ou du tiers, exigera de lui le paiement de son indemnité. Ici, au contraire c'est la société de secours qui est débitrice et la victime, pour les frais de maladie et l'allocation journalière pendant 90 jours, ne pourrait s'adresser au patron.



CHAPITRE IV

GARANTIES DES INDEMNITÉS

Le législateur a-t-il terminé son rôle par la proclamation du risque professionnel et du droit à indemnité pour l'ouvrier? Doit-il édicter des mesures de garantie spéciales, afin d'assurer au travailleur le paiement de sa créance; doit-il créer un régime de faveur ou s'en référer au droit commun?

Le tribunal fera respecter la législation nouvelle, dit une opinion. Le droit commun suffit à cet effet; du reste, ce serait attaquer l'égalité entre citoyens puisque de ce régime nouveau sortirait une classe de privilégiés.

L'opinion contraire l'a emporté : celle qui affirmait l'insuffisance du droit commun pour sauvegarder l'ouvrier victime et lui assurer sa subsistance. Il faut de suite, dès l'origine de l'industrie, prendre des mesures protectrices à l'effet de contraindre le patron à se libérer des obligations futures engendrées par un accident, survenu au cours du travail dirigé par lui. Quelle situation plus digne d'intérêt, dit-on, que celle du travailleur qui se trouve dans l'incapacité matérielle de gagner son pain et de subvenir aux besoins de sa famille! La loi édicte une obligation nouvelle au profit de l'ouvrier contre le patron et elle l'abandonnerait ainsi, sans lui accorder une sanction sérieuse? Dans bien des cas ce droit deviendrait illusoire, soit par l'insolvabilité présente du patron, soit par son insolvabilité future.

Aussi l'accord s'est facilement établi sur le principe même d'accorder un privilège à la créance de l'ouvrier, une garantie pour le paiement de son indemnité. Quel sera ce privilège? Comment l'organiser? Quel système adopter? L'entente n'est plus parfaite et les opinions diverses apparaissent. La loi distingue deux grandes sortes d'indemnités : les indemnités qui consistent en de simples allocations et celles qui consistent en rentes. Elles sont soumises à un régime différent de garantie et de compétence.

La garantie accordée aux premières (qui comprennent les frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires et les indemnités pour incapacité temporaire) ne donna lieu à aucune discussion. On convint de suite de les insérer au nombre des créances privilégiées de l'article 2101 C. c. Les projets de 1888, 90, 95 réclamaient leur inscription sous le numéro 4, en concours avec le salaire des gens de service; cette proposition fut rejetée, en 1893, par la Chambre qui créa un numéro 6 pour elles, règle adoptée en 1896 et 97 et passée définitivement dans la loi. (Article 23).

Il s'agit donc d'un privilège général portant non seulement sur les meubles (art. 2101) mais sur les immeubles (art. 2104). Il s'exercera après celui des fournisseurs d'aliments, conformément aux dispositions de l'article 2101 qui établit le rang suivant : 1° les frais de justice, 2° les frais funéraires, 3° les frais quelconques de la dernière maladie, 4° les salaires des gens de service pour l'année échue et ce qui est dû sur l'année courante, 5° les fournitures de subsistances faites au débiteur et à sa famille, 6° la créance nouvelle de la loi du 9 avril 1898.

Le chiffre en général sera faible et, dès lors, le crédit du chef d'entreprise ne subira pas de grosses atteintes; sans trop gêner le débiteur, le créancier possède une garantie sérieuse et c'est la raison qui a poussé le législateur à l'extension du privilège général de l'article 2101. Quid si la faillite du débiteur laissait un actif qui fût absorbé par les créances des numéros antérieurs? La victime n'aurait aucun recours contre le fonds de garantie, créé par l'article 24; les termes de l'article 23 distinguent nettement les deux espèces de créances et il me semble impossible d'ac-

corder aux premières le bénéfice des dispositions suivantes. Un tel résultat est vraiment inique, il est conforme aux termes de la loi : l'ouvrier devra supporter ces frais que législateur désirait rejeter sur son patron.

C'est dans l'organisation des mesures de garantie des indemnités pour mort ou incapacité permanente que l'accord fut difficile et long. Les indemnités étant sous forme de rentes, la solvabilité du patron est nécessaire non-seulement au moment de l'accident, mais dans l'avenir pour assurer l'exécution perpétuelle. Si l'on ordonne la consignation du capital nécessaire au service des rentes l'avenir est assuré : faut-il encore que le maître puisse fournir ce capital qui sera très élevé parfois, à cause du chiffre de la pension, le paiement de cette somme est hypothétique. Ce qu'il faut dès lors c'est créer une garantie préventive plutôt que réparatrice, une garantie qui, dès le jour de son entrée dans l'usine, assure à l'ouvrier la réparation de l'accident à quelque moment qu'il survienne.

Le seul moyen c'est l'assurance, semble-t-il. L'assurance sera-t-elle libre ? Les industriels ne s'y soumettront pas, la question d'insolvabilité reste ouverte. L'assurance sera-t-elle obligatoire ? Oui, si l'on veut qu'elle soit effective. Sera-t-elle aux mains de l'État ? Pendant 15 ans, le Parlement a bataillé sur cette seule question : la liberté ou l'obligation. Les deux Chambres étaient d'un avis contraire : ce fut la cause première du retard du vote de la loi, chacune restant fidèle au principe qu'elle préférait.

Nous n'avons point ici à discuter les avantages ou les inconvénients de l'assurance obligatoire : c'est un problème de droit social. Nous étudierons simplement ce mode de garantie, pratiqué chez nos voisins de l'Est et qui faillit être notre droit, sous la pression de la Chambre, ainsi que les autres systèmes qui furent successivement admis par le Parlement, pour arriver à l'organisation consacrée par la loi.

On peut ranger sous 4 chefs les différents systèmes de garantie proposés ou votés par les Chambres, au cours de la discussion de la loi.

- I. Cautionnement fourni par le patron.
- II. Privilège donné à l'ouvrier.
- III. L'assurance obligatoire.
- IV. Création d'un fonds de garantie contre l'insolvabilité.

I. Cautionnement.

Le texte de 1893 (art. 75-79) permet au chef d'entreprise de rester son propre assureur en le soumettant à un cautionnement. Certains industriels, grâce au perfectionnement de leur outillage, à l'attentive surveillance exercée sur leur personnel et à la puissance capitaliste de leur entreprise (C^{ies} de chemins de fer, établissements métallurgiques), préfèrent ne point entrer dans les mutuelles officielles et courir seuls les risques des accidents. On leur laisse une entière liberté, en édictant des mesures protectrices. Ils déposent à la Caisse nationale d'assurances un cautionnement. La Caisse, pour constituer la pension, prélève le capital sur ce cautionnement qui doit être reconstitué de suite, sinon l'industriel est soumis à l'assurance obligatoire. La commission du Sénat repoussa le projet dont la base était l'assurance obligatoire, pour adopter la garantie préventive.

L'article 33 de son texte disait : « Tout chef d'entreprise est tenu de justifier qu'il a fourni les garanties nécessaires pour assurer le service éventuel des pensions. » Ces suretés préventives étaient laissées au choix des patrons. Elles pouvaient être 1^o soit un dépôt de valeurs admises pour l'emploi des biens de mineurs, 2^o soit la dation d'une caution solidaire reconnue solvable, 3^o soit la participation à un syndicat de garantie dont les divers membres se seront portés cautions solidaires les uns des autres, 4^o soit la création de caisses de prévoyance et de réserve.

A défaut de fournir les garanties de solvabilité prévues, le fisc intervenait d'office ; il était décerné contrainte contre le patron, comme en matière de contributions directes et l'on réalisait la somme nécessaire pour la constitution d'un capital de garantie déposé à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le grave défaut de ce système, c'est de réaliser, dans une caisse d'Etat, une immobilisation colossale de capitaux industriels. Si on a rejeté définitivement, en règle [du moins, le système de la capitalisation après l'accident, on devait à fortiori ne point accepter une décision pareille qui serait plus néfaste encore pour l'industrie, puisque l'immobilisation se produit longtemps peut-être avant l'événement.

Le Sénat rejeta cette dangereuse proposition de sa Commission pour adopter une autre conception.

II. — *Privilège donné à l'ouvrier.*

Les rédactions de 1888, 1890, 1896, accordaient à l'ouvrier deux espèces de privilèges comme garantie : 1^o au cas d'assurance un privilège sur l'indemnité due par l'assureur, dans les termes de l'art. 2102, 2^o le privilège de l'article 2101, C. c.

Ce privilège spécial de l'art. 2102 ne donne lieu à aucune difficulté ni critique. Quant au second, au privilège général de l'article 2101 portant sur les meubles et les immeubles, il soulève des graves objections.

Sans doute la ressemblance du salaire et de l'indemnité est frappante ; si le salaire mérite protection, la pension qui remplace le salaire mérite une identique faveur. Seulement ces privilèges généraux de l'art. 2101 frappent, je l'ai déjà dit, meubles et immeubles (art. 2104) et priment les privilèges spéciaux et les hypothèques. Alors l'industriel se trouvera dans un embarras perpétuel pour se procurer de l'argent. Les détenteurs de capitaux se soucieront fort peu de prêter leur fortune mobilière, toujours arrêtés par la menace d'un accident. Le privilège ne s'exercera qu'au cas d'accident et de déconfiture ; mais, comme le faisait remarquer M. Félix Martin, c'est précisément l'accident et le privilège qui provoqueront souvent la déconfiture (1), car en ce moment critique l'industriel ne pourra compter sur aucun secours pécuniaire.

(1) Sénat 26 novembre 1895 J. O. P. 963.

Le capital privilégié ainsi peut être très considérable et absorber tout le prix des immeubles. Que le maître soit atteint c'est bien, que les tiers, qui auront traité avec lui se croyant en sécurité, soient lésés, c'est souverainement injuste.

La rédaction de 1888 admettait l'application de l'art. 2101 sans réserve. Cette exagération ne protégeait l'ouvrier qu'indirectement, puisqu'elle pouvait entraîner la ruine de l'industrie par la suppression du crédit. Les textes postérieurs restreignirent la portée du privilège ; en 1890 et en 1895 on décida qu'il ne garantirait que deux années de rentes, en 1893 il ne s'applique qu'à la créance de supplément pour faute lourde ; c'est encore trop d'extension. Le projet de 1896 le restreignit davantage encore. Le privilège ne s'exercera sur les immeubles qu'après les privilèges spéciaux de l'article 2103 existant avant l'accident et après les hypothèques antérieurement inscrites. De plus il n'a d'effet, si le patron est assuré, que dans le cas d'insolvabilité de l'assureur, et le patron peut s'en affranchir dans certains cas.

Cette rédaction quoique meilleure était encore grosse de dangers.

Pour les hypothèques, pas d'inconvénient à signaler, car le prêteur en avançant les fonds s'informe si un accident s'est produit.

Dans la négative, qu'il prête sans crainte, son droit de préférence lui reste. Pour les privilèges spéciaux, préférés à la condition qu'ils soient antérieurs à l'accident, c'est différent. Un industriel, après un accident survenu dans sa profession, trouvera difficilement à acquérir, sans payer comptant, une parcelle de terre ou une maison contigües à son usine pour s'agrandir. Son privilège de vendeur prenant naissance après l'accident, le vendeur à terme se garderait d'abandonner son immeuble, de crainte d'être primé par le privilège général de l'ouvrier. Même situation pour l'architecte et l'entrepreneur de construction qui refuseront de bâtir (Art. 2103 4^o). Et dans une manufacture, dans une industrie, un pareil obstacle à l'agrandissement peut être la ruine. Voilà un industriel qui a besoin d'expansion, pour installer de nouvelles machines, pour se livrer à l'exploitation de produits nouveaux ; s'il n'est point à même de payer comptant l'achat de

son terrain ou la construction qu'il entreprend, il lui sera impossible d'exécuter ses projets : qui peut dire que sa ruine n'est pas fatale. Même avec la restriction du texte de 1896 ce privilège général est défectueux. Il est gênant et dangereux. S'il est trop limité il est insuffisant ; s'il est étendu il constitue une gêne énorme pour l'industrie.

Cette garantie deviendra souvent même purement illusoire ; c'est quand le patron n'a qu'un actif faible dont le montant n'atteint pas le capital nécessaire à la constitution de la rente. Une quantité de professions dangereuses ont un matériel d'exploitation insignifiant ; le patron qui est locataire ne possède qu'un mobilier restreint et sans valeur. En cas de faillite ou de mort ou de cessation de commerce, quelle sera la garantie pour la victime ? A quoi sert ce principe de garantie, puisqu'elle ne peut pas fonctionner ? Il ne sera pas question de réclamer le versement du capital, comme certains l'ont demandé, puisque c'est ce capital qu'on réclame en vain.

Avec la généralité du privilège, telle que la sanctionnaient le projet de 1888 et le texte de 1893, l'ouvrier n'est donc pas dans la certitude d'obtenir son indemnité. Dans la plupart des hypothèses il sera désintéressé, mais il faut que tous soient hors d'atteinte de l'insolvabilité du patron et le privilège général de l'art. 2101 ne peut faire obtenir ce résultat.

III. — *L'assurance obligatoire.*

Le meilleur moyen de prévenir l'insolvabilité réside dans l'assurance. Ne doit-elle pas être obligatoire pour être effective ? Les patrons auront bien intérêt à s'assurer, afin de ne point surcharger leur industrie par les indemnités ; mais s'ils ne le font pas, par négligence ou par espérance de n'avoir aucun accident, l'ouvrier doit-il être victime de l'insolvabilité du patron ? Les petits artisans ne s'assureront que rarement : ni l'intérêt, ni la peur ne peuvent les y pousser.

Que leur importent les catastrophes au point de vue pécuniaire ?

Ils vivent au jour le jour; insolvable déjà aujourd'hui, ils ne le seront pas davantage après l'accident. N'est-il pas nécessaire alors de déclarer l'assurance obligatoire ?

Les partisans de cette obligation sont très nombreux, la multiplicité des projets déposés au Parlement le prouve. Seulement s'ils étaient facilement d'accord sur le principe même de l'obligation, ils se séparaient sur la question de son organisation pratique : les uns voulaient la remettre aux mains de l'État, les autres la laissaient totalement en dehors de ses attributions.

L'assurance obligatoire, telle qu'elle est pratiquée, se réfère à deux systèmes.

1° L'assurance est réalisée par un groupement des patrons en mutualités professionnelles, chacune d'elles comprenant tous les patrons qui exercent la même profession sur le territoire national. C'est l'idée adoptée par l'Allemagne. Elle a l'avantage de réunir les industriels ayant des intérêts communs, tout disposés à s'entendre sur les besoins de leur industrie et mieux à même d'établir et de répartir équitablement les charges de l'assurance. A raison de son étendue, cette corporation professionnelle exige une trop vaste administration et ne permet pas un contrôle parfait; c'est le plus grave de ses inconvénients.

2° Le deuxième système groupe les assurés en mutualités territoriales et non plus professionnelles; elles réunissent tous les patrons d'une circonscription, quel que soit le genre d'industrie exercé par eux. C'est le procédé autrichien. Le groupement régional est assez restreint; les patrons se connaissent mieux, grâce [aux relations constantes qu'ils ont entre eux, peuvent plus facilement se contrôler et établir une surveillance active, sérieuse.

Malgré les avantages du groupement territorial, on ne peut cependant pas lui accorder la préférence à priori : chaque système a ses avantages et ses inconvénients; le premier convient aux pays où la vie corporative est particulièrement développée et le second à ceux où domine la vie régionale. La différence entre le système allemand et autrichien s'accuse non seulement dans le groupement mais encore dans le procédé adopté pour la répartition des charges.

Dans le système autrichien, la corporation d'assurances doit fournir, tous les ans, le capital nécessaire pour constituer les pensions accordées durant l'année précédente. C'est le système de la *capitalisation* ou de *couverture* (Deckungsverfahren). En Allemagne, on ne répartit que les rentes annuellement payées, majorées d'un surplus pour la constitution d'un fonds de réserve : c'est le système de la *répartition* (Umlagenverfahren).

Le principe de la répartition conduit à des variations et à un accroissement du montant de la prime. En effet, aux pensions de la première année s'en ajoutent de nouvelles dont il faut assurer le service. L'augmentation progresse jusqu'à ce qu'un équilibre s'établisse entre le montant des rentes qui s'éteignent et le montant des pensions qui se créent : alors le taux se fixe. Ce système, léger au début, masque les charges réelles de l'institution et fait payer cher aux générations futures les économies réalisées les premières années.

La capitalisation réclame de suite les sacrifices nécessaires au fonctionnement de l'assurance et les maintient définitivement au même niveau. Les charges sont plus lourdes au début, mais le patron a l'avantage de ne supporter que les dettes de l'industrie actuelle ; il peut chaque année se faire une idée approximative de la prime à payer, les variations du nombre des accidents étant peu sensibles. A chaque exercice toutes les pensions sont liquidées et aucune charge de l'année précédente n'est reportée sur l'année suivante.

Le Parlement français fut saisi d'une suite de propositions de loi relatives à l'assurance⁽¹⁾. La Chambre, le 10 juin 1893, adopta le principe de l'assurance obligatoire à une très forte majorité en choisissant le système autrichien. C'est la seule rédaction qui

(1) Projet J. Roche 28 juin 1890, J. O. Doc. Parl. P. 1427

Propositions : Ricard-Guieysse, 26 janvier 1891 J. O. Doc. Parl. P. 310

Richard,	27 janvier 1891	—	—	312
Dron,	2 février 1891	—	—	346
Le Cour,	9 mars 1891	—	—	672
Vian,	20 juin 1891	—	—	1495
Rapport Ricard,	25 février 1892	—	—	301

consacre ce principe de l'obligation. Le Sénat repoussait invariablement toute tentative de cette sorte ; par esprit de transaction, la Chambre des Députés, qui tenait fermement à introduire en France la législation autrichienne, consentit à céder.

IV. *Garantie contre l'insolvabilité.*

Une pareille machine, aussi lourde, aussi encombrante que le système autrichien et allemand, englobant tous les industriels solvables ou non, ne constitue-t-elle pas une gêne inutile ? Le problème doit être restreint ; il s'agit simplement de préserver la victime contre l'insolvabilité du patron.

Au lieu de créer une assurance contre les accidents, il est préférable d'établir l'assurance contre l'insolvabilité ; elle sera obligatoire, mais sans grands inconvénients, à cause de la faiblesse du risque. Les cas d'insolvabilité sont très rares, comme le démontrent les statistiques, dès lors les indemnités qui resteront en souffrance ne s'élèveront pas à un chiffre considérable. La vraie solution consiste à prendre des mesures de garantie pour assurer le paiement de ces créances. A quoi sert de garantir l'ouvrier quand il est sûr de ne rien perdre ?

Cette idée fut d'abord soumise au Sénat, pour la première fois, en 1895. On demanda de charger l'Etat des créances non recouvrables. Le comité des Houillères accepta ce procédé qui fut défendu au Sénat par MM. Chovet, Girault et Prevet. « Les sommes irrécouvrables par la Caisse nationale resteront à la charge de l'État » (1). Cette thèse contredit la théorie du risque professionnel : ce n'est point l'État mais l'industrie qui doit supporter les charges. « Comment atteindre ce but ? Par la constitution d'une sorte de mutualité dans laquelle nous faisons entrer les 25000 industriels soumis aux obligations de la loi ; mais ne vous y trompez pas, il ne s'agit, en aucune façon, de l'assurance. Nous ne créons pas l'assurance obligatoire... Je m'élève avec force contre une pareille interprétation de notre système qu'elle dénature de la façon la

(1) Sénat, 26 novembre, 2 déc. 1895.

plus complète et la moins explicable. » (1). C'était une mutualité de garantie, reposant sur la solidarité des patrons, pour la répartition des sommes irrécouvrables. C'est bien la bourse des chefs d'entreprise qui paie ici.

Comment opérer cette répartition? Un premier système, présenté en 1895, répartissait les indemnités, tombées en souffrance, non pas entre tous les patrons soumis à la loi mais entre ceux chez lesquels s'étaient produits des accidents dans l'année. Un autre système créait un fonds de réserve, alimenté par des centimes additionnels aux patentes. Certaines Chambres de commerce l'avaient préconisé; il fit l'objet au Sénat d'un amendement de M. Prevet : « Le montant sera réparti entre tous les chefs d'entreprise assujettis, en raison du principal de leur patente. » (2)

La Chambre haute préféra un troisième procédé qu'elle vota dans son projet de 1895. « Le montant du fonds de réserve, dit l'article 28, sera réparti entre tous les chefs d'entreprise assujettis, en raison, d'une part, du total des salaires payés dans l'année par chacun de ces chefs d'entreprise, et, d'autre part, en raison de l'importance des risques d'accidents que présente l'industrie ou la profession dans son ensemble. » Dans le texte présenté en deuxième lecture, l'article 28 avait disparu. M. Félix Martin, à la séance du 24 mars 1896, reprit l'idée d'une caisse mutuelle de garantie, contre l'insolvabilité patronale, sous une nouvelle forme. Croyant que le système d'abord voté n'avait été l'objet de violentes critiques que parce qu'il augmentait encore les charges de l'industrie, il proposa de charger de la cotisation les ouvriers. Les travailleurs seuls ont à souffrir de l'insolvabilité des patrons; ils n'ont qu'à se couvrir de ce risque par une assurance à prime très faible, un franc pour 1000 francs de salaire c'est-à-dire un franc par ouvrier). Cette Caisse devait en outre accorder des secours aux victimes d'accidents insuffisamment indemnisées. Sur l'opposition du rapporteur, le Sénat rejeta la proposition.

Nous savons que la rédaction de 1896 admit le privilège de

(1) Rapporteur Sénat 26 nov. 1895. — (2) Séance, 28 nov. 1895, P. 984. 985.

l'art. 2101. Lors de la présentation du projet à la Chambre, le 7 juillet 1897, il n'était plus question de l'assurance d'insolvabilité. C'est au cours de la discussion, le 28 octobre, que le Gouvernement, d'accord avec la Commission, reprit le système du Sénat en le modifiant un peu. La Chambre, par esprit de transaction, renonça à l'assurance obligatoire, admit le fonds de garantie établi et organisé par les articles 24, 25, 26 du Titre IV de la loi.

On ne peut mieux se rendre compte du système, des raisons qui plaident en sa faveur, qu'en reproduisant le discours prononcé le 28 octobre 1897, à la Chambre, par le Ministre du Commerce M. Boucher.

« La loi, même amendée, semblait devoir se heurter à trois écueils particulièrement menaçants : *l'obligation de l'assurance*, la *solidarité imposée* aux assurés des mutuelles corporatives et *l'atteinte portée aux intérêts* des sociétés libres d'assurances, sans compter l'impossibilité proclamée par le Gouvernement de calculer les cautionnements à imposer aux chefs d'industrie restés leurs propres assureurs... La seule préoccupation était de garantir les victimes d'accidents contre l'insolvabilité des patrons responsables... Nous étions donc uniquement en face du risque d'insolvabilité. Et c'est pour couvrir ce risque que nous aurions mis en œuvre cette énorme machine de l'assurance d'État obligatoire? N'importait-il pas tout d'abord d'estimer ce risque, ne fût-ce que pour rechercher si l'on ne pourrait pas y parer avec un moindre effort? » Or, d'après les statistiques allemandes, le risque oscille entre 3 et 6 pour 1000, tandis que, en France, il ne dépasse pas 4 pour 1000, d'après un calcul opéré par le Ministre qui continue :

« Nous ne calculerons tout à l'heure les primes sur le taux de 10 pour 1000 que provisoirement et pour garantir les finances de l'État contre tout risque. *Dès lors, il apparaissait comme très simple de substituer à l'obligation de l'assurance en matière d'accident l'obligation de l'assurance en matière d'insolvabilité.* Nous réduisions ainsi ce qu'il y avait d'obligatoire dans la loi dans la proportion de 100 à 1, tout en garantissant, d'une façon absolue,

l'État, que nous constituons, selon le terme commercial, « du croire » de l'opération. »

Ce fonds de garantie est alimenté par 4 centimes additionnels aux patentes des industriels assujettis à la loi. La taxe n'est fixée que provisoirement, l'article 25 permettant de la majorer ou de la réduire, suivant les besoins, lors du vote de la loi de finances.

Certains individus soumis à la loi n'étant pas astreints à la patente ne contribueront pas à l'alimentation du fonds de garantie : tels sont les exploitants agricoles qui se servent de machines dans les termes de l'article 1. Ils jouissent d'une exemption totale, tandis que leurs ouvriers bénéficieront des versements effectués par les autres. Cette situation résulte des termes de la loi et le Ministre l'a reconnue lui-même, dans la séance du 28 octobre 1897.

A l'inverse, un petit patron, qui paiera par erreur les centimes additionnels auxquels il n'est pas assujetti parce qu'il travaille seul d'ordinaire, alimentera la Caisse qui n'aura pas à réparer l'accident survenu à un ouvrier employé par hasard par ce petit patron.

Intervention de la Caisse

Dans les textes de 1895 et 1897, c'était la Caisse nationale d'assurances qui servait les rentes et les pensions. Elle se faisait rembourser par les débiteurs et, au cas d'insolvabilité, prenait sur le fonds de garantie. La loi a rejeté ce procédé ; les chefs d'entreprise ou les sociétés d'assurances qui les couvrent ou les syndicats de garantie sont tenus d'acquitter les indemnités ; c'est « à leur défaut » que la Caisse nationale des retraites apparaît. Art. 24.

Le décret réglementaire du 28 février 1899 indique avec détails les conditions dans lesquelles les victimes d'accidents ou leurs ayant droit sont admis à réclamer le paiement de leurs indemnités. Il suffit que le bénéficiaire n'ait pas obtenu le paiement, lors de leur exigibilité, des sommes qui lui sont dues, pour qu'il puisse s'adresser au fonds de garantie.

Lorsque la Caisse nationale aura soldé à la victime son indemnité, elle exercera un recours contre le chef d'entreprise débiteur. En cas d'assurance, elle jouit pour le remboursement de ses

avances du privilège de l'art. 2102, sur l'indemnité due par l'assureur, mais alors elle perd son recours contre le patron. Cette règle a pour but de développer l'assurance dans l'avenir. Ce régime de faveur édicté par l'article 26 ne donnera lieu à aucun mécompte à aucune perte pour la Caisse, vu les précautions prises à l'égard des sociétés d'assurances ou des syndicats de garantie. Un décret du 28 février 1899, rendu en exécution de l'art. 27 de la loi, soumet ces sociétés à une surveillance et à un contrôle très étroits ; il exige d'elles des réserves et des cautionnements si importants qu'il semble impossible qu'elles ne soient pas à même de s'acquitter des rentes mises à leur charge, surtout que le montant des réserves ou cautionnements sera affecté par privilège au paiement des pensions.

Quelle est la valeur de ce système de l'assurance contre l'insolvabilité ?

Il a les inconvénients de l'assurance obligatoire, sans en avoir les avantages. M. Aynard, à la séance du 28 octobre 1897, l'admettait de bon cœur « parce qu'il n'y a pas d'assurance obligatoire de l'État ; c'est un point capital » ; or je n'y vois rien autre chose. M. le Ministre du Commerce se vantait « de ne pas faire du socialisme d'État » ; en bonne vérité, s'il n'existe pas là, je me demande où nous le trouverons. M. de Mun y voyait plus clair quand il s'écriait : « c'est un principe très grave que vous introduisez » ; ce n'est rien moins, en effet, « que la responsabilité solidaire des patrons », selon le mot de M. Jaurès. Ce n'est pas du socialisme d'État, *c'est du socialisme*. « L'État s'instituant caution des industriels insolvable et se récupérant de ce régime par une majoration de la patente : voilà une mission bien nouvelle et grosse de périls pour l'État !... L'établissement d'une telle surtaxe est un précédent des plus fâcheux » (1).

M. Pic voit un danger et pour l'État, qui détourne l'impôt de sa destination naturelle et entre dans la voie socialiste plus qu'avec l'assurance, et pour la petite industrie dont les charges sont déjà

(1) P. Pic, op. cit. P. 40

trop lourdes. En Autriche et en Allemagne, jamais l'État ne fait d'avance ; c'est l'industrie qui fait tous les frais des accidents.

L'interventionisme ne nous répugne nullement quand il est juste, pondéré, utile ; mais ce qui est vraiment digne de remarque, c'est de voir un législateur repousser un système avancé, parce qu'il est appelé socialiste, et adopter un autre système aussi socialiste, parce qu'il est patronné par les libéraux.

Or, depuis quinze ans, nous vivons dans une atmosphère socialiste très concentrée, sans nous porter trop mal, nous acceptons des principes qui conduisent logiquement aux doctrines qui nous effraient sans nous en apercevoir ; seulement ce qu'il ne faut pas à tout prix c'est dire que nous sommes socialistes. Nous le sommes, nous ne pouvons pas ne pas l'être, dans une démocratie pareille à la nôtre, cependant nous renions le titre. Il en est ainsi de l'impôt sur le revenu. La taxation d'office ou d'après déclaration nous effraie ; et qu'est-ce que la taxation d'après les signes extérieurs sinon une taxation d'office déguisée ? seulement le « mot » n'y est pas, le projet aboutira. Voici notre façon d'opérer en France.

Le fonds de garantie « solidarise les patrons » ; les bons paient pour les mauvais, les innocents pour les coupables : ce n'est pas du socialisme ? Comment se fait-il que M. de Mun seul ait poussé le cri d'alarme, au sein de la Chambre ? Sans aucune discussion, le Parlement a voté la loi du 23 avril, sur les accidents survenus aux marins, qui, dans ses articles 2 et 14, contient une règle d'un socialisme complet. Le paiement des pensions est garanti au moyen de la constitution du capital présumé nécessaire pour les servir jusqu'à extinction ; or, si la caisse d'assurances mutuelles n'a pas de ressources suffisantes, l'État lui fait *des avances, remboursables sans intérêt*. Ceux qui trouvaient l'assurance obligatoire trop avancée ont voté cette loi, de confiance. Eh bien, pourquoi la caisse budgétaire n'avancerait-elle pas des fonds aux associations de tous genres existant en France ? Le traitement favorable donné aux uns doit appartenir aux autres.

Ainsi la garantie procurée par l'assurance obligatoire était plus

conforme aux principes, pas plus gênante pour l'industrie, moins grosse de dangers et d'une idée socialiste plus arriérée.

La loi anglaise donne un privilège à l'ouvrier sur les sommes dues par l'assureur, mais l'assurance est facultative. En Italie, au contraire, l'assurance est obligatoire à la Caisse nationale, créée le 8 juillet 1883. Le dernier projet belge, déposé le 26 avril, à la Chambre des représentants par M. Nyssens, ministre de l'industrie, consacre le système adopté par notre Sénat en 1896; l'article 15 de ce projet garantit la créance de la victime par un privilège sur les biens. (1)



(1) Voir Bulletin des Accidents... 1898. P. 171.

CHAPITRE V

PRIVILÈGES DIVERS

Le législateur ne se contente pas d'accorder à l'ouvrier une réparation ; il veut que cette indemnité soit promptement réglée et assurée dans tous les cas à la victime. A cet effet il a édicté une série de mesures dérogatoires au droit commun, constituant un véritable « droit nouveau ». Ces règles spéciales portent sur :

- 1° *La constatation rapide des accidents.*
- 2° *La compétence et la procédure.*
- 3° *La nature privilégiée donnée à la créance.*
- 4° *Le caractère d'exclusivisme et d'ordre public de la loi.*

SECTION I. — Constatation des accidents.

La méthode suivie dans la recherche des causes de l'accident a toujours été fortement critiquée. Lorsqu'on fait l'enquête, en se conformant à la procédure ordinaire, il s'est écoulé un espace de temps considérable depuis l'accident : l'état des lieux est modifié, les débris de la catastrophe industrielle ont disparu, l'atelier est reconstruit, la machine vendue ou réparée, les témoins morts ou partis. Cette lenteur est nuisible à l'ouvrier et au patron : une bonne justice réclamait la rapidité dans la constatation des accidents et la loi nouvelle l'a consacrée dans le titre II. La déclaration des accidents est dorénavant obligatoire et les formes de l'enquête sont modifiées.

A. Déclaration des accidents. — Les lois du 2 novembre 1892 et du 12 juin 1893 imposent déjà la déclaration des accidents : ce n'est donc pas une innovation que la loi nouvelle contient. Les textes de 1890 à 1895 ne prévoyaient que les accidents « ayant occasionné une incapacité de travail » ; la rédaction actuelle est identique, il semble dès lors qu'il faut une incapacité de quatre jours. L'application des lois de 1892 et 1893 dont les termes sont plus extensifs reste entière et intacte, sauf pour les hypothèses prévues ici.

La déclaration est reçue par le Maire ; elle doit être faite, dans les 48 heures, par le chef d'entreprise ou ses préposés. Pendant ce délai, le patron se rendra compte si l'accident est de la nature visée par la loi, c'est-à-dire « s'il a été causé par le fait du travail ou à l'occasion du travail. » Le Maire dresse sans frais ni timbre un procès-verbal, contenant les noms et adresses de la victime et des témoins et toutes les indications sommaires, capables de fournir les éléments de travail nécessaires aux personnes qui seront chargées d'instruire l'affaire. L'heure et la date de la déclaration, la nationalité de la victime, sa situation familiale sont d'une importance capitale.

Il y est joint un certificat de médecin, indiquant l'état de la victime, les suites probables de la blessure et l'époque à laquelle il sera possible de connaître le résultat définitif de l'accident. En 48 heures il sera difficile de donner des appréciations justes ; mais le patron sera libéré s'il satisfait aux exigences de la loi : affaire au médecin de dire son appréciation.

Cette difficulté de posséder tous les renseignements est un peu restreinte par le droit accordé à la victime ou à ses représentants de faire la même déclaration, sans obligation d'observer un délai. L'ouvrier peut avoir intérêt à préciser des points qu'il considère comme très importants, à indiquer des témoins : les deux parties sont ainsi sur un pied d'égalité. Le Maire donne récépissé de la déclaration et du certificat, afin de couvrir le patron qui fera constater ainsi l'accomplissement des prescriptions légales, et avertit de suite l'inspecteur divisionnaire ou départemental du travail et l'in-

génieur chargé de la surveillance de l'entreprise dans les mines.

Le défaut de déclarer les accidents est soumis à une sanction pénale. « Sont punis d'une amende de 1 à 15 francs les chefs d'industrie ou leurs préposés qui ont contrevenu aux dispositions de l'article 11. En cas de récidive dans l'année, l'amende peut être élevée de 16 à 300 francs » (Art. 14). Le Parquet n'a pas le choix entre le patron et les préposés ; il poursuivra seulement celui qui est en faute. Les inspecteurs du travail peuvent constater ces infractions qui bénéficient de l'article 463 du Code Pénal.

B. Enquête. — Le Maire communique au Juge de paix du canton où l'accident s'est produit, lorsque la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle de travail, une copie de la déclaration et le certificat médical. Dans les 24 heures de la réception de l'avis, ce magistrat ouvre une enquête sur la nature, la cause et les circonstances de l'accidents, la nature des lésions, l'identité de la victime, ses représentants et les éléments nécessaires pour la fixation du salaire (Art. 12). Cette enquête est contradictoire et le juge de paix doit se transporter auprès de la victime dans l'impossibilité d'y assister ; il peut s'entourer d'experts, de médecins pour l'aider dans la recherche de la vérité, excepté dans certaines hypothèses prévues.

En principe l'enquête doit être close dans les dix jours de l'accident au plus tard. Ce délai est trop court ; le chef d'entreprise a déjà 48 heures pour sa déclaration puis le Maire doit avertir le juge. Avec les jours de dimanche, de fête ou d'audience, les 10 jours sont vite atteints ; aussi ce délai n'est-il point réclamé sous peine de déchéance. Pendant cinq jours le dossier reste déposé au greffe, où les parties peuvent en prendre connaissance et s'en faire donner une expédition ; il est ensuite transmis au Président du tribunal qui intervient en personne, avant l'ouverture de l'instance judiciaire.

SECTION II. — Juridictions. — Voies de recours.

Prescription.

I. Juridictions. — L'enquête une fois terminée, les responsabilités délimitées, comment va-t-on régler l'indemnité au cas de

contestation ? La compétence des tribunaux diffère selon la nature de l'indemnité et non d'après le taux de la demande.

La loi distingue, comme en matière de garantie, deux espèces de juridiction, suivant qu'il s'agit des contestations pour frais funéraires, frais de maladie et allocations temporaires, d'une part, ou des autres indemnités plus importantes, d'autre part ; les premières relèvent du juge de paix, les secondes du tribunal civil.

A. Compétence du juge de paix. — A quelque chiffre que la demande s'élève, le Juge de paix statue en dernier ressort sur les indemnités de la première catégorie. C'est une exception considérable au principe de la compétence restreinte de ce magistrat et un acheminement à l'extension longtemps attendue de ses pouvoirs.

Avec les règles ordinaires de la procédure, l'ouvrier demandeur devrait citer son patron devant le tribunal de son domicile : la loi en a décidé autrement. Elle établit la compétence du juge de paix du canton où l'accident s'est produit. C'est lui déjà qui a été chargé de faire l'enquête ; il est au courant des faits de la cause, de la nature de l'accident, des éléments du salaire et son rôle sera plus facile. M. Félix Martin fit remarquer la difficulté et l'inconvénient qui se présenterait lorsque ce lieu de l'accident est très éloigné du domicile de l'ouvrier qui a été blessé, alors qu'il était en déplacement. L'honorable sénateur proposait de permettre à la victime de porter l'action devant le tribunal de son domicile, lorsque l'accident est survenu hors du canton où est situé l'atelier. Cet amendement plein de sagesse et favorable au travailleur fut cependant repoussé par le Sénat, grâce à l'intervention du rapporteur. (1)

Cette compétence en dernier ressort est une nouvelle preuve de la rapidité que le législateur a voulu introduire dans le règlement des instances. L'appel seul est supprimé : le recours en cassation reste possible, dans les hypothèses de l'article 15 de la loi du 25 mai 1838.

B. Compétence du Tribunal civil. — Hors les contestations prévues dans le paragraphe précédent, le tribunal civil est compétent

(1) Sénat 18 Mars 1898.

dans tous les procès, que le chiffre soit ou non au dessus ou au dessous de 100 francs (Art. 16). Avant d'engager l'instance, une tentative de conciliation a lieu, non devant le juge de paix, mais devant le Président du tribunal, dans les cinq jours de la réception du dossier envoyé par le magistrat enquêteur. S'il y a accord, le président fixe l'indemnité; aux termes de l'article 54, C. Pro. c., cette convention aura force d'obligation privée. Le texte de 1890 disait que l'ordonnance emporterait hypothèque; cette mention n'ayant été reproduite ni en 1893 ni en 1898, le législateur a indiqué son intention manifeste de rejeter le bénéfice de l'hypothèque (Argument art. 28). A défaut d'entente, l'affaire est renvoyée devant le tribunal qui statue en matière sommaire, conformément au titre 24 du livre II du Code de procédure. S'il y a renvoi, l'indemnité temporaire continue à être servie et le tribunal peut accorder une provision aux représentants.

Cette compétence donnée au tribunal n'a pas été admise sans discussion. Un parti important au Parlement, invoquant l'exemple de la législation allemande, demandait que les procès relatifs aux accidents du travail fussent portés devant une juridiction spéciale. En 1882, M. Henry Maret proposait l'établissement d'un véritable jury composé de 12 membres, comme au criminel. En 1888, M. Boyer réclamait l'extension de la compétence des conseils de Prud'hommes à ces litiges. D'autres propositions, plus ou moins bizarres, furent faites en faveur de la création de tribunaux arbitraux, composés d'éléments disparates. Ainsi MM. Ricard et Guieysse imaginent deux ordres de juridiction; au premier degré, une commission d'arrondissement comprenant le Président du tribunal, le Sous-Préfet, deux conseillers d'arrondissement, un médecin, un inspecteur des contributions directes, un juge de paix, deux patrons et deux ouvriers. Le Tribunal d'appel se composait des membres suivants; le préfet, deux magistrats, un médecin, deux conseillers généraux, un ingénieur, un directeur des contributions directes, un inspecteur du travail, trois patrons, trois ouvriers (1). La Chambre en 1893 vota un système

(1) Projet Ricard Guieysse, 25 janvier 1891. Documents P. 310.

de recrutement plus simple : le tribunal arbitral était composé de trois ouvriers et de trois patrons, sous la présidence du Président du tribunal civil. Il n'y a pas d'élection, mais un tirage au sort sur deux listes établies d'après certaines règles. Les décisions de ce tribunal devaient être sans appel.

Ce mode de juger a trouvé d'ardents défenseurs surtout chez les partisans du régime corporatif, qui fondent sur lui de très grandes espérances. Lorsque la rédaction de la Chambre vint devant le Sénat, cette juridiction fut violemment attaquée, notamment par M. Milliard qui lui fit les graves objections suivantes.

Ce tribunal aura-t-il une plus grande compétence? Non; les jurés, ouvriers ou patrons, étant tirés au sort, pourront ne point appartenir au métier qui a produit l'accident. Et dès lors comment exiger d'eux des aptitudes spéciales dans l'appréciation des sinistres? Le tisserand jugera les explosions de gaz ou de grisou, tandis que le mineur statuera sur le fait d'un charpentier ou d'un plâtrier.

Et quant à l'impartialité, où seront les garanties nécessaires? Les ouvriers n'auront-ils point la tendance à prendre parti pour leur camarade? Les patrons eux aussi ne voteront-ils pas avec ensemble? Alors le Président du tribunal deviendra un juge unique : il sera « tiraillé de droite et de gauche, écartelé » et accusé tantôt de servir les intérêts de l'infâme capital, tantôt de favoriser les ouvriers (1).

La procédure sera-t-elle plus économique? Pas davantage; les jurés seront payés naturellement. En Allemagne, les frais annuels atteignent 1,300,000 francs. Plus rapide? Non : les sessions ne seront pas permanentes. Elles auront lieu à intervalles fixes, plus ou moins rapprochés; et quand une affaire ne sera pas suffisamment instruite elle sera renvoyée à la prochaine session. Quelle perte de temps! Le Sénat repoussa l'innovation de la Chambre et consacra la compétence du tribunal civil, en édictant un régime plus favorable, plus rapide et moins coûteux.

(1) Sénat, 8 nov. 1895, P. 895.

II. Voies de recours.

A. *Opposition*. — L'opposition au jugement par défaut contre partie est recevable jusqu'à l'exécution du jugement, dans le droit commun (Art. 158 C. Pr. c.) ; ici cette opposition n'est plus recevable, passé le délai de 15 jours, lorsque le jugement a été signifié à personne (Art. 17).

Pour les défauts contre avoués faute de conclure les règles ordinaires restent en vigueur.

B. *Appel*. — Les jugements rendus par le tribunal civil sont susceptibles d'appel, selon les règles du droit commun ; cependant le délai n'est que de quinze jours « à partir du prononcé du jugement s'il est contradictoire », au lieu d'être de deux mois à partir de la signification. Si le jugement est par défaut, l'appel devra être interjeté dans la quinzaine, à partir du jour où l'opposition n'est plus recevable ; dans l'hypothèse du jugement de défaut contre partie signifié à personne, ce délai courra du quinzième jour de la signification, ainsi au bout d'un mois il sera inattaquable. La Cour d'appel doit statuer d'urgence dans le mois.

Ce régime de faveur n'a été accepté que comme transaction entre les deux Chambres ; la Chambre des députés repoussait en effet tout appel non seulement avec le tribunal arbitral mais encore avec la juridiction ordinaire admise dans la rédaction de 1897. Le Sénat, au contraire, estimant que cette voie de recours est une garantie de premier ordre la maintint en la soumettant à une procédure assez rapide : devant son insistance la Chambre céda.

C. *Recours en Cassation*. — Les délais réduits pour le pourvoi en Cassation furent abandonnés par le Sénat, sur l'invitation du rapporteur, qui faisait remarquer que, le pourvoi n'étant jamais suspensif en matière civile, la victime ne subissait aucun préjudice avec la procédure ordinaire. La loi a consacré le statu quo en disant : « les parties pourront se pourvoir en Cassation. » Les parties sont régies par le droit commun.

D. *Révision*. — Les indemnités, accordées judiciairement ou établies à la suite de l'accord des parties, ne sont pas irrévocablement fixées de suite. La victime peut tomber dans un état d'infirmité

plus accentuée que celui dans lequel elle se trouvait au moment du règlement ; de même, sa santé qu'on croyait très ébranlée s'est raffermie progressivement et les conséquences de l'accident sont moins graves. Il aurait été profondément injuste, soit pour l'ouvrier, soit pour le chef d'entreprise, de laisser subsister les choses perpétuellement : la loi est faite pour réparer le préjudice et non pour procurer un enrichissement à qui que ce soit. Aussi, le législateur a-t-il jugé bon de permettre un retour sur une chose jugée et de procéder à une nouvelle estimation de l'indemnité : c'est une révision.

« La demande en révision de l'indemnité, fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime ou son décès par suite des conséquences de l'accident, est ouverte pendant trois ans à dater de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision définitive. » (Art. 19). Cet échec au principe de la chose jugée est une exception indispensable si l'on ne veut, en cette matière, sanctionner de monstrueuses injustices. Le patron et l'ouvrier seuls profitent de ce régime, le tiers actionné conformément à l'article 7 ne pourrait pas faire réformer sa condamnation.

Le titre de pension n'est remis à la victime qu'à l'expiration des trois ans. Ce délai est trouvé trop étendu par les uns et trop court par les autres ; il faut reconnaître que dans la plupart des cas on statuera d'une façon équitable, car la blessure aura produit son effet bon ou mauvais.

Le bénéfice de l'assistance judiciaire est accordé de plein droit à la victime ou à ses représentants devant le juge de paix et le tribunal ; devant les Cours d'appel et de cassation le droit commun sera appliqué, c'est-à-dire que l'intéressé devra réclamer cette faveur qui pourra lui être accordée ou refusée (art. 22).

III. Prescription. — L'action en indemnité prévue par la présente loi se prescrit par un an à dater du jour de l'accident. » (Art. 18).

Le législateur veut éviter la prolongation des litiges pendant des années entières. La victime, en raison de ce laps de temps si court, ne se laissera pas abuser par les promesses du patron qui chercherait à gagner du temps ; l'ouvrier préviendra ses avances,

dans la crainte qu'une année se passe sans règlement et qu'il soit déchu de tout droit. Les travailleurs seront vite au courant de cette particularité par l'affichage de la loi dans tous les ateliers ; du reste, le président du tribunal, dans la tentative de conciliation faite dans les vingt jours de l'accident, les avertira.

L'action seule prévue par la loi nouvelle se prescrit par un an ; le délit du patron restera soumis aux poursuites correctionnelles pendant deux années en plus et le tiers auteur de l'accident, sans délit de sa part, ne sera couvert que par la prescription de 30 ans. Cette situation bizarre a été représentée dans la discussion de la loi ; si le texte n'a pas changé, c'est que le législateur consent à la consacrer.

La prescription d'une année court contre les mineurs ; en effet c'est moins une prescription qu'une déchéance. A la séance du 10 juillet 1888, M. de la Batie avait proposé l'amendement suivant : « Ce délai sera porté au double en faveur des ayant droit en état de minorité. » Le législateur en repoussant l'amendement a nettement indiqué son intention de n'admettre aucune suspension de prescription plus longue.

SECTION III. — Nature de l'Indemnité.

« Les rentes sont payables par trimestre ; elles sont incessibles et insaisissables. » La Jurisprudence, en s'appuyant sur l'art. 581 C. Pr. c., admettait déjà que l'indemnité due pour accident a un caractère alimentaire et la déclarait insaisissable (1).

D'après l'art. 582 C. Pr. c. « les provisions alimentaires ne pourront être saisies que pour cause d'aliments » ; les fournisseurs pourront saisir la rente de l'ouvrier afin de se payer (2). Il n'y a pas lieu de distinguer entre les créanciers qui ont fourni des aliments au débiteur antérieurement ou postérieurement à l'adjudication de la pension, les termes de l'art. 582 étant généraux ; la Cour suprême a statué en ce sens (3).

(1) Paris 10 juillet 1870, Dalloz. J. G. supp. V^o Saisie-arrêt n^o 82 ; Colmar 29 avril 1863, D. 63. V. 333 ; Caen. 19 juin 1893, D. 94. 2. 318. — (2) Paris 17 février 1892, D. 92. 2. 540. — (3) Cass. 18 janv. 1875, D. 75, 1. 360 ; Seine 28 fév. 1884, Loi 26 mars 1884.

Cette saisie, à mon avis, sera régie par la loi du 12 janvier 1895, c'est-à-dire qu'elle ne portera que sur le dixième de la rente. L'indemnité est la représentation du salaire perdu et le salaire n'est saisissable que pour un dixième. Les créanciers prévus aux articles 203, 205, 206, 207, 214 et 349 du C. c. ne seront pas soumis à ce quantum restreint ; le juge appréciera, dans l'espèce, la portion d'indemnité qui sera saisissable. Art. 3, loi 12 janvier 1895.

Quant au capital donné à la victime, je crois qu'il reste saisissable ; sans doute il représente bien aussi une portion de la rente, mais la loi dans ses termes est assez précise pour ne pas permettre cette extension. L'ouvrier qui craint la saisie ne doit pas demander la conversion de sa rente qui lui restera entière et intangible (3).

SECTION IV — Caractère d'ordre public et Exclusivisme de la loi.

« Les ouvriers et employés ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi. » (Art. 2).

C'est un droit nouveau qui est créé, un droit exclusif de tous autres droits résultant de législations antérieures ; que le travailleur soit lésé parfois, c'est possible, mais le législateur a fait une compensation avec les nombreux avantages qu'il lui accorde.

En vertu du principe que les conventions font la loi des parties, dans l'avenir il allait se conclure des conventions particulières qui renverseraient totalement l'économie de la législation nouvelle, soit quant à la juridiction, soit quant aux indemnités, soit quant à la procédure ou au mode de constatation des accidents. Le législateur déclare ces « conventions nulles de plein droit ». Art. 30.

Cette nullité est prononcée par tous les projets adoptés. Les articles 2 et 21, qui prévoient des conventions intervenues entre patron et ouvrier, ne constituent pas une dérogation à la règle

(1) En sens contraire, Chardiny P. 120.

formelle de l'article 30 ; elles ne sont pas contraires à la présente loi, mais faites d'après ses données. Des accords faits sur des matières non prévues par la loi resteraient valables et obligeraient les parties, conformément au droit commun. Le but du législateur est de protéger l'ouvrier contre l'influence de son patron : mais cette protection doit être sage et pondérée, sinon le travailleur serait le premier à en souffrir.



CRITIQUE GÉNÉRALE

Si la valeur d'une loi tient à la longue préparation parlementaire, aux nombreuses discussions dont elle a été l'objet, on pourrait dire, sans crainte d'exagération, que notre législation est parfaite. Il n'a pas fallu moins de 18 ans au législateur pour la voter. C'est en effet le 29 mai 1880 que M. Martin Nadaud déposait, sur le bureau de la Chambre, la première proposition relative aux accidents du travail; et depuis cette époque, il ne s'est pas écoulé une législature qui ne vit éclore de nouveaux projets. De 1880 à 1887 on en comptait quinze.

La Chambre a voté quatre textes, en 1884, 1888, 1893, 1897, le Sénat trois en 1890, 1895, 1896 et le dernier de 1898 qui est devenu loi le 9 avril. Les dispositions essentielles de ces rédactions successives sont semées ça et là au cours de la seconde partie de ce travail. La proclamation du risque professionnel lui-même fut admis sans trop d'effort; mais les questions des juridictions, de l'indemnité et surtout des garanties donnèrent lieu à de grosses discussions, à des tiraillements entre les deux Chambres, et retardèrent, pendant longtemps, l'adoption d'un régime que des pays monarchiques possédaient déjà.

Enfin, nous l'avons ce droit nouveau, c'est le point capital. *Quelle est la valeur de ce monument législatif?*

La loi, à peine promulguée, non applicable encore (1), est déjà violemment attaquée. Les critiques émanent des adversaires de toute réforme, aussi bien que des partisans du risque professionnel qui auraient voulu un système différent.

(1) Applicable le 1^{er} juin 1899.

En bloc jugée, je crois la loi nouvelle bonne : les voyages successifs, d'un palais législatif à l'autre, ne lui ont pas été nuisibles et certaines concessions faites, soit par le Sénat, soit par la Chambre, à leur idée prédominante ont fait consacrer telles règles dont la portée est favorable.

C'est une loi de progrès en somme : la proclamation du risque professionnel, l'indemnité forfaitaire, la pension préférée au capital avec rachat possible dans certains cas, la rapidité de la procédure, l'abandon de la capitalisation, la certitude du paiement de la réparation, voilà des réformes de premier ordre. J'admets aussi la règle relative à la faute lourde de la victime ; sans doute, les chicanes vont naître, les procès de tendance, mais le moyen traitement consacré semble juste. Les législations existantes peuvent nous guider ; or, en Allemagne, on propose de réformer le traitement de la faute grossière qui est assimilée à la faute légère, on demande un régime à peu près identique à celui que nous avons adopté. Cet exemple ne doit-il pas nous convaincre de la supériorité de la distinction de la faute lourde indemnisée spécialement, sans être totalement rejetée ?

Un gros reproche adressé, c'est celui « de la restriction de la loi ». Pourquoi les ouvriers agricoles sont-ils exclus ? Ne soyons pas trop durs pour le législateur ; il lui était commode d'ajouter un mot pour généraliser l'article 1^{er} à tous les accidents, à tous les travailleurs ; s'il ne l'a pas fait, c'est par réflexion. L'agriculture est grevée d'accidents spéciaux, peu connus par le défaut de statistique ; la soumettre de suite, sans préparation, c'était peut-être sinon la ruiner, comme on l'a dit, du moins l'entraver. Il lui faut une législation à elle qui viendra en son temps, espérons-le.

Une disposition plus critiquable et sans excuse, celle-là, c'est l'exonération des petits patrons travaillant seuls d'habitude, c'est-à-dire la non-protection des compagnons blessés à leur service, Voilà des pauvres ouvriers qui vont rester sans secours uniquement parce qu'ils sont embauchés par un tel patron : c'est une injustice révoltante. Si les travailleurs, en général, ont besoin d'être indemnisés à cause de leur état d'indigence ordinaire, ces ouvriers d'oc-

casion sont encore plus dignes d'intérêt : et on les abandonne à eux-mêmes, ils sont irrémissiblement condamnés à la misère ! Ne parlons pas, en effet, de la possibilité de se retourner contre leur employeur avec l'article 1382 ou 1384, cet employeur est insolvable d'avance. Il n'eût pas été bien lourd pour la Caisse de garantie de lui confier leur sort ; le socialisme de cette proposition n'est pas plus teinté que celui du Parlement et ainsi les petits patrons seraient exonérés et les ouvriers garantis.

Cet abandon de certains travailleurs, résultant de l'article 1^{er}, a passé inaperçu jusqu'ici, tandis que l'article 3 a soulevé de très vives protestations par la progression de l'indemnité, qui croît avec le nombre d'enfants, et la libération du patron lorsque la victime est un étranger sans représentant en France ou un Français qui ne laisse aucun ayant droit.

Les patrons, dit-on, vont préférer les ouvriers célibataires et les étrangers ; de cette façon la protection qu'on cherche à donner aux familles nombreuses et aux ouvriers nationaux se retournera contre eux. Certains orateurs ont bien voulu protester contre ces accusations lancées à l'adresse des industriels « qui ont le cœur trop haut placé pour agir ainsi » (1) ; cependant de semblables exclusions de pères de famille se sont déjà produites et des syndicats d'entrepreneurs ont décidé de n'engager désormais que des ouvriers célibataires. Une telle situation ne laisse pas que d'être très inquiétante. M. Bertillon, président de la ligue pour la repopulation de la France, a proposé que les indemnités allouées aux ayant droit fussent supportés par le fonds de garantie et non par les patrons, qui n'auraient ainsi plus d'intérêt à préférer tel ouvrier. M. Mirman député (2) a eu l'idée, pour porter remède, de faire payer au patron une indemnité, même en cas de décès du célibataire sans famille ou de l'étranger : une somme fixée serait remise à la Caisse nationale qui servirait ensuite les rentes aux familles. Actuellement il demandait que cette somme fût du quadruple du salaire de la victime. Le chef d'industrie, tenu de solder une égale inde-

(1) Jourdain, Congrès de Paris II. 438 ; voir Sénat, 8 juillet 1895, J. O. P. 769. — (2) Séance du 27 juin 1898.

mnité dans tous les cas ne rechercherait plus de préférence les célibataires ou les étrangers. La loi a réellement ici un point faible que nous n'évaluerons que dans la pratique; les prévisions sont trop vagues et imprécises pour affirmer dès aujourd'hui quel résultat malheureux se produira.

On a parlé très souvent, dans les discussions, de la paix sociale... : la législation des accidents doit détendre les rapports entre patrons et travailleurs... J'avoue mon scepticisme sur ce point. Les procès futurs seront toujours très nombreux, surtout avec l'assistance judiciaire assurée; la faute lourde du patron ou de l'ouvrier sera soulevée et l'appréciation de l'incapacité sera une source de querelles sans fin. Les ouvriers à 2000 francs de salaire qui, après l'accident, ne peuvent gagner que 100 ou 200 francs, demanderont le taux de l'incapacité totale alors que le maître ne verra dans leur cas qu'une incapacité partielle. Non, ce n'est pas un texte législatif qui peut régler la question sociale. On accorde aux travailleurs de nombreux privilèges... : ils ne désarment point, pas plus que les capitalistes; la lutte entre eux est éternelle. Les lois influent sur les mœurs, c'est vrai, mais lentement, très lentement et la fameuse question sociale reste et restera une « question morale ».

Quoi qu'il en soit, nous approuvons hautement les principes de la loi du risque professionnel : c'est un honneur pour le législateur qui les a édictés. L'ouvrier peut et doit être content. Voilà vingt ans que les faveurs lui sont distribuées à pleines mains, — d'aucuns disent que c'est par intérêt, j'aime mieux croire que c'est par justice — les lois ouvrières abondent et nous pourrions créer un Code de l'industrie. Bientôt, les questions des retraites pour la vieillesse, des sociétés coopératives ouvrières seront réglées aussi; pourra-t-on trouver un système d'assurance contre le chômage, cette autre cause de misère pour l'ouvrier ? espérons-le.

Faisons trêve aux critiques; attendons l'avenir pour juger, en pleine connaissance de cause et en toute justice, une loi qui n'est qu'une loi d'attente, prête à recevoir les réformes que dictera l'expérience, comme l'affirmait M. Thévenet, dernier rapporteur :

« Nous savons bien que la loi n'est pas parfaite. C'est un aveu
 « qu'il ne nous coûte pas de faire, pas plus qu'à ceux qui se sont
 « occupés les premiers de la matière. Mais la législation n'est pas
 « un dogme. On peut y toucher, la perfectionner, et nous ne
 « demandons qu'à l'améliorer au creuset de l'application. Nous
 « vous demandons de faire un pas dans cette voie du progrès qui
 « est ouverte, de faire un pas rendu nécessaire par l'évolution
 « industrielle qui est aussi, permettez-moi de vous le dire, une
 « évolution sociale. » (1)

Vu :

Lyon, le 10 mars 1899,

*Le Doyen de la Faculté,
 Président de la thèse,*

E. CAILLEMER.

Permis d'imprimer :

Lyon, le 13 mars 1899,

*Le Recteur de l'Académie,
 Président du Conseil de l'Université,*

G. COMPAYRÉ.

(1) Séance du 18 mars 1898 ; voir Séance du 4 mars 1898, J. O. P. 258.

TABLE

	Pages
Introduction	I
PREMIÈRE PARTIE : <i>Fondement de la responsabilité du patron</i>	
Chapitre I. — Théorie de la responsabilité délictuelle . . .	1
Chapitre II. — Théorie de la responsabilité contractuelle . .	14
Chapitre III. — Théorie de la responsabilité légale	21
Chapitre IV. — Théorie du risque professionnel	44
DEUXIÈME PARTIE : <i>Le risque professionnel dans la législation française</i>	
Chapitre I. — Étendue du risque professionnel.	66
<i>Section I.</i> Des industries soumises.	66
<i>Section II.</i> Des accidents prévus.	73
<i>Section III.</i> Des ouvriers auxquels s'applique la loi . . .	77
Chapitre II. — Des Indemnités.	81
<i>Section I.</i> Taux des indemnités.	83
§ 1. L'accident n'entraîne pas la mort	83
§ 2. L'accident entraîne la mort.	87
<i>Section II.</i> Liquidation des indemnités.	92
§ 1. Détermination du salaire.	92
§ 2. Du mode de constitution des rentes.	95
Chapitre III. — Dérogations aux règles précédentes	98
<i>Section I.</i> Variation du taux de l'indemnité.	98
<i>Section II.</i> Paiement de l'indemnité en capital	103
<i>Section III.</i> Réversion de la rente	105
<i>Section IV.</i> Exonération du patron	106
Chapitre IV. — Garanties des indemnités.	109
I. Cautionnement	112
II. Privilège donné à l'ouvrier.	113
III. L'assurance obligatoire	115
IV. Fonds de garantie contre l'insolvabilité	118
Chapitre V. — Privilèges divers	125
<i>Section I.</i> Constatation des accidents	125
<i>Section II.</i> Juridictions. Voies de recours. Prescription	127
<i>Section III.</i> Nature de l'indemnité	133
<i>Section IV.</i> Caractère d'ordre public de la loi	134
Critique générale.	136

Imp. A. MERCIER, St-Genix-d'Aoste (Savoie)
